

ANNO X - N. 2

GIUGNO 1970

# RIVISTA DI STORIA DELL' AGRICOLTURA

sotto gli auspici dell'Accademia  
Economico-Agraria dei Georgofili



EDIZIONE DELL'ISTITUTO DI TECNICA E PROPAGANDA AGRARIA

# SOMMARIO

*Henri Desplanques*

— La formation du métayage dans les campagnes ombriennes.

*Giacinto Donno*

— Su una controversia olivicola-olearia della fine del Settecento.

## FONTI E MEMORIE

*Giovanni Cherubini*

— La carestia del 1346-47 nell'inventario dei beni di un monastero del contado aretino.

## RASSEGNE

*Agostino Bignardi*

— L'agricoltura bolognese nel Settecento e nella prima metà dell'Ottocento.

## LIBRI E RIVISTE

## La formation du métayage dans les campagnes ombriennes

*Col gentile consenso dell'autore HENRI DESPLANQUES, professore di Geografia a Lille, « chargé de recherche au C.N.R.S. », componente del Comitato Scientifico della nostra Rivista, abbiamo il piacere di pubblicare alcune pagine del suo recentissimo volume CAMPAGNES OMBRIENNES, edito da ARMAND COLIN, Parigi.*

*E', questa, un'opera di particolare valore geografico, agronomico e storico sulla regione Umbra che l'autore conosce palmo a palmo, nella sua terra, e pagina per pagina, nella sua storia economica e sociale: frutto maturo, quindi, di competenza, di esperienza e, direi, di affetto profondo. Tanto che in noi Italiani l'opera suscita prima di tutto un sentimento di gratitudine. Ogni altra Regione nostra può vivamente desiderare, per sé, uno studio storico-naturale simile a questo per sistematicità, completezza, continuità temporale. Non sono, certo, il solo ad augurarmi che dell'opera sia fatta la traduzione italiana in modo che la lettura sia ampia e responsabile non solo da parte degli studiosi ma anche da parte delle persone che si occupano del bene comune attuale e futuro: dall'indagine e dalla interpretazione di Henri Desplanques verrà consapevolezza e luce per la comprensione e soluzione di capitali interessi.*

**Ildebrando Imberciadori**

Pour comprendre l'extension du métayage et ses limites, pour discerner le rôle qu'il a joué dans l'élaboration du paysage rural, il est nécessaire de remonter aux origines. Malheureusement l'histoire du métayage ombrien n'est pas encore faite. Ce n'est pas que les documents manquent: les contrats ont été conservés par dizaines de milliers. Nous avons dû nous contenter d'en interroger quelques centaines, publiés ou manuscrits, de

fouiller quelques dizaines de cadastres et de statuts : ce n'est pas suffisant pour écrire une histoire et ce n'est pas notre rôle, mais ces sondages nous permettront peut-être de poser des jalons, de lancer quelques hypothèses, de discerner les grandes lignes d'une évolution dont la campagne d'aujourd'hui est le terme provisoire.

De nos jours les modes de faire-valoir sont fixés par des textes juridiques précis. Mais pendant de longs siècles, malgré l'héritage du droit romain, les formes des contrats sont restés fluides, variables, et le métayage classique ne s'est dégagé que peu à peu à travers une évolution lente de plusieurs siècles. Nous disons le métayage classique, celui qui triomphera au XVI<sup>e</sup> siècle et règnera jusqu'à nos jours. C'est plus qu'un simple partage à mi-fruits, c'est tout un type d'organisation de la vie rurale et c'est à ce titre qu'il nous intéresse. Il suppose un corps de terrain, le *podere*, assez grand pour faire vivre une famille paysanne avec la moitié des récoltes, il exige la maison sur le domaine, et l'exploitant doit travailler sous la direction du propriétaire. Ce n'est pas un simple contrat partiaire, ni un contrat de participation comme le Midi italien en connaît encore aujourd'hui.

D'autre part la valeur économique ou géographique de ce type d'organisation n'est pas liée à l'apparition d'un seul exemplaire, mais à son adoption en masse. Juristes et historiens ont rivalisé de zèle dans la recherche du plus ancien contrat de métayage, et on en est actuellement à l'année 804 en Toscane. Mais s'il est vrai que la pratique du métayage se généralise dans cette région seulement au XV<sup>e</sup> siècle, comme l'affirme Mario Luzzatto (1), on soupçonne le cheminement long et complexe qu'à dû suivre l'institution avant de conquérir l'Italie centrale. Entre Florence et Pise, plus commerçantes et plus ouvertes sur le dehors et, aux confins de l'Ombrie, Siennese et Cortone, restées plus rurales, il ne peut y avoir parallélisme. Un cadastre siennois de 1316 nous révèle que sur 15.000 propriétés le tiers seulement était exploité à mi-fruit, sans qu'il y ait d'ailleurs métayage complet (2). A Cortone à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, il est clair que les *poderi* ne sont pas encore formés, la location a trait à de petites parcelles ; sur plusieurs centaines de contrats, cinq ou six seulement mentionnent la maison (3). Dans un cas comme



dans l'autre dominant encore les vieux types de contrats, emphytéose, *livello*, *pastinatum*, avec la plupart du temps paiement du cens en nature. Mais le métayage classique n'a pas encore gagné la partie.

#### A) Le métayage s'installe lentement du XIII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle

Tout porte à croire que la formation du métayage classique en Ombrie a été plus lente encore et tardive. Les pactes anciens, tous plus ou moins hérités du contrat partiaire romain, ont la vie dure. Ils apparaissent dès le Haut Moyen Age, se maintiennent à l'époque féodale et subsistent jusqu'en plein triomphe du métayage à l'époque moderne. Les documents de Farfa témoignent de l'existence d'accords à mi-fruit (4). L'emphytéose est le contrat le plus répandu, notamment dans les terres d'église. Le *Codex diplomaticus* de Gubbio en présente de nombreux exemples pour le XI<sup>e</sup> siècle. La concession d'un fonds rustique est faite pour une longue durée, 29 ans, ou jusqu'à la troisième génération. Il s'agit généralement de simples parcelles que le bailleur accorde « *causa abendi, tenendi, laborandi, meliorandi et non alienandi* », contre paiement d'un loyer en argent mais le plus souvent en nature. D'autres contrats précisent « *ad plantandam vineam hinc ad quatuor annos ad cultandum et ad levandum et laborandum* » ou bien « *ad levandum ibi arbores* », ou bien encore « *ad olivas et alios arbores possidendum et ad medietatem reddendum* » (5). Dans la moyenne vallée du Tibre au Sud de Pérouse, le 20 août 1270, l'abbaye San Pietro émancipe les hommes de Casalina de toute servitude personnelle ou réelle mais ce n'est pas le métayage qui s'élève sur les ruines du servage. L'accord stipulé dans le *laudum* du 20 août est de caractère emphytéotique : il donne à chaque homme une pièce de terre d'un *modiolum* jusqu'à la troisième génération, contre versement d'un loyer en monnaie et d'un autre en nature, la moitié des céréales et la dixième partie du produit des vignes, des oliviers, des arbres (6).

Les contrats d'emphytéose sont encore très employés au XV<sup>e</sup> siècle. Parmi les chartes publiées de l'abbaye San Pietro, presque tous les contrats de la fin du XIV<sup>e</sup> et du XV<sup>e</sup> siècles sont emphytéotiques. Les archives de Sassovivo ou de Sorbello en sont également remplies (7). Certaines expressions sont sans

doute de vieilles formules stéréotypées, d'autres au contraire précisent bien la mission colonisatrice de ce contrat. Ainsi en 1433 l'Abbaye « cessit... iure livelli et in emphiteosim.. in ejus tertiam generationem... unam (petiam) terre, nunc sodam, sitam in pertinentiis dicti castri Casalalte... ad habendum, tenendum, utendum, fruendum et meliorandum » (8).

Dans ce dernier cas, le contrat prend parfois le nom de *pastinatum* quand la concession de terre est faite en vue d'un défrichement et d'un aménagement du sol. Ainsi le 16 septembre 1215 un habitant de Spolète concède « jure pastinationis hinc ad viginti annos unam petiam terre... ad plantandam vineam, sepes et arbores et ad ponendum murum in pede ipsius terre. Et promitto tibi facere tecum pro medietate cassinam et canales » (9). Tout y est, vigne, haies, arbres, murs de terrasse et même la maison. L'exploitant en échange promet de « omni anno reddere medietatem omnium fructuum... et medietatem musti promitto deferre ad domum tuam ». Ce n'est pas encore le métayage classique puisqu'il y manque le *podere* et la direction patronale de l'entreprise, mais nous n'en sommes plus très loin. Une charte de Sassovivo fait état d'une location jusqu'à la troisième génération d'une pièce de terre « cum pacto pastinandi et plantandi in ea vites et arbores ac dettam canapinam laborandi » (10).

Quel que soit leur titre ou leur forme juridique, tous ces contrats « ad laborandum, ad pastinandum, ad cultandum, ad medietatem » avaient l'avantage commun dans une économie fermée encore très peu monétaire, d'intéresser le paysan à l'amélioration du sol et ce sera l'élément fondamental du métayage. Un contrat de 1332 s'exprime ainsi : « locavit... ad libellum in emphiteosim... petiam terre... » ; l'exploitant de son côté doit « dare et ad ipsum monasterium quolibet anno deferre... medietatem totius musti... et medietatem omnium fructum » (11). S'agit-il de ferme? de métayage? d'un contrat de *livellum* ou d'emphytéose? Ces différentes étiquettes juridiques cachent une même réalité économique et sociale.

Où en est la situation au début du XIV<sup>e</sup> siècle? Nous avons pu consulter quelques centaines de contrats datant de 1331 et 1332; ils viennent tous de l'abbaye San Pietro(12). Il y a encore beaucoup de locations emphytéotiques, mais deux modes de concession reviennent fréquemment « ad coptumum et ad laboritium ». Dans le premier il s'agit d'un bail de 9 ans. L'exploit-

tant paie un droit en argent, un cens fixe en nature, par exemple une certaine quantité de blé et d'épeautre, « sauf cas de guerre et de grêle », parfois un cens proportionnel aux récoltes, ainsi les trois cinquièmes du vin. Mais on loue beaucoup plus de *terras campias* que de *terras vineatas*. Il résulte d'un contrat du 4 septembre 1331 que le preneur habite le bourg et que son domaine est formé de 16 parcelles non contiguës, situation sans doute fréquente avant la diffusion de l'habitat dispersé(13). Parfois il s'engage à porter à Pérouse « ad domum habitationis dicti locatoris » le cens en nature, et à planter des vignes sur un terrain qui en était dépourvu.

La concession *ad laboritium*, *a lavoreccio* est encore plus proche du métayage classique. Le bail est conclu seulement pour cinq ou six ans. Il n'est plus question d'un cens en argent, et cela est essentiel, mais du partage des récoltes. Généralement le paysan doit remettre au monastère les trois cinquièmes du vin, la moitié des céréales, blé, épeautre, orge et la moitié de la glandée. Les obligations se font plus précises et il apparaît de plus en plus clairement que le propriétaire garde la direction de l'exploitation. Celle-ci, cependant, forme rarement un domaine organisé avec une maison isolée et résidence du paysan sur le fonds.

Voici un contrat *ad laboritium* qui peut être considéré comme un parfait contrat de métayage(14). L'Abbé loue une tenure de terre labourable située à 15 kilomètres de Pérouse. Les preneurs doivent habiter sur le domaine « cum eorum familiis et eorum bestiis et animalibus eorum » porter au monastère la moitié de toutes les récoltes et coopérer avec celui-ci dans la construction de la maison ; ils doivent répandre le fumier et labourer « ad usum fidelium laboratorum ». Bien que les exigences ne soient pas encore celles du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècles, les traits essentiels du métayage classique s'y trouvent réunis : le partage à mi-fruit, la tenure complète et non un simple lopin de terre, la maison sur le fonds, la direction de l'exploitation par le propriétaire. Mais sur un ensemble de 285 pièces, nous n'avons guère trouvé que deux contrats de ce type : c'est dire que le métayage n'est pas encore, surtout dans les grandes propriétés ecclésiastiques, un phénomène de masse. Comment le serait-il devenu en un siècle troublé comme le XIV<sup>e</sup>, pendant

lequel l'habitat permanent se replia sur les villes et les bourgs fortifiés?

Il faut attendre le XVI<sup>e</sup> siècle pour voir se multiplier les accords de métayage (15). Les anciens contrats ne disparaissent pas totalement. L'emphytéose notamment se maintient dans les terres d'Eglise. A San Pietro de Pérouse, au début du XVI<sup>e</sup> siècle, c'est encore le type qui domine, tant qu'il s'agit de parcelles détachées, mais de plus en plus à la fin du siècle et surtout au XVII<sup>e</sup>, sous des étiquettes parfois différentes, le métayage se répand inexorablement. Il recueille une part de l'héritage des contrats antérieurs et va peu à peu unifier les modes de faire-valoir : dès le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle circulent des imprimés, avec formules toute préparées, qui ont pour résultat de mettre un peu d'ordre dans les rapports entre propriétaires et exploitants (16).

Les conditions sont plus dures pour le paysan que dans les contrats anciens, plus méticuleuses aussi, et il nous paraît utile de les connaître pour comprendre le rôle joué par le métayage dans la construction de la campagne à la fin du Moyen Age (17). Pas de fixité de la tenure, le contrat est à court terme, trois ou quatre ans, quelquefois un an. Cela permettra d'adapter, nous le verrons, la famille au *podere*. Partage des récoltes à mi-fruit pour les céréales, pour le chanvre, les fèves, pour les glands sur les terres cultivées, tandis que toute la glandée est pour le propriétaire sur les terres incultes. Le raisin est divisé au cinquième ou au tiers ; ainsi dans la même propriété le paysan d'un *podere* de plaine ne reçoit que le tiers ou les deux cinquièmes, celui d'un *podere* de haute colline les trois cinquièmes. La part patronale doit être livrée à la maison du propriétaire en ville (18). Cette formule est imprimée et on considère donc que c'est là un phénomène général. Dans certains cas, on ajoutait que le paysan devait, au temps de la moisson et des vendanges, tenir prêtes quelques bêtes « per portar con maggior prestezza la robba al detto Patrone ».

L'historien de Pérouse (19) se fait l'expression d'une tradition, suivant laquelle les vieilles pierres milliaires autour de la ville avaient été en réalité placées à une distance supérieure au mille pérugin, de manière à ne pas dispenser les paysans plus éloignés d'apporter la part patronale. Certains contrats prévoyaient en effet une distance limite à partir de la quelle on n'était

plus soumis à cette obligation. Le métayer est tenu de ne cultiver que les terres du propriétaire, de ne pas travailler au dehors, d'habiter la maison du *podere*, et au début du XVI<sup>e</sup> siècle il doit même dans certains cas la construire. Il ne peut rien faire d'important, dit un contrat, sans la permission du patron, ni la moisson, ni le battage, ni les vendanges, ni les labours.

### **B) Le métayage est avant tout l'oeuvre des villes**

Si le métayage est finalement devenu, à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, un phénomène de masse c'est au terme d'une évolution de trois siècles. Or ces trois siècles sont ceux de l'ère communale. Entre l'émiettement féodal et la période de centralisation pontificale moderne, ils se caractérisent par la domination des cités. La propriété rurale est en grande partie aux mains des citadins, monastères et chapitres, familles nobles, classe bourgeoise. Même si nous ne connaissons pas au juste l'importance de la propriété bourgeoise, même si nous la soupçonnons d'être beaucoup plus faible en Ombrie qu'à Prato, Pise ou Florence, le reflux vers les villes des propriétaires fonciers, après le triomphe des communes sur la féodalité, peut être considéré comme un fait général. Les seigneurs abandonnent la campagne, les monastères isolés sont eux-mêmes délaissés pour l'abri plus sûr que donnent les remparts des villes. Dans ces conditions, comment ceux qui détiennent la terre pourraient-ils s'en occuper? Le propriétaire citadin a besoin d'un paysan qui soit intéressé à la production et qui reste en permanence sur le domaine. Cette nécessité est d'autant plus impérieuse qu'il s'agit de cultures arbustives très délicates comme la vigne et l'olivier et que, avec le progrès du défrichement et l'augmentation de la population, le front pionnier de ces cultures s'éloigne du bourg ou de la ville où séjourne le propriétaire.

De la ville celui-ci dirige directement ou indirectement l'exploitation rurale, et par lui la commune garde la haute main sur les sources de ravitaillement. D'une part investissement de capitaux urbains (20) dans les améliorations foncières et augmentation de la production, d'autre part livraison de la moitié des denrées à la demeure du propriétaire, tels sont les deux panneaux du diptyque, les deux traits complémentaires qui ont fortement soudé la ville et la campagne. La logique du métayage

est basée sur les rapports étroits que la propriété rurale des citadins a créés entre l'une et l'autre.

Le joug citadin semble bien avoir été très dur. On connaît l'exclusivisme des cités. Elles exercent un monopole jaloux sur l'exploitation du *contado*. Les statuts sont d'une grande sévérité pour les *colons*. La servitude de la glèbe a-t-elle survécu à la mort du système féodal? On le croirait à lire certains d'entre eux, et ceux du XVI<sup>e</sup> siècle portent les traces d'une véritable réaction seigneuriale (21).

A Todi, à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, si un habitant de la ville ne trouve personne pour exploiter ses terres, le podestat peut obliger les paysans du territoire où est situé le domaine à y travailler (22). Un statut de Spolète, beaucoup plus tardif, se montre aussi sévère: si un propriétaire ne trouve pas de cultivateurs, le Conseil peut forcer les habitants de l'endroit à exécuter les travaux contre paiement en nature. C'est le colonat partiaire obligatoire (23). A Pérouse en 1342 (24) les hommes d'un bourg sont tenus de labourer et de cultiver les terres des alentours. Les statuts du XVI<sup>e</sup> siècle vont beaucoup plus loin: « etiam teneatur eorum filii et nepotes et eorum descendentes » (25).

La commune de Gubbio appuie de toute son autorité les propriétaires de métairies, précisant à quel moment le colon doit exécuter les labourages, les semailles, le curage des fossés, lui rappelant qu'il doit diviser le blé sans aucune fraude et porter ensuite à la maison du maître la part qui lui revient (26). Les contraintes imposées par les accords de métayage sont légalisées par les statuts. Ceux de Todi, datés de 1549, exigent que tout le blé existant dans le comté soit apporté en ville (27).

Les statuts d'Assise, de l'année 1469, sont encore plus explicites. Toute une rubrique concerne les baux de fermage et de métayage. Ne craignons pas d'en citer quelques articles, car ils éclairent singulièrement la « politique agricole » des magistrats et propriétaires et nous livrent une des clés du métayage. « Item pro statu et augmentatione populi et hominum civitatis Asisii et ejus comitatus et ne fit fames propter quam solet bonus status turbari et ut fit habundantia victualium in dicta civitate et comitatu Asisii, et ne possessiones hominum civitatis Asisii



remaneant inculte... ordinaverunt... quod... laboratores et filii ipsorum maschili et eorum heredes... teneantur et debeant ipsas possessiones laborare... Et medietatem fructuum... ad domum domini possessionis... integraliter portare teneantur, omnibus ipsorum conductorum sumptibus et expensis » (28).

Ainsi le métayage est avant tout l'oeuvre des villes. Les classes urbaines y ont vu le moyen le plus sûr de s'attacher la campagne, d'augmenter la production et d'assurer leur ravitaillement, sinon parfois leur puissance. *Les liens tissés par le métayage entre la ville et la campagne devaient marquer jusqu'à nos jours paysages et modes de vie.* Les architectes ont pu donner aux premières métairies un style de *palazzi* urbains, le *Quattrocento* a parfois traduit dans la construction de sa campagne les préoccupations esthétiques de ses mécènes et de ses peintres, la ville a vu jusqu'à nos jours circuler dans ses rues le lent attelage de boeufs blancs tirant le *biroccio* avec sa charge de fumier, de bois ou de denrées agricoles. Mais qui s'en étonnerait? Depuis des siècles, le métayage a répandu en ville les occupations agricoles et, à la campagne, les influences urbaines.

### C) Le métayage est un instrument de colonisation rurale

La logique du métayage entraîne la colonisation de terres nouvelles. L'ère communale n'est pas seulement créatrice de nouveaux rapports sociaux, elle est aussi élan démographique, renouveau agricole. Il faut nourrir plus de monde, accroître les récoltes. Les contrats et statuts nous donnent tout un programme d'aménagement et d'utilisation des sols. Comme les techniques ne permettent pas encore une augmentation des rendements, on étend les cultures en surface, aux dépens des bois et des marais, on les pousse même en hauteur grâce au système de la culture mixte à hautains qui permet, au-dessus des céréales, d'exploiter la vigne, l'olivier, le « pré aérien » des ormes et autres arbres tuteurs de la vigne. Jacini, à la fin du siècle dernier, estimait d'ailleurs que le métayage était une conséquence de la culture mixte (28). C'est peut-être simplifier un problème complexe, mais il y a sûrement là un élément de solution.

Que se passe-t-il dans les contrats imposés par les proprié-

taires fonciers aux paysans? Celui-ci doit creuser des fossés « larges et profonds » pour le drainage, son voisin tracera « en temps opportun les rigoles habituelles », un troisième a charge de « bonifier les terres ». Obligation dans un autre contrat de labourer cinq fois les champs dans l'année, ou de bêcher une demi-mine de terre ou encore de tailler et fumer les vignes (30). Mais surtout planter, planter des vignes, planter des oliviers, des arbres fruitiers, des ormes : telle est la grande préoccupation. L'un doit planter chaque année 100 *pergole* (*arbori con viti*), un autre 50 à 100 *piantoni* (oliviers); il est rare qu'un contrat soit dépourvu d'articles sur les arbres. D'un cadastre à l'autre on assiste à la multiplication des champs complantés. La seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle notamment connaît un véritable engouement pour les plantations. Tout se passe comme si métayage et plantations allaient de pair.

La polyculture arbustive établit un équilibre entre les cultures herbacées et les plantations, entre les cultures annuelles et les plantes vivaces, elle suscite de petites industries familiales, vin, huile, ver à soie, filage du chanvre; elle occupe ainsi toute l'année la famille du métayer et pas seulement l'individu, elle l'assure contre les risques de la monoculture spécialisée, et lui permet de subsister dans une économie vivrière fermée. Par les soins multiples et constants que ce système de culture exige, le paysan est en quelque sorte soumis de nouveau à la servitude de la glèbe (les fruites sont nombreuses et on a vu la rigueur des statuts à son égard) mais il se trouve intéressé à la marche de l'exploitation au moment même où, le front de culture avançant, la présence du propriétaire se fait plus lointaine.

Cet équilibre entre un système de culture et un mode de faire-valoir une fois obtenu devait garder une stabilité, une solidité remarquable jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle. Cet équilibre a-t-il été durable parce qu'il était en accord avec le milieu naturel? On sait que l'assèchement des plaines a été tardif. La montagne de flysch a subi les coups les plus rudes du défrichement à l'ère contemporaine. C'est dans les basses collines que la civilisation du métayage a trouvé son épanouissement, son terrain d'élection. Les sols généralement plus légers et plus secs, la variété des expositions et des climats locaux, la proximité des bourgs perchés y attiraient vignes, oliviers, arbres fruitiers et y favori-



saient l'intensification et la variété des cultures. Le *podere* classique ne se conçoit pas sans au moins un morceau de colline.

Les grandes plaines, une fois asséchées et drainées, devaient être atteintes aussi par la vague du métayage mais un peu plus tard ; le contraste est flagrant encore aujourd'hui entre l'habitat des collines et l'habitat des plaines, un écart de deux siècles semble les séparer. Les plaines refusent certes l'olivier, mais la colline n'est jamais si loin qu'une exploitation ne puisse s'adjoindre une parcelle d'olivette et parfaire ainsi l'éventail de ses cultures.

En montagne, le métayage n'est pas chez lui. Quand la colonisation eut presque épuisé les dernières ressources de la plaine et de la basse colline, elle monta à l'assaut de la zone de flysch au delà de 500 m. Elle y étendit les emblavures, les plantations, les travaux de bonification, le *podere*, l'habitat dispersé et bien souvent le métayage. Cette prise de possession a succédé principalement à la liquidation des biens ecclésiastiques en Toscane au XVIII<sup>e</sup> siècle, en Ombrie et dans les Marches après 1870. Mais les rendements étaient faibles, la culture mixte ne couvrait que quelques parcelles près des bâtiments, l'olivier était interdit par l'altitude ; les nouveaux propriétaires après s'être généralement endettés pour acheter la terre ne pouvaient guère investir dans les améliorations agraires et l'érosion fit rapidement des ravages. L'occupation du sol par le métayage y fut plus ou moins sporadique, suivant l'altitude, et toujours fragile. C'est là qu'elle enregistre aujourd'hui ses défaites les plus spectaculaires.

Dans la montagne calcaire les terres cultivables, rares et dispersées, sont le fief des petits propriétaires exploitants. Le métayage fait figure d'exception. Sans doute fut-il plus répandu au XVIII<sup>e</sup> siècle et au siècle dernier (31). Mais ce ne fut jamais un phénomène de masse ; de l'Émilie jusqu'à l'Abruzzo, les terres montagnardes lui ont échappé. La pauvreté des rendements — il n'y a pas place pour deux, dit-on communément dans les exploitations montagnardes — le morcellement de la petite propriété, l'absence de cultures arbustives, la force des usages communautaires et l'économie sylvo-pastorale, l'éloignement des villes et l'indifférence des classes citadines à l'égard de la montagne : autant de facteurs qui expliquent l'absence ou

la disparition du métayage. Avec le métayage disparaissent la culture mixte, le *podere*, l'habitat dispersé et cela nous confirme combien les quatre phénomènes sont étroitement liés.

Malgré cette exception de la montagne calcaire, le métayage a largement dépassé le milieu naturel collinaire qui lui semblait le plus favorable ; il a recouvert les plaines inférieures à 500 m, il a empiété sur la montagne de flysch. Et cette diffusion a eu de graves conséquences. Les traits fondamentaux de la vie rurale dans ces trois milieux n'apparaissent pas aussi différents que le laissent prévoir les aptitudes des sols ou les variantes climatiques. Entre un *podere* de la colline et un *podere* de la plaine, il y a certes des nuances qui portent l'empreinte du milieu naturel, mais les types de l'organisation de l'espace et de la vie sociale sont à peu près semblables. C'est qu'une même civilisation les a formés. La civilisation du métayage a étalé sur ces différences une patine uniforme qui, sans réussir à les masquer, en estompe les contrastes.

En résumé, le métayage s'installe lentement du XIII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle, en relation avec l'influence des villes, avec la culture mixte et les plantations, l'habitat dispersé et l'*appoderamento*. Le métayage n'est pas cause de tout mais il est lié à tout. Au service des classes citadines, il a été essentiellement un instrument de colonisation rurale, par la conquête de nouvelles terres et les plantations, là où le milieu physique en offrait les possibilités. Il s'est arrêté au pied de la montagne calcaire où il ne pouvait planter ses oliviers ou ses vignes, il s'est peu répandu vers le Sud où s'étiole l'influence des villes et où l'habitat dispersé ne s'est pas propagé.

### L'APPODERAMENTO

#### A) Jusqu'à la fin du Moyen Age l'exploitation organisée est rare

L'acte de naissance du *podere* classique est aussi difficile à dépister que celui du métayage. Certes on pourrait lui trouver des ancêtres dans l'*heredium* latin, dans le *mansus* féodal, dans ces unités d'exploitation taillées à la mesure d'une famille, qui ne disparurent jamais complètement, semble-t-il, même pendant

le Haut Moyen Age. Le *mansus* est fréquemment cité dans les actes de donation ombriens du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle (*Codex diplomaticus* de Gubbio, Sassovivo) et sans doute a-t-il survécu dans plus d'une métairie moderne, surtout près des villes et des bourgs fortifiés. Mais ce qui nous importe, ce sont les phénomènes de masse. La terre est aujourd'hui, sauf les forêts et les pâturages, divisée en d'innombrables exploitations organisées; elle est en grande partie *appoderata*. Est-il possible de retracer les principales étapes de cette implantation?

Nous savons déjà que le *podere* constitué, avec présence du paysan sur le fonds, est impliqué dans le contrat classique de métayage et ne peut que suivre celui-ci dans son développement. Il est également subordonné à l'expansion des terres cultivées, et l'*appoderamento* a marché au rythme de la conquête du sol. Progression lente, inégale, qui a échappé à l'attention des chroniqueurs et qui cependant s'est poursuivie pendant des siècles jusqu'à nos jours. Les cadastres et les contrats, heureusement, jettent quelques lueurs sur cette progression.

Aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles prédominent encore les contrats de type partiaire en terre non allotie. Le métayage n'est pas encore arrivé à maturité. Contre paiement d'une part des récoltes, on concède à des titres divers un morceau de terre à un paysan habitant le bourg. Généralement ces parcelles, *petia terrae*, sont de petite dimension, elles ne peuvent faire vivre une famille. Le paysan peut en travailler plusieurs, mais les terres qu'il exploite sont dispersées et ne forment pas un domaine d'un seul tenant. Elles rappellent la tenure précaire du Midi italien, avec la réserve qu'à cette époque les contrats étaient généralement à long terme.

Les documents ont trait le plus souvent à des pièces de terre. Quelquefois le *tenimentum* révèle un morceau plus étendu, un bloc de quelques hectares, mais ce n'est pas forcément une exploitation; témoin cette expression plus tardive qu'on rencontre dans un registre de 1605: « *tenimenti e pezzi di terra componenti il podere Sambucara* » (32). A Cortone, à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, les *poderi* ne sont pas encore formés. Sur plusieurs centaines de pactes, il n'y en a guère que cinq ou six où il est question de maison. A la même époque, les sujets de Spolète

sont invités à se regrouper dans la cité ou dans les bourgs (33). Il en est de même à Pérouse. Les contrats de San Pietro de Pérouse se réfèrent presque tous à des parcelles : le *praedium* ou le *podere* est rare, les maisons peu nombreuses (34). Dans les premiers cadastres de Sorbello également, aucune trace de *podere*. Des maisons ne sont signalées que dans les environs immédiats des bourgs. D'ailleurs si on ne conçoit pas l'*appoderamento* sans l'habitat dispersé, des maisons isolées peuvent être indiquées sans *podere* constitué.

Au siècle suivant, la situation reste à peu près la même. Le cadastre de Sorbello, en 1435 et 1458, ne parle pas de *praedium* ni de *podere*, mais cite des maisons et des tours (*case, casaline, columbari*) dans les environs de Paciano et de Pérouse : (*nelle pertinentie di Paciano... nei suborghi di porta Eburnea*). Tel autre document de 1542 fera état de deux bâtiments sur une pièce de terre *in circuitu Spoleti* (35). Un cadastre d'Assise de 1487 décrit la plaine de Castelnovo, Tord'Andrea, Petrignano (36). Pas de maisons isolées. Les paysans habitent presque tous le *castello* de Tord'Andrea ou celui de Castelnovo. Cependant quelques cabanes ou quelques maisons de terre sont parfois signalées.

Les biens de l'abbaye de Monteluca nous sont également décrits dans un cadastre de la même année (37). Ils sont disséminés dans presque tout l'immense *contado* de Pérouse. Les pièces de terre dominant toujours. Cette vaste propriété ecclésiastique est évidemment très morcelée. Il y a cependant, ça et là, et généralement à proximité des bourgs des *tenimenti* assez étendus, avec maisons, moulins, jardins, *colombaio*; même le terme de *podere* s'y rencontre de temps à autre. Mais de nombreux groupes de parcelles sont dépourvus d'habitations, ou bien des maisons sont expressément localisées dans le *castello* (Gaiche, Montepetriolo, Pilonnaco, Sant'Enea) ou contre les murs de celui-ci ou dans le voisinage.

La grande propriété de San Pietro de Pérouse, qui s'étend sur plus de 2 200 ha, nous laisse dans son cadastre de 1498 l'image d'un *appoderamento* bien imparfait. Les terres des San Costanzo situées sous les murs mêmes de la ville sont intensément plantées et, sur un total inférieur à 100 ha, sept parcelles au moins portent une maison. Pour tout le reste, c'est-à-dire

près de 2 100 ha, si on tient compte uniquement des *tenuta con casa*, on arrive au chiffre de treize. Est-ce le nombre des *poderi* déjà organisés avec maisons sur le fonds? Il est difficile d'en avoir la certitude, et sans doute ce chiffre est-il exagéré, car certaines maisons sont encore liées aux bourgs. Un autre cadastre non daté mais à peu près de la même époque donne bien le nom de *podere* à des pièces d'étendue fort différente, quelquefois moins de 1 ha, mais la terminologie paraît assez imprécise. Dans ce cadastre, la *tenuta* de Casalina avec 1 573 ha, atteint à peu près la superficie de 1956, 1 670 ha, mais alors qu'en 1956 elle comprend 71 *poderi*, en 1498 aucun n'apparaît formé avec certitude, et le cadastre ne signale qu'une seule maison en dehors de la *Rocca* et du bourg de Casalina. Visiblement le XV<sup>e</sup> siècle n'est pas encore celui de l'*appoderamento*.

#### B) L'*appoderamento* se répand au XVI<sup>e</sup> puis aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles

Au siècle suivant et tout particulièrement à partir de 1550 le mouvement se déclenche, mais de façon très inégale. Dès 1505 la propriété de Sorbello semble complètement allotie. Un inventaire des biens de l'abbaye de Monteluca, daté de 1550 (38), permet de mesurer le chemin parcouru depuis le cadastre de 1487. La formule est habituellement suivante: *podere arborato, ulivato e vignato con casa*, quelquefois *con casa e palombara*, et il est instructif de voir l'alliance de ces trois termes *podere*, plantations, maison. On compte une quarantaine de corps de terrain avec maison, presque tous indiqués comme *poderi* et 13 pièces de terre sans maison. Il ne semble pas que la propriété se soit accrue beaucoup en superficie, mais sa structure interne a profondément changé.

Les documents de San Pietro de Pérouse permettent de suivre un peu mieux ce travail de remembrement qui s'opère au XVI<sup>e</sup> siècle (39). Au début, les maisons citées sont encore rares ou apparaissent près des *castelli*. Le groupement de l'habitat doit être encore la règle. Des contrats *a lavoreccio* font obligation au paysan de planter des arbres ou de construire une maison. Le grand nombre de petites parcelles achetées, vendues, louées et la fréquence des mutations montrent que

les mailles de l'*appoderamento* ne sont pas encore très serrées. Tel champ isolé est vendu contre une parcelle voisine qui permet d'arrondir le domaine. Tel autre sera acheté pour joindre deux parcelles séparées. Dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle et les premières années du XVII<sup>e</sup> siècle se multiplient contrats de métayage, plantations arbustives et *poderi*, et la plaine du Tibre se couvre de maisons dispersées (40).

Toutes les régions ne progressent pas au même rythme. Près du Lac Trasimène une propriété de l'Ordre de Malte paraît presque entièrement allotie dès 1575. De même à Cannara l'*appoderamento* semble avoir marché bon train : sur une surface de 670 ha on note 30 fois la mention *terram cum domo*, 6 fois *terram cum columbaro*. Mais une grande propriété ecclésiastique d'Assise, San Francesco, dans son premier cadastre de 1568 ne porte pas trace de maison ni de *podere*. Il est vrai que la plus grande partie de ce domaine est située en haute colline. Dans la commune de Foligno, à Butino, quelques maisons sont nommées par un cadastre du XVI<sup>e</sup> siècle mais la plupart sont situées dans le village même (41).

On peut schématiser l'évolution de la façon suivante : l'*appoderamento* fait ses premières conquêtes en colline, autour des vieux bourgs et des villes ; il s'étend ensuite en plaine après les grands assèchements des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles (42). Il finit par envahir à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle la haute colline et la montagne. Ici l'accroissement de la surface cultivée aux dépens des bois et des pâturages se traduit, dans la majorité des cas, par la formation immédiate de *poderi* sans exiger un lent remembrement au départ d'exploitations dispersées. De plus, à l'époque contemporaine avec l'intensification des cultures, le dédoublement des *poderi* est fréquent et là même où il n'y a pas eu de nouveaux défrichements les mailles de l'*appoderamento* deviennent plus serrées. Le tableau comparatif suivant permet de saisir l'évolution de deux propriétés ecclésiastiques.

On peut discerner deux vagues d'*appoderamento*, la première au XVI<sup>e</sup> siècle puis, après un ralentissement très sensible au XVII<sup>e</sup> siècle, une deuxième au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècles. Les formes apparues au XVI<sup>e</sup> peuvent être interprétées comme des formes secondaires, l'exploitation-bloc et l'habitat dispersé

San Francesco d'Assise			San Pietro de Pérouse — Entre ( ) Casalina —		
Date	Superficie	Poderi	Date	Superficie	Poderi
—	—	—	—	—	—
1568	(520 ?) ha	?	1498	2 246 ha	?
1600	—	9	1762	2 630	(37)
1661	568	13 ?	1892	2 495	—
1770	960	31	1923	(1 582)	(48)
1837	937 ?	40	1956	2 441	(59)
1859	—	47	—	(1 670)	(69)

ayant succédé à l'exploitation dispersée et à l'habitat groupé. Les formes créés au XIX<sup>e</sup> siècle, notamment dans la haute colline de flysch, sont le plus souvent des formes primaires.

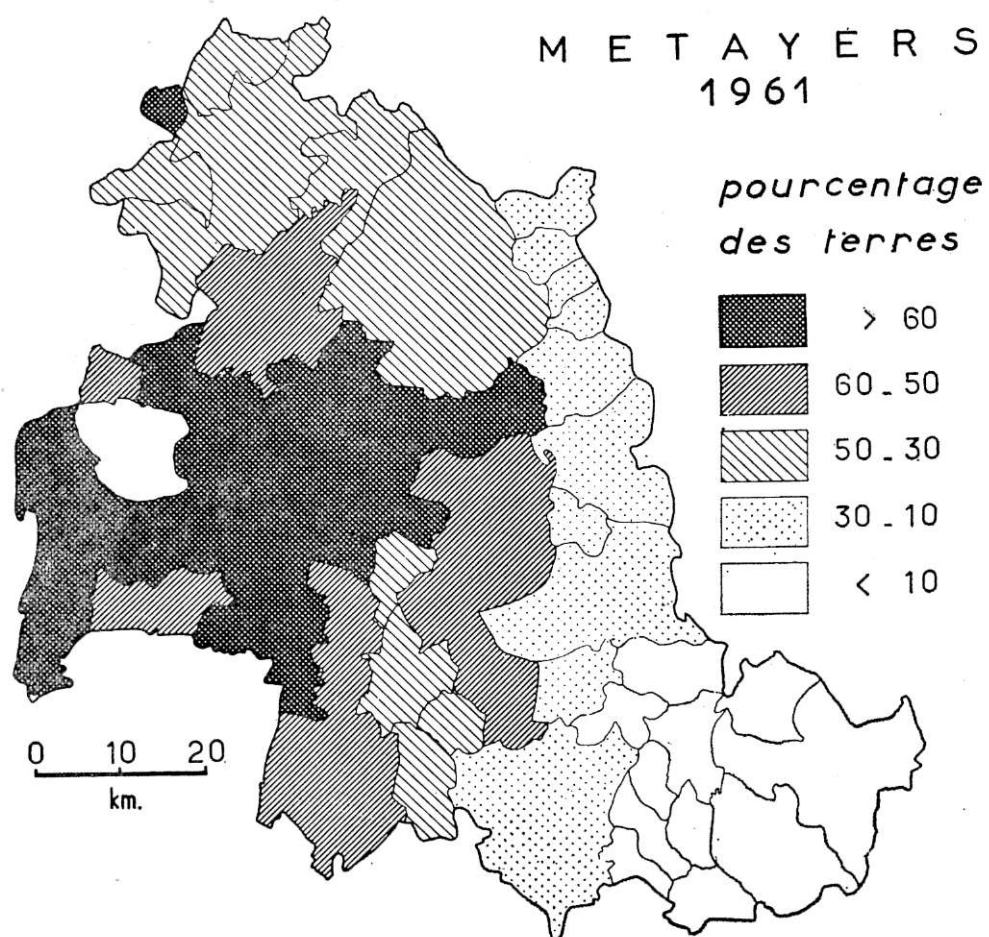
### LE MÉTAYAGE TRADITIONNEL

Dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, le type d'organisation de la vie rurale créé par le métayage et l'*appoderamento* était en place. Il gagnera du terrain avec les nouveaux défrichements, il doublera ses conquêtes au XIX<sup>e</sup> siècle, mais il ne subira guère de profonds changements avant l'époque actuelle. Dans certaines *tenute* on peut suivre les mêmes contrats du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle; peu d'articles y ont été modifiés. Des pactes de 1600, voire des pactes médiévaux, éclairent d'un jour singulier les traits des paysages agraires contemporains. Le métayage avait pour des siècles modelé la vie rurale.

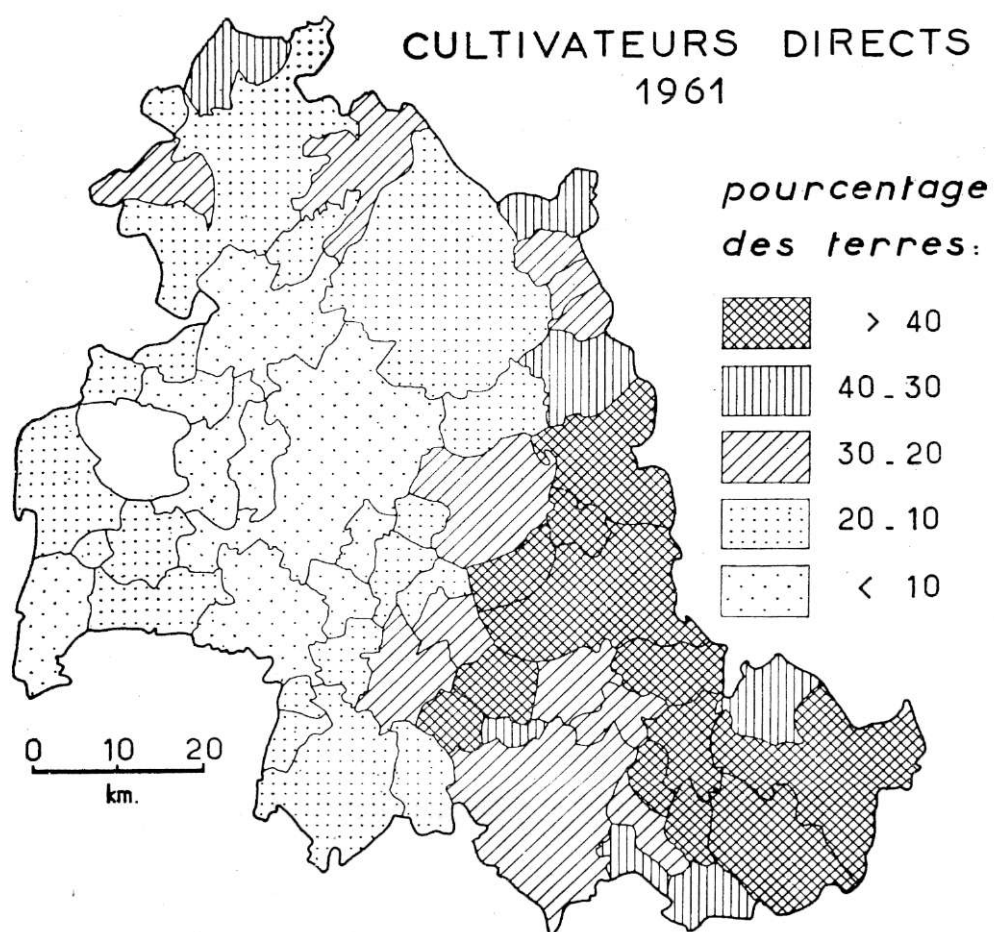
Modelé? On serait tenté de dire figé, tant est grande la stabilité de la construction dont il a été ciment principal. Ni les systèmes de culture, ni les techniques, ne sont totalement fermés aux nouveautés, mais celles-ci ne sont accueillies qu'avec un retard considérable. Du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, dans sa progression territoriale, le métayage pousse sans cesse devant lui investissements urbains, défrichements, dessèchements, aménagements des sols, plantations arbustives, *poderi*, *fattorie* et maisons rurales; mais les structures n'évoluent que faiblement.

Cette solide combinaison d'éléments très divers où tout se tient ne se laisse pas aisément entamer. Elle risque seulement









d'être ébranlée tout entière le jour où l'un d'entre eux disparaît.

Certains sont surpris de la crise que traverse maintenant le métayage en Italie centrale. Ne faut-il pas au contraire s'étonner de sa longévité et de sa survie? Comprendre pourquoi et comment le métayage traditionnel s'est maintenu jusqu'à nos jours nous paraît être le problème fondamental. Aujourd'hui des craquements nombreux laissent présager de profonds bouleversements. Mais l'organisation des rapports entre la terre et l'homme dans le cadre de l'exploitation rurale reste en grande partie commandée par la vieille institution médiévale.

#### **A) Souplesse et variété du métayage**

Le métayage a envahi presque toute la Toscane, les Marches, l'Ombrie, la zone côtière septentrionale de l'Abruzze et le Sud-Est de la plaine padane, en Émilie-Romagne. En Italie centrale, à l'exclusion de la montagne, il occupe 50% de la surface productive, contre 5% en Italie méridionale, 21% dans la plaine padane et 32% dans l'Apennin septentrional et central. Dans la province de Pérouse il n'est absent nulle part. Mais la carte de répartition du métayage montre des types variés (recensement 1961).

1° Bastia et Citeria, 82 et 85% de la surface productive. Les deux seules communes exclusivement en plaine nous fournissent vraisemblablement de bons échantillons de la situation dans les bassins intérieurs.

2° Pérouse et les communes de son ancien comté, 60 à 78%. C'est Pérouse même qui a le maximum. Plusieurs communes, qui ont une grande part de leur territoire en haute colline, font exception et n'atteignent pas 60% : Deruta, Piegara, Tuoro. Influence des plaines et des basses collines d'une part et influence urbaine d'autre part se partagent les responsabilités. La zone de Todi peut être apparentée à celle de Pérouse.

3° Communes ayant de 40 à 60% en métayage, comme Assise 53%, Gubbio 49%, Città di Castello 46%. L'influence urbaine est moins forte qu'à Pérouse, et la part du territoire en haute colline est proportionnellement plus importante.

4° Communes de 20 à 40%, comme Spolète 22, Foligno 21, Gualdo Tadino 30 et Sigillo 28. Ce sont des communes de tran-

sition qui ont toute une portion de leur territoire dans la montagne calcaire. Le rayonnement des villes ne les a pas atteintes, ou ne les a touchées que faiblement.

5° Les communes exclusivement installées dans la montagne n'arrivent pas à une moyenne de 8%.

Historiquement c'est la colline qui a vu naître le métayage ; elle a été jusqu'aux grands défrichements de l'ère moderne son terrain d'élection. Aujourd'hui en Ombrie, c'est sur les plaines qu'il règne en maître. On le voit diminuer peu à peu de la basse à la haute colline, et il garde en montagne des sentinelles avancées. Il est évident qu'il s'est adapté à ces milieux différents avec une certaine souplesse.

En montagne, comme autour de Norcia et Cascia, loin des villes et des voies de communications, il y a peu de place pour le métayer : c'est le domaine du cultivateur direct, où se sont formées des communautés libres de paysans, où la petite propriété individuelle et la propriété collective se complètent. On peut rencontrer des formes abâtardies de métayage assez proches des *comparticipations* du Midi. Le propriétaire concède une pièce de terre à mi-fruit, mais ce n'est pas un *podere* : il n'y a pas de maison, l'exploitant habite au village. L'enquête de l'I.N.E.A. de 1949 en décelait à peine 400 ha dans la zone montagnueuse de la province de Pérouse. Une métairie proprement dite est ici une aventure.

Ailleurs les variantes du métayage traditionnel s'adaptent à deux éléments différents, d'une part le plus ou moins grand éloignement de la ville, d'autre part la pauvreté des sols. La répartition à moitié se transforme suivant la part respective du capital et du travail. Près de la ville généralement les investissements fonciers sont plus considérables. Si on s'éloigne, surtout vers la haute colline aux faibles rendements, c'est la part du travail qui augmente. A Orvieto, près de la cité le partage des récoltes est à moitié, mais plus loin le paysan a droit aux deux tiers (43) ; à Montegabbione ce partage au tiers (*terzeria*) existe encore pour le blé. En d'autres régions pauvres, Castel Rigone, Vernazzano, Sigillo, il s'est parfois fait aux trois cinquièmes pour le paysan (44). Même disposition à Foligno (45) : loin de la ville en montagne, les deux tiers ou les trois cinquièmes du blé

vont au métayer; près de la cité, le partage se fait à moitié. Les cultures arbustives ont un autre traitement pour l'huile ou le moût, c'est le propriétaire qui perçoit cette fois les deux tiers ou les trois cinquièmes. Ces proportions se retrouvent à Spello, Cannara, Nocera, Assise. On va parfois jusqu'à faire une distinction entre la vigne en hautain où la part du propriétaire est aux trois cinquièmes et la vigne basse où elle est à moitié (46). Généralement l'olivier qui demande moins de main-d'œuvre ne laisse qu'un tiers de sa récolte au métayer. Actuellement du reste, beaucoup de propriétaires préfèrent l'exploiter en faire-valoir direct au moyen de salariés, quitte à concéder le sol labourable en métayage indépendamment de l'arbre.

L'obligation pour le métayer de porter à la maison ou au magasin du propriétaire la part patronale existe depuis le Moyen Age dans tous les contrats, mais la distance à laquelle cette obligation est maintenue varie. A Pérouse au milieu du siècle dernier, le transport des récoltes est obligatoire à 10 milles pérugins (47). Un peu plus tard, d'après l'enquête Jacini, l'obligation vaut jusque 30 km en plaine, 20 km en colline, 10 km en montagne (48). Le contrat type de 1934 fixe ces mêmes limites à 8 km en plaine, 6 en colline et 5 en montagne. Au delà le transport n'est plus à la seule charge du métayer.

On voit par ces exemples la souplesse du métayage ombrien qui sait s'adapter à des conditions bien différentes. On a parfois tenté de distinguer un métayage de plaine, un métayage de colline et un métayage de montagne. Mais les pactes peuvent varier de métairie à métairie, selon la fertilité des sols, selon la distance de la ville et selon la volonté du propriétaire (49). De plus le bail verbal a toujours été très répandu, et ainsi de vieilles habitudes locales se maintiennent en dépit des contrats écrits. L'uniformité exigée aujourd'hui par le législateur a été un élément de faiblesse.

## **B) Métayage et cultures**

On a vu qu'à l'origine le métayage a été un instrument de colonisation: il fallait aménager les sols et créer les systèmes de culture. Son sort reste lié à la campagne qu'il a formée et c'est un des éléments de sa stabilité. Les contrats n'ont pas

innové beaucoup, ils ont codifié les pratiques agricoles : ce ne sont pas des traités d'agronomie, ce sont au moins des manuels d'entretien. Bien sûr, le métayer ne les lisait guère, mais l'intendant pouvait en exiger l'application quand les mesures étaient du ressort du métayer.

Les travaux de bonification foncière sont à la charge du propriétaire : fossés collecteurs, installations d'irrigation, bâtiments, plantations arbustives pour les premières années. Le colon est tenu de faire chaque année un certain nombre de fosses pour les plantations arbustives. Il doit tracer les sillons habituels, curer les fossés, soigner les haies, maintenir dans les fossés de colline les petites digues chargées de retenir les eaux de pluie, il doit refaire les *rideaux* (50). Il ne doit pas changer la *sistemazione* du sol, etc.

Le métayage est associé, comme à ses origines, à un système de culture qui allie plantations arbustives et céréales. La culture mixte est sans doute la base la plus solide de tout l'édifice. Les cultures arbustives attachent le métayer au *podere* et utilisent au mieux toutes les forces de la famille. Les céréales seules ne suffisent pas à maintenir le métayer sur le domaine. Elles ne réussissent pas à l'occuper toute l'année et ne peuvent assurer sa subsistance. En Toscane, on ne donne un terrain en métayage que lorsqu'il a assez de plantations, oliviers, vignes, mûriers ou châtaigniers. Autrement, on sait par expérience que le paysan ne peut s'en tirer. Le métayage ne réussit pas davantage dans les zones d'économie sylvo-pastorale ; là même où la terre est divisée en *poderi*, les bois restent généralement en dehors du métayage. Il persiste difficilement là où cultures industrielles et cultures maraîchères s'étendent. Cependant il n'a pas fait obstacle aux cultures nouvelles comme le maïs et les plantes fourragères, ni même au tabac et à la betterave à sucre, dans la mesure où ces dernières plantes ne bouscullaient pas les structures anciennes.

L'alliance du métayage et de la culture mixte eut pour résultat, notamment en haute colline et en montagne, de propager une utilisation du sol peu conforme aux aptitudes naturelles. On sema et on planta à tour de bras dans une terre qu'il eût été plus rationnel de laisser aux bois et aux pacages. L'ache-

teur de biens ecclésiastiques, dans la zone de flysch, crut réaliser une bonne affaire en allotissant les forêts et en y installant des métayers. Mais ce fut souvent un échec : les rendements étaient trop faibles, les domaines trop isolés, le *podere* ne pouvait subsister en métayage.

### C) L'équilibre famille-podere

« La famille du métayer doit être proportionnée à l'extension du domaine, à la nature du terrain et au genre de cultures ». C'est ainsi que le contrat de métayage de 1934 exprime la nécessaire adaptation de la famille et du *podere*. On sait qu'une bonne distribution du travail est assurée toute l'année dans le *podere classique*. L'alliance des cultures céréalières annuelles et des plantations arbustives, les travaux d'aménagement des sols, les petites industries agricoles, vins, huile, autrefois ver à soie, tout cela permet d'employer le travail de tous, hommes, femmes, enfants, sans qu'il y ait de saison morte dans le calendrier agricole. Dans ces conditions, la famille doit être à la mesure du domaine exploité. Si elle ne suffit pas, le métayer engagera un ouvrier fixe en supplément, ce qui arrive rarement d'ailleurs ; si elle est au contraire trop grande, un membre de la famille émigrera ou cherchera un autre travail. Dans les grandes *fattorie* l'adaptation se faisait par changement de *podere* à l'intérieur de la même propriété. Avant 1940, tel métayer pouvait changer trois ou quatre fois de *podere* dans sa vie. Dans certains cas on enlevait quelques parcelles à une exploitation pour la donner à une autre, quand la famille était agrandie, mais c'était la plus mauvaise des solutions, car la maison et le train de culture étaient adaptés à une exploitation de grandeur déterminée.

Le contrat de 1934 prévoyait encore que toute modification volontaire de la famille du métayer, en augmentation ou en diminution, devait s'effectuer avec le consentement du propriétaire. Le texte ajoute « excepté le mariage ». Mais on sait qu'au siècle dernier encore, dans bien des métairies, personne ne pouvait se marier sans l'autorisation patronale.

La grande famille patriarcale est un des traits les plus connus du métayage toscan traditionnel. Elle existait également en Ombrie, au Nord et au Nord-Ouest, dans la zone de la grande

propriété, à Pérouse, à Gubbio, à Todi. Dans les petites propriétés de 3 à 4 métairies les cas étant beaucoup moins fréquent. En 1931 (51) sur un total de 23 043 métairies dans la province de Pérouse on pouvait compter :

1 261	familles	de 15 à 19	personnes
216	»	de 20 à 24	»
31	»	de 25 à 29	»
3	»	de 30 à 35	»

En 1955, malgré la désagrégation de plus en plus rapide du système patriarcal, les familles de métayers ont toujours plus de monde que celles des petits propriétaires exploitants. La moyenne des personnes par unité d'exploitation, exclus les enfants de moins de 12 ans, est de 6,31 pour les premiers contre 4,44 pour les seconds.

Un sondage a été réalisé sur 240 *poderi*. Entre la dimension de chaque exploitation et le nombre de personnes, il n'y a pas de rapport constant ; trop de variables en effet entrent en jeu : ici ce sera une mécanisation plus poussée, là une différence dans la fertilité des sols, ailleurs ce sera le fait de la composition familiale ou certains facteurs personnels dont aucune statistique, aucun coefficient ne peuvent mesurer l'influence. Néanmoins on peut en retirer quelques observations générales.

La superficie moyenne de terres labourables par personne vivant sur le *podere* est la suivante (1956-1958) :

A) Métairies d'un village (petite propriété)	1 ha 01
B) Plaine de Foligno, grande <i>fattoria</i> très modernisée	1 ha 70
C) Plaine du Tibre et collines au Nord de Pérouse	1 ha 76
D) Basses collines au Sud de Pérouse	1 ha 75
E) Basses et hautes collines au Nord-Est de Pérouse	2 ha

La médiane pour A est représenté par le *podere* de 8 ha et une famille de 7 à 8 personnes ; pour C — exploitation de plus de 60 métairies — la médiane est de 13 ha et de 6 à 7 personnes, pour E, elle est de 17 ha et de 9 à 10 personnes. Les *poderi* de petites propriétés, type A, sont eux-mêmes de dimensions plus restreintes et ont une densité de personnes plus forte. Il en est de même des petits *poderi* des grandes *tenute*, où la superficie par personne est souvent de 1 ha ou de peu supérieure, alors que les *poderi* de plus de 20 ha ont presque tous plus de 2 ha par personne ; certains peuvent monter à 3 ha ou davantage (non compris les bois). Nous rejoignons ici une enquête faite



par sondage en 1956 sur une centaine d'échantillons ; suivant les habitudes des économistes italiens, elle calculait les unités de travail par hectare : la densité de travail est inversement proportionnelle aux dimensions du *podere* (52) :

2 ha . . . . .	1,63	10-15 ha . . . . .	0,46
2-5 ha . . . . .	0,85	15-20 ha . . . . .	0,52
5-10 ha . . . . .	0,57	20 ha . . . . .	0,44

De plus, tous les exemples choisis, même celui du village aux petites métairies, présentent encore un nombre considérable de familles de 9 à 10 personnes. On peut les considérer comme des familles patriarcales. Voici la proportion de ces familles sur l'ensemble des familles de métayers :

A) 17/40, B) 16/30, C) 19/75, D) 22/25, E) 32/61.

La différence entre C et D est curieuse et difficilement explicable. Le milieu physique n'y est pour rien, ni les systèmes de culture. Mais C est plus mécanisée, d'une façon générale plus moderne, et D est plus traditionaliste, les coutumes y évoluent moins vite.

On voit que le rapport *podere*-famille donne lieu à des surprises. Il aboutit à un équilibre variable, surtout aujourd'hui. L'équilibre dans le *podere* a toujours constitué une fin recherchée. Si de nos jours l'industrie, le secteur tertiaire et l'émigration, absorbent de plus en plus les forces de travail quittant la campagne, le métayage traditionnel exigeait l'adaptation mutuelle du domaine et de la famille qui l'exploitait. C'était à la fois l'intérêt du propriétaire et celui du paysan. Malgré la grande diversité des terroirs entre la plaine de Foligno et la haute colline de Pérouse, ce rapport ne semble pas varier plus que du simple au double, au moins dans le cadre du métayage. Les exemples cités montrent en effet une densité agricole de 100 habitants au km<sup>2</sup> (53) de terres labourables pour la première et de 50 pour la seconde. La grande exploitation mécanisée à salariés et la petite exploitation intensive du cultivateur direct débordaient évidemment ces limites étroites.

Les métayage avait donc entraîné dans son sillage des structures sociales qui, une fois installées, passées en coutumes, en types sociologiques bien définis, constituaient un élément de consolidation pour l'ensemble de l'édifice.



#### D) La direction du propriétaire

Du côté patronal tout est solidement organisé. Le propriétaire n'est pas un rentier qui perçoit des fermages en argent, sans aucun contact avec la terre. Qu'il soit avocat, dentiste, enseignant, commerçant, ou simplement propriétaire, il peut se dire dans tous les cas et se dit en effet agriculteur, car il est le directeur absolu de l'exploitation du point de vue technique et administratif. Le colon n'est que l'exécutant des travaux champêtres.

Interrogeons les contrats du siècle dernier ou du début de ce siècle. Le colon ne peut moissonner, battre, vendanger, cueillir les olives et les moulin, tondre les brebis, les traire, faire le fromage, ni couper des rameaux aux arbres sans l'autorisation expresse du patron. Il lui est interdit d'utiliser le bétail en dehors du *podere*, de transporter ailleurs fumier et fourrage qui viennent du domaine, de louer *a lavoreccio* les terres d'autres personnes. Les plants de mûriers, les peupliers et la plupart des parcelles boisées sont réservées au patron. Celui-ci décide de tout : travaux fonciers, choix et rotation des cultures, engrais, date des travaux. Inutile de décrire toutes les charges du colon, les contrats ont généralement plus de 80 articles. Elles ne sont du reste pas sans contrepartie. Car le propriétaire fournit la terre, la maison, le cheptel, avance les semences et les engrais, paie les taxes.

Comme le patron est le plus souvent un citadin, il en résulte que la vie rurale est dirigée de la ville.

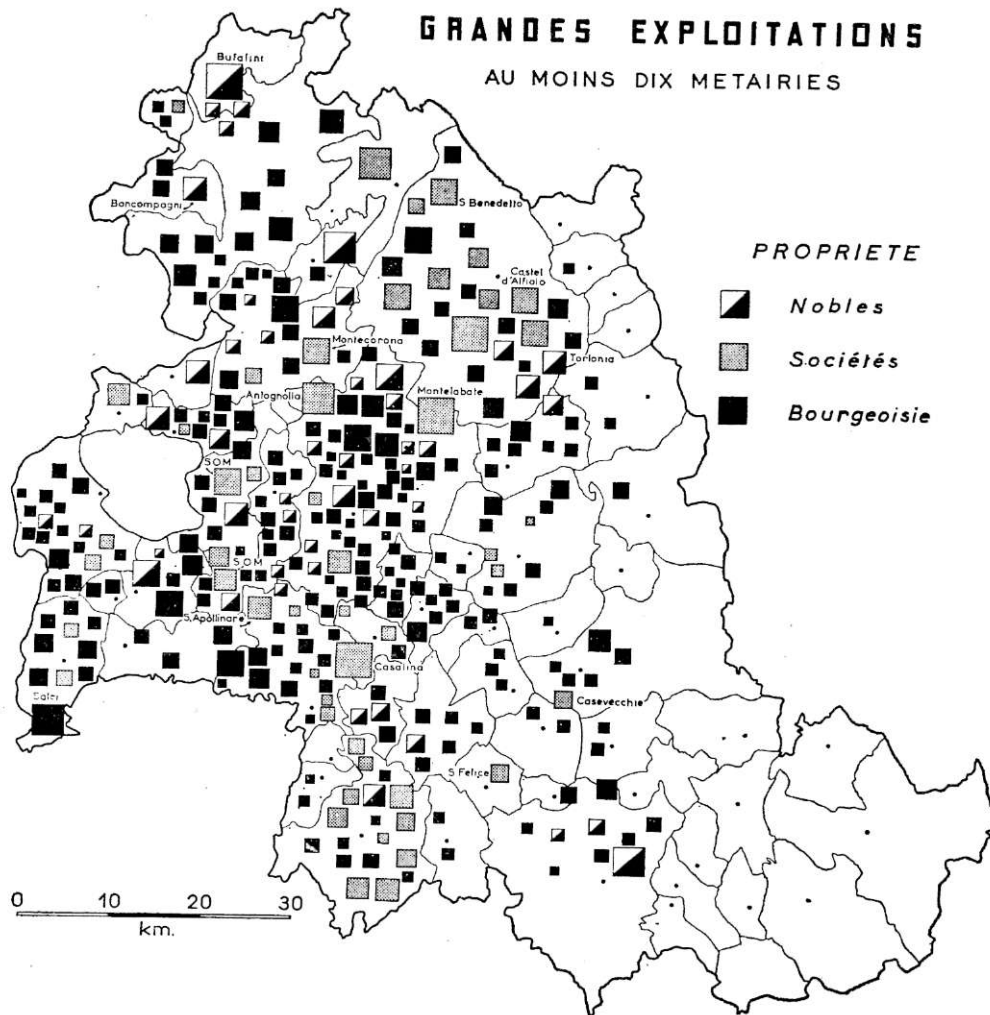
Tant mieux si ce patron sait être vraiment agriculteur, s'il a le goût des choses de la terre, s'il a visité la Toscane ou l'Émilie ou, de nos jours, s'il a fréquenté une école d'agriculture. Tant mieux s'il a en main une petite affaire industrielle et s'il en a retiré l'esprit d'entreprise et quelques capitaux. Ces exploitations comptent aujourd'hui parmi les meilleures d'Italie centrale et alors l'influence urbaine est bienfaisante.

Mais dans bien des cas la vie agricole ne gagne pas à être commandée de la ville. Nous avons déjà vu avec quelle verdeur cet enquêteur pontifical de 1782 fustigeait les propriétaires absentéistes, plus enclins à se laisser aller à l'oisiveté et au bavardage sur les places publiques de la ville qu'à administrer leurs terres.

Un siècle plus tard l'enquête Jacini se demandait quelles étaient les raisons du retard ombrien dans le domaine agricole; elle incriminait « l'empirisme des colons ainsi que l'apathie des propriétaires » (54). Et plus d'un bourg ombrien pourrait encore donner des exemples de l'un ou de l'autre. La direction effective de l'exploitation rurale par le propriétaire citadin est dans bien des cas purement nominale. Qu'aurait-il du reste à diriger? La routine commande tout. La ville avait-elle perdu absolument toute puissance créatrice, toute possibilité de changer les systèmes agricoles, d'améliorer les techniques et d'injecter les capitaux? Auprès du paysan, toujours peu favorable aux changements, n'avait-elle plus à remplir une mission de conseillère et de stimulatrice? C'est seulement au XX<sup>e</sup> siècle que l'agriculture recevra du dehors des impulsions nouvelles, celle de l'État sous la forme des Services agricoles, et celle de l'industrie qui s'exprimera en capitaux et en machines.

#### E) La *fattoria ombrienne*

Il y a certes la *fattoria*. Voici non loin du lac Trasimène, en bordure d'une petite plaine, un vieux bourg perché dont se détache la masse imposante d'un château du *Quattrocento*. De ses tours, le regard surveille une *tenuta* de quelque 700 ha, les *poderi* de la plaine d'un côté, ceux de la colline de l'autre. Là réside la famille de l'intendant. Le propriétaire romain n'y vient que quelques jours par an. De l'intendant relève toute la direction technique et administrative de la grande exploitation. A lui de choisir les cultures, les assolements, les engrais, de décider le renouvellement d'une plantation, de faire le plan d'aménagement des sols ou d'irrigation et d'en assurer l'exécution. Les vastes bâtiments abritent les services généraux — il y a plusieurs salariés dépendant de l'intendant —, les machines, notamment les tracteurs, les locaux pour les industries agricoles, vin, huile, les magasins patronaux, d'immenses caves où se prépare... le Chianti. Naturellement chaque métayer fait ce qu'il veut de sa part, mais la part patronale est entreposée ici avant d'être vendue. Curieux assemblage de la petite exploitation où l'auto-consommation familiale est encore le souci majeur du paysan, et de la grande exploitation au deuxième degré qui est



gérée rationnellement comme une entreprise industrielle en vue de la production et de la commercialisation des produits.

Telle est la *fattoria* typique, celle qu'à rendu célèbre l'exemple toscan, et nous sommes ici à l'Ouest de Pérouse dans la région ombrienne la plus sensible à l'influence toscane. Mais toute l'agriculture ombrienne est-elle organisée sur ce modèle dans la zone du métayage? Il ne le semble pas à première vue, et c'est d'autant plus surprenant que la *fattoria* avait autant de raisons de s'implanter aux portes de Gubbio ou de Spolète que dans les environs de Florence ou d'Arezzo. Ces raisons étaient l'éloignement du propriétaire citadin, souvent son incompetence à diriger les travaux agricoles et surtout le grand nombre de propriétaires collectifs. Églises, monastères, hôpitaux, confréries, instituts de bienfaisance ne pouvaient assumer la direction effective de leurs biens et avaient besoin d'un intermédiaire, d'un intendant (55).

Pour mesurer exactement la place tenue par les *fattorie* dans le métayage traditionnel, nous aurions voulu en dresser la carte. Nos efforts ont été vains. La base statistique existe dans le questionnaire d'exploitation, tant pour le recensement de 1961 que pour celui de 1930. Mais ces documents sont inaccessibles. Une étude a été publiée par l'I.S.T.A.T. en 1939 sur « *le fattorie dell'Italia centrale* », 92 pages dont 60 tableaux statistiques (56). Malgré cette accumulation de chiffres, cette étude ne descend pas au-dessous du cadre de la province, sauf la distinction entre région de montagne et région de colline. Regrettable lacune qui enlève à ces données une grande part de leur intérêt.

Nous pouvons cependant les utiliser sur le plan des comparaisons régionales. Voici un premier tableau illustrant l'importance d'ensemble de la *fattoria* en 1930.

	Toscane	Ombrie (Prov. de Pérouse)	Marches
Nombre de <i>fattorie</i> . . . . .	4 121	645	809
Surface moyenne des <i>fattorie</i> (ha) .	215	209	152
Pourcentage de la surface productive	41	22,7	13,4
Poderi organisés en <i>fattorie</i> . . . .	44 366	7 544	9 704
Poderi en métayage . . . . .	100 695	23 842	61 621

La *fattoria* n'est pas aussi générale qu'en Toscane, mais elle l'est plus que dans les Marches. Dans la province de Pérouse, elle encadre près du tiers des métairies, mais moins du quart de la surface productive. Cette évaluation doit être considérée, même pour 1930 et à plus forte raison aujourd'hui, comme un maximum, car l'étiquette *fattoria* a parfois été donnée à des groupements de *poderi* privés d'une véritable organisation centrale.

Chaque *fattoria* comprend en moyenne 12 *poderi* et une superficie de 200 ha. Les statistiques de 1930 répartissent ainsi les 645 *fattorie* :

< 25 ha,	86	50-100 ha,	128	250-500 ha,	101
25-50 ha,	90	100-250 ha,	179	> 500 ha,	61

Le nombre de *poderi* faisant partie d'une même *fattoria* varie en fait de 6 à 60 et on estime généralement qu'elle n'est guère rentable au-dessous de 8 à 10 *poderi*. Si elle est inférieure à 50 ha, elle peut difficilement être considérée comme une exploitation complète, celle que nous avons appelée la *fattoria* typique. Du total de 645 il faut donc ôter les 176 *fattorie* de moins de 50 ha, et réduire ce chiffre à 469. Par contre certaines grandes propriétés, généralement issues de grandes propriétés ecclésiastiques, englobent plusieurs *tenute* et disposent d'une administration d'un degré supérieur. On estimait leur nombre à une vingtaine en 1942 (57). Ce sont des organismes plus financiers ou administratifs que techniques. Néanmoins ils exercent une partie des fonctions habituellement dévolues à l'exploitation. Grâce à cette organisation, le régime de l'exploitation tend à se rapprocher du régime de la propriété et les *tenute* sont en même temps de grandes propriétés et de grandes exploitations.

L'intendant est généralement salarié. Mais certaines *fattorie* sont gérées par des fermiers généraux. Leur nombre était plus considérable autrefois. Il l'est encore plus en Ombrie, 38 sur 645, qu'en Toscane, 35 sur 4 121. Le propriétaire, monastère, évêché ou hôpital, ne pouvait pas toujours s'intéresser à la vie rurale et préférait ce mode de location. Au lieu de viser un bénéfice plus élevé mais variable, il s'assurait ainsi un gain modeste mais sûr. Le fermier général de son côté, une fois payé son fermage, se conduisait en propriétaire et exploitait au

Un dernier type est celui des petits domaines de quelques *poderi*. Ici l'agriculteur exerce une profession tout à fait étrangère à la vie des champs. Souvent il n'a ni le temps ni la compétence pour s'occuper de ses terres. Pas de *fattoria* constituée avec magasin, cave, outils, pas de technicien gouvernant le système de culture ou l'aménagement des sols. Ou bien le propriétaire s'en occupe directement ou bien le métayer dirige lui-même son exploitation. Mais pour la vente du bétail et pour la surveillance de la moisson ou des vendanges on fait appel à un *fattorello* embauché uniquement pour ce travail. Il habite une maison particulière, exploite généralement un morceau de terre et sert d'intermédiaire pour le compte de plusieurs propriétaires. Le nom de *fattore* peut subsister; plus rien ne reste cependant de l'organisation centrale du premier type. Le *podere* est vraiment l'unité d'exploitation: le paysan choisit lui-même ses types de cultures, en règle la rotation, achète les engrais...

A travers ces variantes on passe progressivement de la *fattoria* toscane solidement centralisée au *podere* marchesan plus autonome, dans lequel le paysan se sent aussi indépendant que celui des pays de fermage. Tous les types se rencontrent ici en Ombrie et reflètent la répartition des types de propriétés. Mais l'organisation de la *fattoria* ne s'étend pas partout où règne le métayage.

La *fattoria* classique est sans doute beaucoup moins répandue que ne le laissent supposer les statistiques de 1930. Il serait difficile de dénombrer 645 *fattorie* comprenant 7 544 *poderi* (31,6% des *poderi*). On a dû défalquer plus haut celles qui ne dépassent pas 50 ha, d'autres sont à mettre au compte du deuxième type. D'autre part, la désagrégation des vieilles propriétés seigneuriales ou ecclésiastiques s'est accentuée depuis cette date. On a pu estimer que le dixième seulement des *poderi* était de nos jours organisé en *fattorie* (58).

Il subsiste d'incontestables *fattorie*, particulièrement à Città di Castello, Santa Maria Tiberina, Umbertide, Todi, Marsciano, Gubbio et surtout Pérouse. Nous avons compté 50 propriétés de 10 métairies à Pérouse et 21 à Gubbio. C'est vers l'Ouest surtout et le Nord-Ouest de l'Ombrie, le long de la vallée moyenne du Tibre, que s'échelonnent les *fattorie* de type toscan.

Dans le bassin d'Assise-Spolète au contraire, cette organisation disparaît ou fait place aux types trois et quatre. Si dans la première commune on compte encore 9 propriétés de 10 métairies et 7 dans la seconde, la plupart n'ont pas de véritable *fattoria*. Les communes voisines sont encore moins pourvues : Foligno en a 4, Bevagna 3, Cannara et Spello 1. Dans cette région, aux confins de la montagne calcaire, les grandes propriétés se sont effritées plus vite et plus complètement. Le métayage est ici aux limites de son domaine. Ainsi à Bevagna sur 385 *poderi*, 91 appartiennent à des petits propriétaires d'une seule métairie, à Gualdo Cattaneo 54 sur 142, et 6 propriétés seulement dépassent 5 *poderi*. A Montefalco sur 210 *poderi*, la moitié sont de petites propriétés de 1 ou 2 unités; deux seulement ont plus de 5 exploitations. Même dans la commune de Gubbio, où survivent de grandes *tenute*, sur 1 490 métairies, 374 sont des métairies uniques, 106 propriétaires n'ont que 2 métairies. Dans la vallée du Tibre, en marge des anciennes propriétés ecclésiastiques ou aristocratiques, qui possèdent une organisation centrale très vivante, existe toute une poussière de petites métairies isolées dont le propriétaire ne peut s'occuper et qui ne peuvent faire vivre une *fattoria*.

L'indigence des statistiques en ce qui concerne la *fattoria* nous réduit à nous contenter de ces données incomplètes, provenant de l'*Ammasso del grano*, mais ces chiffres nous fournissent une orientation générale que des statistiques précises ne pourraient infirmer. Si la *fattoria* est encore représentée au Nord et à l'Ouest par de vigoureux exemples, cette organisation s'affaiblit donc dans le bassin de Spolète et vers le Sud; elle disparaît avant même que ne s'efface le métayage. Ici la métairie isolée est un phénomène de transition vers la petite propriété paysanne, dans l'espace comme dans le temps. Mais malgré ses déformations la *fattoria* a constitué le pivot du métayage traditionnel.

Pourquoi au total l'organisation de la vie rurale autour du métayage a-t-elle subsisté si longtemps? On peut invoquer l'inertie propre au monde de la campagne. Mais ce n'est pas suffisant. Cette civilisation agraire formait un ensemble cohérent d'éléments divers qui s'étaient mutuellement.



Tout se tient. Il y a une logique du métayage. Au début, la ville. La ville, propriétaire de la campagne. Elle trouve dans le contrat de métayage, dans l'habitat dispersé et l'*appoderamento*, les moyens de mettre en valeur la campagne. Le contrat est assez souple pour s'adapter à des milieux différents, sauf à la montagne calcaire. Les travaux de bonification et la culture mixte étendent les terres cultivées ou augmentent la production. L'équilibre famille-*podere* permet d'utiliser au mieux les forces de travail. L'agriculteur citadin et l'intendant achèvent cette organisation. Et cette construction est si puissante qu'elle arrive à s'imposer presque partout. Plaines de drainage, plaines sèches, basses collines sableuses, hautes collines de flysch ont des systèmes de culture ou des rendements très divers. Mais l'institution du métayage a recouvert comme d'une voile uniforme la bigarrure du milieu naturel : les types d'organisation de la vie rurale sont à peu près identiques.

Henri Desplanques

## NOTE

- (1) M. LUZZATTO, *Contributo alla storia della mezzadria nel Medio Evo*, in N.R.S. t. XXXII, 1948, p. 82.
- (2) IMBERCIADORI, *Mezzadria classica*, Florence, 1951, p. 49.
- (3) TICCIAI, *Sulle condizioni dell'agricoltura del contado cortonese nel secolo XIII*, A.S.I., Serie V, Vol. X, 1892, p. 262.
- (4) Farfa, II, 112.
- (5) Assise. Arch. del. Duomo, éd. Fortini, 1959, III, pp. 311 et 287, 1234 et 1148.
- (6) Pérouse, *Le carte dell'Archivio di San Pietro*, éd. Leccisotti, 1956, I, pp. 167-182.
- (7) Spolète, Arch. del Duomo, Regesto di Sassovivo, contrats de 1441 à 1476; Pérouse, Arch. di Stato, Arch. Sorbeilo B. 34.
- (8) Pérouse, Carte S. Pietro, II, 150.
- (9) Spolète, Arch. di Stato, Doc. Stor., éd. Sansi, II, 225.
- (10) Spo. Arch. Duomo, Sassovivo, n. 503, (ann. 1299).
- (11) Pérouse, A.S.P., L. C. II, n. 340.
- (12) Ibid. Nous devons à D. Giovanni Garettoni la transcription de ce volume de contrats.
- (13) Ibid. n. 78 et dans le même sens n. 103 et 104.
- (14) Ibid. n° 265, contrat du 5 avril 1332.
- (15) Dans les Marches également, l'origine du métayage remonte au XIII<sup>e</sup> siècle. Mais sa diffusion est tardive. Selon les documents de la Santa Casa di Loreto, il apparaît surtout au XVI<sup>e</sup> siècle. Cf. E. BEVILACQUA, 1961, *Le Marche*, p. 207.
- (16) Pérouse, A.S., B. 35.



(17) Assise, Arch. S. Francesco, n° 335 (1610, 1644); Pérouse, Bibl. Com., Cronache, éd. Fabretti, II, p. 206, (1547); Pérouse, Arch. Sorbello, B. 35 (1549, 1616, 1626); B. 78 (1646); Pérouse, Arch. San. Pietro, LC 19 (1500, 1503, 1512), LC 23 (1526), PD 16 (1558), Mazzo XXXI (1691), Diversi 37 (1591), 38 (1542, 1550, 1567, 1591).

(18) Pérouse, Arch. Sorbello B. 78 (1646). « La metà spettante al Padrone debba detto lavoratore e ogni anno a spese sue a congrui e debiti tempi rendere e riportare al detto Padrone qui in Perugia nelle case... ».

(19) BONAZZI, éd. 1959, I, 243. *Storia di Perugia dalle origini al 1860*.

(20) Nous disons urbains et non pas bourgeois. Le problème n'est pas le même qu'à Pise ou Florence. Nous ne connaissons pas l'ampleur des capitaux issus du commerce ou de l'artisanat; nous pouvons supposer que dans les grands domaines nobles ou ecclésiastiques il s'agit surtout de réinvestissements de bénéfices agricoles retournant à la terre.

(21) CAGGESE, 1909, II, p. 283, *Classi e comuni rurali nel Medio Evo italiano*. Pour l'auteur les citadins sont devenus propriétaires quasi absolus des terres du contado. En Ombrie cette affirmation reste à prouver, mais la servitude de la campagne à l'égard de la ville ressort suffisamment des statuts cités ici. « La campagna fu considerata colonia da servire alla città ». SALVIOLI, 1921, p. 350. *Storia dir. ital.*

(22) Ibid., II, p. 301, Statut de 1275, R. LXXCIII.

(23) Spolète, A. S., Statuto 1543.

(24) Pérouse, A. S., Statuto 1342, éd. Degli Azzi II, 40.

(25) Pérouse, A. S., Statuto 1526, II, 50.

(26) Gubbio, A. C., Statuti éd. 1678. Lib. VI, rub. XXXIX.

(27) Todi, A. C., Statuto 1549, III, 204-205.

(28) Assise, A. C., Statuto 1469, II, 76-77.

(29) COLETTI, *Relazione finale dell'Inchiesta agraria*, 1926, p. 30.

(30) « porvi una corba de palombina a piè del pergoletto » Pérouse, A. S. P., Diversi 38 (1558).

(31) Norcia, *Relazione di visita*, 1782.

(32) Pérouse, Arch. Sorbello, Vol. V, Catasto.

(33) SANZI, *Storia...*, I, 125.

(34) Pérouse, A. S., LC II, 1331, n° 83. Un exemple de formule: « petia terre vineate et non vineate cum domo in ea existente posita in pertinentiis dicti Castri Agelli... ».

(35) A. Ac. Spo. 1926, p. 262.

(36) Assise, A. C., Ser. U n° 12. Catasto 1487.

(37) Pérouse, A. S., *Catastro de' poderi de Monteluca*, 1487.

(38) Pérouse, A. S., S. M. di Monteluca, n° 40.

(39) Pérouse, A. S., LC 22; Diversi 37 et 38.

(40) Voici comment une chronique rapporte la construction d'une maison: « Ricordo come li anni 1614 e 1615 fu fatta la casa nuova... sopra Pappiano tutta di mattoni e calcina con fondamenti di pietra per servitio di quelle terre attorno ridotte quasi incolte per la lontananza delle case d'altri lavoratori dove fu fatto di sopra la stantia per le palombe, a mezzo, sala camera et un camerino, da basso tre stalle, loggia e forno ». C'est nous qui soulignons. Pérouse, A. S. P., Mazzo LXVIII. Ce type de maison est encore très fréquent dans la moyenne vallée du Tibre.

(41) Rome, Arch. del Sovrano Ordine di Malta, Cabreo 1575. Pérouse; Arch. di Stato, Catasto di Cannara (XVI<sup>e</sup> s.); Foligno, Arch. priorale, Ser VI, vol. 316. Catasto Butino (XVI<sup>e</sup> s.). Sur S. Francesco v. H. DESPANQUES, *Une propriété foncière ombrienne à travers ses cadastres*, Riv. di Stor. dell'agricoltura, Rome, Juillet 1962.

(42) Il peut être utile de rapporter ici la remarque d'un géorgophile toscane du début du siècle dernier: « I poderi, già sono alcuni secoli, erano quasi tutti situati in collina, poiché le pianure essendo ripiene d'acque stagnanti, non potevan essere popolate a motivo dell'aria insalubre e per conseguenze neppure coltivate ». CHIARENTI, 1819, *Toscana*, p. 91.

(43) FRANCESCONI, 1872, *testo*, p. 212. *Alcuni elementi di statistica delle Provincie dell'Umbria*, 2 voll. in 4°.

- (44) *Norcia, Relazione di visita*, 1782.
- (45) MONTI, 1846, I, pp. 29-30. Delle norme di compilare le stime campestri nella Prov. di Perugia, 3 voll. in 4°.
- (46) BRIZI, 1909. *Sulla mezzadria nella pianura di Assisi*.
- (47) MONTI, 1846, I, p. 26; *Pérouse, A. S.*, Busta 78.
- (48) JACINI, *Inchiesta*, Contrat de 1881, art. 56.
- (49) F. SENSI, 1899. *L'agricoltura sulla vallata fra Perugia e Foligno*.
- (50) Obbligato fare dieci fosse all'anno, *Pérouse, A.S.P.*, Mazzo XXXI, *Apoca di lavoreccio* 1729; 12 fosse o buche da piantare alberi, *ibid.*, Mazzo CXXIV, 1851.
- V. aussi BRIZI, 1909, p. 58. Tirare indietro i greppi colla vanga, JACINI, 1881, p. 193.
- (51) *Economia Prov. Perugia*, 1933, p. 146.
- (52) *Atti della XVI riunione...*, Pérouse, 1956-1957, I, pp. 305-330.
- (53) JACINI, Contrat de 1891; *Per. A.S.P.*, Mazzo CXXIV, contrat de 1851; RADI, 1962, p. 96, contrat de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.
- (54) JACINI, p. 143. Atti della giunta per l'inchiesta agraria, vol. XI, t. 2.
- (55) *La fattoria n'apparait guère avant le XVI<sup>e</sup> siècle, même en Toscane*. Cf. FIUMI, 1961, p. 134. *S. Gimignano. Storia economica e sociale*.
- (56) P. ALBERTARIO, *Le fattorie dell'Italia centrale*, Annali di Statistica, Rome, 1939, pp. 101-191.
- (57) VIGNATI, 1942, p. 7.
- (58) « Non v'ha dubbio che il fatto di vere e proprie organizzazioni fattorili rappresenta ormai un fenomeno di eccezione; mentre la realtà dell'atomismo podereale costituisce oggi un fenomeno di massa ». MAZZOCCHI-ALEMANNI, *La rif. agr.*, 1965, p. 22.

## Su una controversia olivicola - olearia della fine del Settecento

Fu un triste giorno per Giovanni Presta quello dell'autunno 1793, quando, ormai settantaquattrenne, ebbe fra le mani il « *Saggio teorico-pratico sopra gli ulivi, l'olio e i saponi* » (fig. 1) di Padre Bartolomeo Gandolfi, Pubblico professore di fisica sperimentale nell'Archiginnasio romano della Sapienza, di recente edito a Roma dalla stamperia di Giovanni Zempel.

Si accorse subito che l'opera era dedicata alla S.S. Pio VI e che aveva ottenuto la licenza dei superiori dopo il giudizio espresso da Gioacchino Pessuti, Pubblico professore di scienze fisico-matematiche nell'Archiginnasio romano della Sapienza e da Atanasio Cavalli, già Pubblico professore di fisica ed allora di etica nell'Università Gregoriana.

La passione, la vasta cultura e la lunga esperienza più che quindicennale ormai acquisita su un argomento tanto a lui caro lo sollecitarono subito alla lettura che fu rapida, attenta e non priva di sorpresa. La citazione del suo nome, ripetuta ben dieci volte in tutta l'opera e sebbene espressa con il massimo rispetto ed elogio, suscitò tuttavia in lui un senso di dispetto e di rincrescimento. Pur essendo lo scritto limpido, chiaro e scorrevole, egli di tanto in tanto si fermava e vagava col pensiero a tante altre notizie di cultura e di esperienze che non vedeva ivi inserite e ragionate. « E' mai possibile — pensava — che questo reverendo Padre Gandolfi, abbia letto solo la mia "*Memoria sui saggi diversi di olio e sulla ragia di ulivo della penisola Salentina*" » (fig. 2) presentata insieme con i trenta campioni di olio a S.M.I. Caterina II delle Russie e che si sia accontentato delle notizie riferite dal sig. Cosimo Moschettini sul lavoro "*Osservazioni intorno agli ostacoli de' trappeti feudali alla prosperità della olearia economia*" riguardanti la seconda e più recente "*Memoria intorno ai sessantadue saggi diversi di olio*" presentata con i relativi campioni di olio a S.M.R. Ferdinando IV,

regnante delle due Sicilie? Perché, dunque, non si è dato briga di rintracciare e leggere quanto altro da me direttamente esposto? Avrebbe avuto certamente altre cose da ridire e da commentare e ancor più ne avrebbe avute se avesse saputo e se avesse avuto la pazienza di attendere la pubblicazione del mio scritto *"Degli ulivi, delle ulive e della maniera di cavar l'olio"* già in bozze nella Stamperia reale di Napoli ».

Una dopo l'altra, le pagine venivano voltate rapidamente e lette con vivo interesse. Così giunse alla fine della lettura del tutto insoddisfatto, turbato e non privo di cruccio. Poi tornò a leggere le pagine che più lo avevano interessato, commentando, appuntando e rilevando sempre più lacune ed incertezze.

Che fare? Lasciar passare ogni cosa come se tutto fosse stato redatto ottimamente poteva significare insensibilità e scorrettezza verso se stesso e verso tutti coloro che riponevano in lui stima e rispetto per la sua ormai ben nota conoscenza delle questioni olivicole-olearie. Bisognava, invece, chiarire che in quel volume non tutto andava bene, precisare quanto l'autore aveva confuso o messo in dubbio oppure consigliato erroneamente. Non dimenticò la di lui veste talare e l'appartenenza alle scuole Pie e all'ordine di S. Margherita e pertanto, quale timorato di Dio e profondo osservante della fede cattolica, probabilmente parlò di questa delicata situazione al Vescovo Mons. Giangiuseppe della Croce Danisi, suo buon amico, manifestandogli la sua inquietudine e chiedendogli quale dovesse essere il suo dovere di cultore e di sperimentatore dell'olivicoltura e dell'elaio-tecnia. E, dopo alcuni giorni di incertezza e di ripensamento, decise di far seguire al suo trattato *« Degli ulivi, delle ulive e della maniera di cavar l'olio »* un'appendice ove venissero esaminati i punti nei quali il P. Bartolomeo Gandolfi si era espresso in maniera discorde dalla sua. Con sollecitudine redasse ben ventitré paragrafi, brevi, chiari e precisi, che spedì alla stamperia reale di Napoli perché fossero inclusi nel trattato che vide la luce nel 1794.

\* \* \*

Le approvazioni all'opera del Gandolfi chieste dal Vicario generale Padre Carlo Maria Voenna ai due illustri Pubblici professori erano state lusinghiere.



Infatti, in quella del prof. Pessuti, si legge tra l'altro: « Il P. Bartolomeo Gandolfi delle scuole Pie, abbondevolmente fornito di tutte le necessarie cognizioni, dopo parecchi anni di improba fatica e di ostinato studio, ha talmente esaurito la materia, che poco o nulla ci sembra abbia lasciato da fare a quei che verranno dopo di lui » (1). In quella del prof. Cavalli: « (Nel libro di P. Bartolomeo Gandolfi null'altro) si ravvisa, che utilissimi precetti, ottime istruzioni, ed ammaestramenti corredati da esperienze le più esatte, e sicure per la coltivazione di una pianta così utile, e per estrarne il liquore così necessario per la società » (2).

L'A., nella prefazione della sua opera, aveva precisato: « Se le contrade in cui ebbi i natali feconde quant'altra mai delle piante (d'olivo), onde sono per trattare, ed i viaggi da me replicatamente intrapresi per l'Italia, e per la Provenza affine di assicurarmi con occhi propri de' vari metodi concernenti la loro coltura, e il felice esito de' soli vantaggi che se ne possono ritrarre, uniti ai comodi, che mi ha generosamente somministrati S.E. il Sig. Principe D. Andrea Doria Panfili nel suo mulino di Albano, mi abbiano o no aperto un vasto campo a realizzare i principi ponderati per molti anni a tavolino, lascerò che il decida chi si degnerà di scorrere con occhio imparziale questo mio opuscolo, che dò alla luce non per far pompa dei miei talenti che conosco quanto siano tenui, ma per la viva brama che nutro di giovare specialmente in questo Stato, agli interessi del Pubblico, non meno che de' privati » (3).

Nel volume, nel discorso preliminare, aveva scritto inoltre che gli scopi che si era prefisso di raggiungere erano: « 1° la migliore possibile qualità; 2° la maggiore quantità possibile dell'olio con tutto il risparmio in ordine agli operai, ed al tempo » (4).

La trattazione venne suddivisa in cinque sezioni e precisamente: 1° sulla coltura dell'olivo; 2° sul frutto dell'olivo; 3° sull'olio dell'uliva; 4° dei mulini ad olio; 5° dei saponi, dei lor componenti e dei lor usi. Ognuna delle suddette sezioni venne distinta in vari capitoli.

Il volume, di 470 pagine, venne concluso con una « Breve istruzione pratica coerente ai principi stabiliti nel decorso dell'opuscolo » e dodici nitide tavole con disegni ben eseguiti ri-

guardanti, frantoi, strettoi, altri accessori del trappeto, frutti di varie sorta d'olivo e le caratteristiche morfologiche dell'infiorescenza, del fiore e del frutto dell'olivo.

La trattazione dei vari argomenti è chiara, semplice, ben inquadrata ed esamina i vari aspetti dei problemi senza tralasciare le citazioni degli scrittori georgici antichi, quali Teofrasto, Catone, Varrone, Plinio, Virgilio, Columella, Palladio, Vitruvio, Crescenzo, ecc, e dei più recenti, quali Vettori, Rozier, Bernard, Labrousse, Sieuve ed altri ancora, tra i quali ripetutamente il Marchese Grimaldi, Presta, come già detto, e Moschettini.

Gandolfi non mancò di riferire le sue osservazioni ed esperienze eseguite in aziende olivate site in varie località e quasi sempre nell'oleificio del Principe Don Andrea Doria Panfilì, sito ad Albano.

Fu confortato dalla bontà, dal consiglio e spesso dalla discussione di numerosi amici che lo accompagnavano nei diversi oliveti ed oleifici.

Padre Bartolomeo Gandolfi nutriva profonda stima per Giovanni Presta e ciò si rileva dai riferimenti riportati nel suo trattato. Infatti, fin dalla sezione Prima, Capitolo I è possibile leggere: « Nel suo eccellente opuscolo con cui ci fa sperare molte buone cose sulla materia olearia » (5); « Giovanni Presta si è applicato di proposito per molto tempo sul confronto degli ulivi rammentati dagli antichi con quelli che si coltivano attualmente nella Penisola Salentina » (6); « Non è universalmente vera la proposizione degli antichi e di Giovanni Presta » (7).

Più avanti, contraddicendo l'affermazione del Marchese Grimaldi circa la potatura degli ulivi « Colombari », scrisse: « Io so quant'egli sia cauto nello scrivere e non ignoro il meritato elogio che a Lui tributa Giovanni Presta nel suo Prodomo sulla materia olearia » (8).

Inoltre « L'istesso Giovanni Presta, il quale ci fa sperare delle scoperte assai interessanti sulla presente materia . . . . . ciò nonostante nel suo prodomo dice . . . . . » (9); « che faranno forse dell'impressione sull'animo di chi si rammenta il savio detto: tutto non sepper già; che Dii non furo — come riporta l'istesso Giovanni Presta — per provare che i Teofrasti, i Catoni, i Plini, sì decantati da tutti ci dettarono delle massime e delle pratiche più nocive di quel che sia il baco



dell'uliva » (10); « Chi bramasse ulteriori notizie su questa materia potrà consultare il fonte stesso da cui noi abbiamo attinte in gran parte le asserzioni suddette; cioè il prodromo del dotto ed erudito Giovanni Presta il quale vi s'è occupato di proposito » (11).

Da queste frasi e più ancora dal primo e dall'ultimo paragrafo dell'appendice su accennata si può sicuramente dedurre che non esisteva alcun risentimento tra questi due valent'uomini. Infatti Presta scrisse: « Lo prego ora che me ne scusi, se per essere ingenuo mi è dalla penna sfuggita qualche espressione men propria, locché per altro credo di no, avendo di lui concepito opinione di un uomo che merita tutta la stima e i ringraziamenti del pubblico, per aver dato in luce il suddetto suo Saggio a beneficio della società; la quale per altro gliene sarebbe assai più tenuta se si fosse egli fatto a scrivere su tale materia dopo aver lette ed esaminate le mie osservazioni e esperienze, e non prima » (12).

\* \* \*

Presta, dopo aver osservato che Gandolfi si « ricordò male di Plinio » (13) per averlo citato erroneamente, né precisò l'imperdonabile mancanza per non essersi interessato direttamente « di quante maniere di ulive » (14) si trovassero nello stato pontificio, non solo perché esse erano le stesse vedute da Catone, da Varrone, da Columella, ma anche per sperimentare la loro resa in olio e poter così indicare ai proprietari le migliori, così come egli aveva fatto nel Salento dopo tanti « dispendiosi cimenti e lunghe e penose osservazioni » durate « quindici anni tra macine, tra gabbie e lo strettoio » (15).

Grave è pure l'affermazione di Gandolfi « gli 8000 ulivi incolti, che la comunità di Fara nella Sabina affitta per soli scudi 300 all'anno, quando è copiosa la raccolta dell'uliva » (16). Lo stesso Gandolfi prima aveva affermato « Le coccole, infatti, dell'oleastro, che secondo Teofrasto non si può colla sola coltivazione in verun conto ingentilire: raccolte ben mature e preparate colle opportune cautele fanno un olio finissimo, di color d'ambra, di sapor grato e che si conserva più d'ogni altro » (17).

E' possibile allora che egli confondesse gli olivi incolti con gli oleastri?

Molto si dolse Presta dell'affermazione di Gandolfi « Non è universalmente vera la proposizione degli antichi (Teofrasto, Catone, Columella e Plinio) e di Giovanni Presta che le ulive di razza piccola in pari peso contengano più olio che quelle di razza grossa » (18).

Certo tale affermazione non può essere assolutamente vera perché nessuno ha esaminato come si conviene tutte le razze « che si trovan su questa terra » (19) per poter essere sicuro. Presta affermò questo non perché volle ripetere quanto dissero gli antichi georgici « ma perché tra quante mai maniere di ulive grosse mi abbia premute, non ne ho mai ritrovata alcuna che superasse nonché la "resciola" e "l'aurina" di Venafro, la uliva "ritonella" della Lucania, l'uliva "cilina" della Peucezia, che sono piccole, od al più mezzanette, ed a ribocco abbondano di olio, ma la uliva nostra "ogliarola" che n'è tra noi la più ricca di ogni altra » (20). Egli affermò inoltre che sperimentatori di altre nazioni avevano trovato sempre che le razze a frutto piccolo versavano più olio a pari peso di quelle a frutto grosso.

Disse il Presta che tale affermazione del Gandolfi era scaturita solo dalla supposizione e non da prove sperimentali. Egli, infatti, « non nomina alcuna sorta di uliva grossa, la quale al confronto con le ulive piccole o mezzanette da me visitate si porti in olio con più abbondanza » (21) e di conseguenza rimane viva « la massima di Teofrasto, di Columella, di Plinio e di Giovanni Presta, che in peso pari le ulive piccole abbondano più di olio, che non le grosse » (22).

Tre anni più tardi, Moschettini C. (1796) condannò le opinioni di Gandolfi scrivendo: « Ebbe dunque tutto il torto P. Gandolfi di negare la verità della proposizione degli antichi, stata già confermata dal Sig. Presta; e tanto è più manifesto il suo torto, quantoché si oppone all'esperienza, e contento di asserire, non adduce, come doveva esperienza di qualche sorta di uliva di razza grande più ridondante di olio delle piccole, o mezzane, perché quelle, di cui estolle la grande oleosità, non appartengono alla classe delle grosse. Quindi a buon ragione il Signor Presta lo confutò, come in molti altri, in questo articolo ancora » (23).

Rilevò nella trattazione dei concimi, che « forse per mera dimenticanza » il Gandolfi non riportava alcun cenno sulle alghe

per la concimazione degli ulivi, che per ben tre volte riferiva ad altri l'opinione di taluni georgici e che attribuiva allo stesso Presta affermazioni giammai da questi opinare. Infatti: « Avverte per ultimo Giovanni Presta che gli onfacini non godono tutti della stessa delicatezza, che altri di essi si faceano in agosto, ed altri anche in aprile . . . . . » (24).

Per quanto riguarda la potatura, Presta disse che Gandolfi non aveva interpretato giustamente il pensiero di Catone e che si limitava a semplificare tale pratica « nel tenere sgombrato l'ulivo di qualunque siasi specie che dai rami o mal cresciuti, o languidi, o quasi secchi; e nel diradar l'albero in maniera da poter essere bene dominato dal sole, e dall'aria in ogni sua parte interna ed esterna, affinché non vi sia neppure un ramo il quale nel decorso del giorno non goda i benefici influssi de' raggi solari diretti o riflessi » (25). E dire che Gandolfi prima di esporre ciò aveva riferito il vario aspetto delle piante riscontrate ad Aix, a Nîmes, a Pezenas, a Toulon, a Nizza, a Beziers, a Perpignan, ecc., e, domandatosi se « Avvi un taglio che rettificato per principi teorici-pratici possa generalizzarsi per gli ulivi d'ogni specie, d'ogni luogo, e di tutti i climi » (26) aveva poi affermato che quanto da lui asserito circa « la maniera di potare sarà certamente contraddetta da molti; poiché altri si abbandonano ciecamente ai pregiudizi della patria, altri abbracciano senza esame ciò che leggono consegnato alle stampe » (27).

E dopo aver esposto altre considerazioni ed essersi dichiarato contrario ai principi di Rozier scrivendo: « Non posso con lui in veruna maniera convenire intorno al metodo di potare l'ulivo » (28) e contrario altresì all'affermazione del Marchese Grimaldi circa la esecuzione della potatura degli ulivi « colombari » coltivati nella riviera di ponente di Genova aveva scritto: « Concludiamo pertanto: 1. che l'ulivo deve essere tenuto pulito dei rami inutili, e secchi; 2. che se avrà i rami languidi non tornerà mai a conto di tagliarlo a "corona"; cioè privarlo di tutti i rami, perché altrimenti si perderà il frutto almeno di tre anni: e sarà sempre meglio di lasciargli quei rami che hanno meno sofferto, i quali ingrassati che siano frutteranno meglio, e si potranno tagliare in appresso, se il bisogno lo richiederà, quando i getti de' già tagliati saranno in istato di supplire alla loro mancanza; 3. che l'ulivo non dovrà mai essere

toccato in ordine ai rami pieni di vigore, se non ad oggetto di far giocare tra essi liberamente l'aria ed il sole, che quanto dire rendere più fruttifero l'albero; 4. che siccome il fine dello sgombramento non è che di aumentare i rami e di mantenerli più vigorosi: così dee esso variare secondo le specie degli ulivi, secondo i campi ecc.; talmenteché sarebbe contro il proprio interesse l'usare il ronco sistematicamente con ogni ulivo ed in ogni campo; 5. dovrà esso sgombrarsi similmente di quei getti, che si spiccano lungo il tronco de' rami, o di tutto l'albero » (29).

Presta non poté condividere il contenuto e chiarì solo alcuni concetti che egli aveva già lungamente esposto nel suo trattato che era ancora in bozze. Precisò che il potatore doveva tenere presente — tra l'altro — la natura del terreno in cui era situato l'oliveto; che le diverse « maniere di ulivi » (30) erano variamente sensibili ai tagli così ad es. il « coregiuolo », l'« infrantoio » di Toscana, il « tagliasco » di Genova, il « cellino di Nardò » ed altre erano « ritrose al taglio » (31) mentre altre erano sensibili ad esso che agisce « come uno sprone a farle presto germogliare » (32); che le piante giovani dovevano essere potate diversamente di quelle adulte; che le ramificazioni della chioma dovevano essere equilibrate allo sviluppo della pianta; che l'epoca più opportuna per eseguire la pratica in parola doveva essere ragionata e conseguente alla maturazione e alla raccolta delle ulive, ecc. ecc.

Si rallegrò Presta per aver Gandolfi condiviso che le ulive « vaie » (nella fase dell'invaiaitura n.d.r.) non si potevano considerare mature e per non avere in sé tutto l'olio che si può riscontrare in esse quando perfettamente mature.

A dire il vero fu appunto Presta il primo a sperimentare ed osservare la inoliazione dell'uliva, come si può riscontrare nel cap. III della seconda parte del suo Trattato.

Egli precisò che « La vaiezza è il principio, non è il termine della maturità. Quando l'uliva è annerata tutta la pelle, non è nemmeno perfettamente matura, ma a dirsi tale deve nonché annerirsi la polpa, ma mostrarsi annerato anche il nocciolo » (33).

Gandolfi era del parere che per ottenere olio fino era necessario raccogliere le ulive così come si raccolgono le ciliegie e le prugne poiché, aspettando la loro caduta naturale o provo-

Gandolfi negò che « l'uliva possa fermentare anche sull'albero e così snaturare l'olio che essa contiene e che la fermenta-

cata dal vento o da altre cause si sarebbe ottenuto da esse olio non fino, ma viziato.

Giuste erano anche la sua disapprovazione per l'uso della

tazione e il calore accrescono nelle ulive ammontate il quantitativo dell'olio » (39). Presta, convinto dell'opinione opposta, spiegò che il frutto maturo diventava successivamente stramaturato ed alterava facilmente il suo contenuto. Infatti, i frutti bacati, gelati o alterati da nebbie o da altre micidiali cagioni dimostrano più chiaramente questa verità. L'olio delle olive raccolte oltre il febbraio anche dall'albero e molite subito danno un olio denso, fetido ed acre, come spesso si può riscontrare nel Salento.

Per quanto riguarda l'influenza del calore prodotto dalla fermentazione sulla resa in olio, Presta affermò che « la fermentazione e il calore sviluppando vie meglio le parti oleose che sono dentro gli utricoli delle ulive, accrescono l'olio. Finché egli adunque il savio autor rifacendo le esperienze medesime non dimostri, che il succeduto gli è riuscito all'opposto del mio, ciò che mi pare impossibile, dicesse sempre, che quanto la fermentazione, o il calore nuocciono alla perfezione dell'olio, giovano altrettanto alla quantità. Vero è però che si dee aver cura, che le ulive vengano sane e sincere dall'albero, perché altrimenti in luogo di trasudare la lor acqua di vegetazione, e così stringersi, ed appassirsi, si corrompono, e marciscono piuttosto » (40).

A conferma di quanto sopra, lo stesso Gandolfi scrisse « Anche il Rozier è di parere che la fermentazione continuata per lungo tempo serva a diminuire la copia dell'olio in ragione del grado di calore che le ulive concepiscono nel tempo che fermentano, chiamando in sussidio l'esperienza di confronto. Io l'ho fatto in piccolo e in grande con prendere due pari misure di uliva dello stesso albero e col soggettarne una subito al torchio, e l'altra sul dopo che avea fermentato per venti giorni, e s'era perciò riempita di muffa; ma non mi riuscì di scoprire alcuna sensibile differenza nel risultato dell'olio estratto dall'una e dall'altra » (41).

Presta approvò in pieno l'opinione di Gandolfi: « 1° che l'uliva, staccata in qualsiasi maniera dall'albero, non si possa lasciare ammassare per lungo tempo senza pregiudicare moltissimo alla bontà dell'olio; 2° ma che debba essere il più presto che sia possibile preparata e macinata » (42).

D'altra parte aggiunse che in realtà non sempre si potevano

raccogliere le ulive tutte in epoca opportuna e sottoporle subito alla molitura. Nel Salento, ad es. « i quattro quinti dell'olio, che si produce, e anche più van consunti per la fabbrica del sapone, e del lanificio, e tal'uopo profitta più l'olio di ulive riscaldate, di ulive fermentate, che l'olio fino » (43). Lo scarso numero dei trappeti imponeva infatti di conservare le ulive per lungo tempo. Raramente esse venivano molite subito o dopo quattro o cinque giorni, come indicava giustamente Gandolfi allo scopo di prevenire la muffa e la fermentazione. Molte circostanze concomitanti (abbondanza di raccolto, frazionamento della proprietà, andamento stagionale, ecc.) determinavano la sollecita raccolta di esse e la loro conservazione il più delle volte in maniera irrazionale. I « camini », o « sciaie » erano ambienti per nulla adatti alla conservazione delle ulive, ma la razionalità di questa operazione era anche ostacolata dalla costituzione dei trappeti, per lo più sotterranei e sprovvisti di spazio utile. Presta pensò che sarebbe stato utile distinguere i trappeti comuni da quelli capaci di preparare oli fini, ma si rendeva conto che era difficile raggiungere questo scopo per la scarsa convenienza economica alla costruzione di altri oleifici. Oltre questo poi, l'olio fino avrebbe importato per la sua fabbricazione una spesa maggiore. Infatti, pur non considerando la preparazione dell'olio onfacino o l'olio all'usanza di Aix per i quali sarebbe stato indispensabile la raccolta delle ulive non perfettamente mature e quindi l'ottenimento di una minore quantità di olio, la spesa occorsa per andare da albero ad albero per eseguire la scrollatura e la raccolta delle sole ulive giustamente mature da destinare subito alla molitura, tutta l'accortezza necessaria da usare nel trappeto (scelta e lavaggio delle ulive) e l'uso di maggiori attrezzi (doppia serie di gabbie e dei vasi, naturalmente sempre accuratamente puliti), oltre poi la più attenta e scrupolosa conservazione dell'olio, avrebbe certamente aumentato la spesa.

\* \* \*

Addirittura contrario fu Presta per aver Gandolfi elogiato Francesco La Vega, Direttore del Real Museo di Ercolano, per aver scoperto, nel 1781, negli scavi di Stabia, l'antico frantonio

e per aver fatto costruire molti altri, con qualche utile rettificata (fig. 3).

E' ben noto che detto frantoio ha la capacità di molire la sola polpa delle ulive oppure la polpa e il nocciolo insieme.

Gandolfi scrisse: « E' cosa certa per altro, che l'olio viene alquanto alterato, infranto che sia il nocciolo dell'uliva, o ciò avvenga per le materie, che questo somministra sotto la forza del

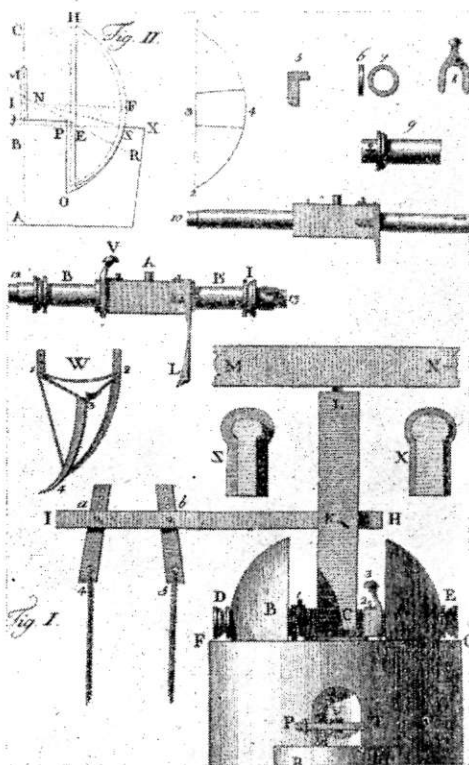


Fig. 3 - Riproduzione di antico frantoio romano riportata nell'opera di P. Bartolomeo Gandolfi

torchio; oppure per la sostanza più delicata dell'olio, che assorbe, e succhia nel tempo della sua triturazione ».

« Non ha dunque ragione Moschettini di annoverare tra gli insegnamenti superflui degli antichi, quello di non rompere il nocciolo. Una tal massima è certamente ben nota ai toscani, i quali si servono di mole scannellate per non infrangere l'osso delle ulive » (44).



Presta, invece, dopo vari esperimenti, ripetuti anche in presenza di una particolare commissione che redasse apposito certificato a cura dell'ordinario cancelliere della Curia Vesco-vile di Gallipoli, il 26 gennaio 1784, affermò che « o s'infrangono o non s'infrangono i noccioli macinando le ulive, l'olio non perde, né acquista punto di perfezione ». Il Sig. Moschettini non ha fatto altro, che prestar fede, siccom'era ragione, agli esperimenti da me arrecati, e seguirne le conseguenze che ne derivano » (45).

Rivolse, pertanto, preghiera a Gandolfi di leggere la terza parte della « *Memoria intorno ai sessantadue saggi diversi di olio* » presentata insieme ai relativi campioni a S.M.R. Ferdinando IV e di rifare quindi con esattezza le stesse esperienze. Da quella lettura avrebbe potuto apprendere ancora che l'olio delle ulive colte di fresco dall'albero e frante subito, sarebbe stato in ogni caso olio finissimo, non solo per l'olio vergine, che si ottiene senza alcuna spremitura, ma anche se questo si dovesse mescolare con quello ottenuto dalla prima, dalla seconda e dalla terza spremitura perché i noccioli franti insieme non avrebbero comunicato all'olio alcun sapore e sottratto parte dell'olio medesimo.

Nemmeno l'olio contenuto nel seme provoca danno o eventuali sapori particolari all'olio della polpa, e tanto fu confermato anche dal Sig. Piovano Paoletti e dallo stesso Presta.

D'altro canto gli oli di Lucca, di Calci, di Genova, di Aix, di Nizza, di Oneglia, dichiarati e conosciuti ovunque come oli deliziosi e finissimi, non si ottenevano dall'intera oliva ossia dalla frantumazione della polpa e del nocciolo? Presta confermò che l'olio vergine, cioè quello che si ottiene dalla parte non spremuta, è senza dubbio superiore a quello della prima stretta e più ancora a quello della seconda e terza stretta e ritenne che tale olio « forse è quello che stava rinchiuso negli utricoli più superficiali del frutto » (46).

Scrisse il Gandolfi « Io ho stretto col torchio a mano eguale quantità di ulive: 1° biancastra (leggi giallo-verdastra), 2° rossiccia, 3° ben matura; l'olio estratto è stato come 2-4-5. E' massima generale anche in Oneglia, Porto Maurizio, ecc. che rispetto alla quantità l'olio di novembre stia a quello di maggio in pari misura almeno come due sta a tre » (47).



invernale erano impiegati invece ad altri lavori campestri.

Si meravigliò ancora Presta del perché Gandolfi aveva prescritto che gli strettoi non fossero rinforzati opportunamente da pezzi di ferro e dubitò che in tali casi la sansa non fosse compressa sufficientemente.

Per una esperienza spesso egli potè constatare che per imperizia dei fattoiani spesso anche i frantoi rinforzati con ferro subivano varie fratture.

Notò altresì che Gandolfi aveva consigliato « la necessità di molti torchi per il buon servizio di una sola mola » (48) mentre era chiaro che tale numero non sarebbe stato proporzionato al numero delle mole. Inoltre, con meraviglia, rilevò che i 20-25 gabbiuzzi o fiscoli prescritti da Gandolfi per ogni strettoio erano invero assai pochi rispetto ai cinquanta od oltre usati nel Salento, allo scopo di comprimere la sansa non solo di una macinata bensì quella di due o tre frantoi.

Infine, Presta contraddisse l'opinione di Gandolfi sulla pratica della lavatura della sansa, poiché la tecnica della spremitura eseguita nel Salento lasciava una quantità minima di olio in essa. Tale quantità ricavata dopo la rimacinazione della sansa e l'uso di acqua tiepida e una gagliarda spremitura poteva essere valutata al massimo nella quantità di tre o quattro libbre di olio. Ecco perché il Sig. Marchese Grimaldi, lo stesso Presta e il Sig. Moschettini, ciascuno sperimentando separatamente, convennero di ritenere inutile la pratica della lavatura della sansa. Gandolfi affermò invece non solo la utilità, ma la necessità di tale pratica. I risultati ottenuti dall'oleificio del Sig. Angelo Stampa, quelli dei Padri Benedettini di Subiaco e di altri riferiti da Gandolfi non furono ottenuti mai in nessun oleificio del Salento e dell'Italia meridionale, ove il desiderio di ricavare il massimo prodotto di olio dalle ulive non era inferiore a quello di altre località.

\* \* \*

I numerosi argomenti esposti da P. Bartolomeo Gandolfi e contrastati da G. Presta, qui brevemente esaminati, sono molto importanti perché riguardano in gran parte problemi dell'attuale olivicoltura ed elaiotecnica. Il nostro sforzo di voler ricordare ad alcuni olivicoltori ed elaiotecnici quanto si dibatteva circa

180 anni fa, con molta dottrina e con esemplare correttezza, potrebbe essere utile almeno a qualcuno.

Sebbene la letteratura olivicola, olearia ed elaiotecnica non fosse allora così ricca come l'attuale, tuttavia lo scopo da raggiungere, ossia quello di avere il miglioramento quanti-qualitativo dell'olio, era ben chiaro e preciso.

L'evoluzione sociale e il diminuito o mancato impiego dell'olio in altri usi (illuminazione, lanifici, saponi, ecc.) hanno di certo indirizzato a mano a mano la preparazione di quello alimentare ad una maggiore e migliore manifattura.

D'altro canto l'incremento della popolazione italiana, superiore a quello della produzione di olio, aumentò sempre più il fabbisogno nazionale di questo prodotto che fu sempre deficitario ai bisogni del popolo italiano e ciò fu causa di varie crisi. Non mancarono infatti periodi durante i quali l'olio di semi (sesamo, ecc.), come succede attualmente, si rese competitivo e costituì la causa principale che influenzò la diligenza e la razionalità delle pratiche colturali dell'olivo.

L'evoluzione della elaiotecnica non fu successivamente pari a quella della tecnica della coltivazione che continuò a praticarsi in gran parte secondo le norme tradizionali.

L'olivo, inoltre, per le sue facili e modeste esigenze, fu quasi sempre impiegato nei terreni meno fertili e più difficili ove seppe dare — a seconda delle condizioni di cui poteva fruire — il meglio delle sue possibilità.

Presta e Gandolfi in quell'epoca, si interessavano, dunque, dell'intero ciclo produttivo e auspicavano la migliore qualità e la maggiore quantità di olio. Attualmente, invece, alcuni problemi di tale ciclo interessano solo l'olivicoltore oppure l'elaiotecnico o l'industriale e la loro risoluzione è resa pertanto più difficile perché si trascurano alcune conoscenze che esulano dalla competenza di ciascuno di essi.

E' chiaro che ad una maggiore quantità di produzione di olive corrisponde una maggiore quantità di olio, ma non è affatto vero che a quella corrisponde sempre la migliore qualità. Fu Presta per primo che introdusse il concetto di migliorare la qualità dell'olio iniziando dalla tecnica colturale e più precisamente considerando la cultivar come tale e più ancora il grado di maturazione della drupa.

Le diverse qualità di olio conosciute dagli antichi georgici (onfacino, viride, maturo e cibario) indirizzarono il Presta alla precisazione della qualità.

Con i mezzi rudimentali a sua disposizione, egli studiò l'inizio della formazione e l'incremento dell'olio nella drupa fino alla maturazione e alla permanenza di questa sulla pianta. I risultati sono così chiari che se essi fossero tenuti presenti da molti olivicoltori certamente questi otterrebbero olio migliore.

Non è vero, pertanto, che oggi si vuole ottenere olio migliore perché possa competere con l'olio di semi? Non si afferma dovunque che gli oli di semi non possono competere con l'olio extra vergine d'oliva e che questo, pur raggiungendo prezzi molto elevati, è e sarà sempre richiesto e conteso sui mercati?

Il problema posto in questi termini è soggetto certamente a numerose e valide osservazioni, particolarmente di natura tecnica e più ancora economica. Il costo elevato della raccolta, principalmente a causa della scarsa manodopera, la mancanza di una attrezzatura meccanica utile per la raccolta, la scalarità più o meno lunga della maturazione delle drupe di ciascuna cultivar, l'andamento climatico che influenza variamente ogni anno la maturazione stessa, le dimensioni notevoli della pianta sollecitano in molte zone la raccolta con la raccattatura invece che con la brucatura.

Un problema dibattuto allora riguardava — come già detto — le dimensioni del frutto. Attualmente sono preferite le cultivar che hanno i frutti di grandi dimensioni, perché influenzano favorevolmente il costo della raccolta. Ma se poi fosse vero quanto Presta affermò che le cultivar a frutto piccolo sono più ricche di olio?

La ricca letteratura olivicola su questo argomento, pur riportando la resa della cultivar riferita in determinate località, per lo più, non precisa il grado di maturazione delle drupe. E' chiaro che la quantità di olio contenuta nelle ulive è sempre più o meno maggiore rispetto alla resa industriale. Inoltre le pratiche colturali (concimazione, irrigazione, ecc.) influenzano chiaramente questo dato. Le attuali nostre conoscenze dinanzi a questo problema sono ancora incerte anche perché la sostituzione di una cultivar ad un'altra già acclimatata, comporta problemi e situazioni non sempre facili a risolversi.

Altra questione attuale, già chiaramente accettata da Presta e Gandolfi, è quella relativa alla sollecita macinazione delle drupe dopo la raccolta. Lo scarso numero di oleifici e la loro limitata capacità lavorativa, la raccolta delle ulive per raccattatura eseguita perfino a febbraio e nei mesi successivi, ed altre ben note questioni, costituiscono problemi fondamentali per il miglioramento dell'olio.

In attesa, pertanto, di un macchinario capace di rendere la raccolta delle ulive rapida ed economica, è auspicabile l'esame ponderato dei principi dei problemi affrontati dai nostri avi che, al pari di noi, miravano al miglioramento quali-quantitativo dell'olio.

**Giacinto Donno**

*Università di Bari*

*Direttore Ist. di coltivazioni arboree*

#### **NOTE BIOGRAFICHE DI GIOVANNI PRESTA**

Nacque a Gallipoli (Lecce) il 24 giugno 1720.

Iniziò gli studi in patria sotto la sapiente guida di Don Nicola Pinelli, di Don Quintino Mastroleo e di Don Francesco Ruberti.

Fin dalla più tenera età godette della benevolenza di Mons. Oronzo Filomarini, Vescovo di Gallipoli, il quale seguì con vivo compiacimento lo sviluppo della sua profonda fede cristiana.

Fu dal padre Lazaro avviato agli studi di medicina che svolse a Napoli. Fu ottimo e stimato allievo degli illustri Maestri Lanzani, Lama, Sanseverino, Visoni, Roseti, Di Lauro.

Per la sua valentia si affermò subito a Napoli nell'esercizio della professione e per la sua profonda cultura, fu accolto nei salotti di D. Anna Pinelli, Principessa di Belmonte, e della Duchessa di Minervino. Fu socio dell'Accademia di Rossano.

Appena trentenne, chiamato dal padre, fece ritorno a Gallipoli, ove continuò ad esercitare la sua professione divenendo ben presto molto apprezzato nell'intera provincia salentina e in altre vicine. La sua casa natia, sita nell'attuale via omonima, fu denominata «Tempio del Divino Esculapio» per le frequenti e numerose visite di pazienti.

Fu molto amico del Marchese Giuseppe Palmieri di Martignano (Lecce), Ministro delle Finanze del Re delle Due Sicilie, del famoso giureconsulto Filippo Briganti di Gallipoli e di altre personalità, nonché dei Vescovi succeduti nella diocesi gallipolina.

La profonda passione del padre agricoltore per l'olivo, che si traduceva nella esemplare cura dei vasti propri oliveti, la sua poca efficienza dovuta alla sua tarda età, le condizioni economico-commerciali-olearie poco floride di quel tempo lo indussero ad interessarsi direttamente con

le questioni connesse con la coltivazione dell'olivo e con lo smercio dell'olio.

I vari problemi ben presto lo appassionarono e lo interessarono tanto che, trascurata la medicina, si dedicò completamente allo studio biologico e tecnico della specie e al miglioramento qualitativo del prodotto.

Per oltre vent'anni spese le sue migliori energie e non pochi suoi risparmi per questo scopo.

Istitui in un suo fondo una ricca collezione di varietà di olivo, raccolte con difficoltà nel Salento e in altre province italiane, e costruì due trappeti ove eseguiva numerose esperienze.

Nel 1786, preparò trenta campioni di olio illustrati da una apposita monografia che inviò a Caterina II, Imperatrice delle Russie. Ebbe da Lei grandi elogi, una grossa medaglia d'oro e 200 fiorini di oro.

Nel 1788 preparò 62 campioni di olio ed una relativa monografia che presentò a S. M. Ferdinando IV di Borbone, Re delle Due Sicilie. Anche da questi ebbe alti riconoscimenti e un vitalizio di 300 ducati annui.

Nel 1794, pubblicò il suo aureo trattato che fu ristampato nel 1855 e nel 1871.

Ebbe il privilegio di ricevere S. M. Ferdinando IV, allorché visitò il Salento nel 1797.

Fu molto noto negli altri Stati europei per le sue opere.

Morì a Gallipoli il 18 agosto 1797.

### Elenco delle pubblicazioni di Giovanni Presta

- 1) *Memoria su i saggi diversi di olio, e su della ragia di ulivo della penisola Salentina messi come in offerta a Sua Maestà Imperiale Caterina II, la Pallade delle Russie.* Napoli, 1786, V. Mazzola-Vocola.
- 2) *Memoria intorno a i sessantadue saggi diversi di olio presentati alla Maestà di Ferdinando IV Re delle Due Sicilie.* Napoli, 1788, V. Flauto.
- 3) *Degli ulivi, delle ulive, e della maniera di cavar l'olio.* Napoli, 1794, Stamperia Reale.

### Bibliografia sulla vita di Giovanni Presta

FRANZA D. LIONARDO, Prevosto della Cattedrale di Gallipoli - *Serie di fatti relativi alla vita di D. Giovanni Presta*, in segno di grata e sincera amicizia. Lecce, Stamperia Vincenzo Marino, 1797.

RAVENNA D. BARTOLOMEO, *Memoria di Giovanni Presta* - Nel libro sesto: *Notizie sullo Stato, e vicende delle arti, delle scienze, e degli Uomini illustri della città di Gallipoli*, delle « *Memorie storiche della città di Gallipoli* ». Napoli, Presso Raffaele Miranda, 1836.

LALA F. SAVERIO, *Per l'inaugurazione del ritratto di Giovanni Presta di Gallipoli nella Sala della casa dell'orto agrario della Società Economica della provincia di Terra d'Otranto.* Discorso letto nella riunione pub-



- blica del 30 maggio 1844. Giornale di Economia rurale pubblicato dalla Soc. Econ. di Terra d'Otranto. Vol. V, fasc. XI-XII, pag. 27.
- ANONIMO, *Elogio di Giovanni Presta*. Stampato nella biografia Napoletana (mancano dati bibliografici).
- ANONIMO, *Presta Giovanni*. Bio-bibliografia (Vol. P.Q.R.) dell'Archivio di Stato di Lecce (manoscritto).
- FOSCARINI AMILCARE, *Giovanni Presta*. Vol. *Uomini illustri della provincia di Lecce*. Biblioteca provinciale di Lecce.
- IANNUZZI PIETRO, *Giovanni Presta medico e ulivicultore salentino*, in *La zagaglia*, Lecce, A. IX, n. 36, 1967.
- DONNO GIACINTO, *Giovanni Presta medico ed olivicoltore del Settecento*, in *Studi Storici Meridionali in onore di Nicola Vacca* e in *Annali della Facoltà di Agraria della Università degli Studi di Bari*, Vol. XXIII, 1969.

#### NOTE BIOGRAFICHE DI P. BARTOLOMEO GANDOLFI

Nacque a Torria (frazione di Chiusanico della provincia d'Imperia) il 24 febbraio 1753.

Iniziò gli studi in patria e ben presto mostrò la sua tendenza religiosa. A 19 anni, il 25 febbraio 1772, vestì l'abito delle scuole Pie di Ancona e compì il noviziato. Studiò prima belle lettere a Narni, poi, sotto la sapiente guida di Giuseppe Beccaria, di Fasce e di Molinelli, filosofia, teologia ed ecclesiastica presso il collegio Nazareno di Roma, ove si fermò sette anni e mezzo.

A Poli, ebbe ammaestramenti da Garibbi nello studio della « piccola scuola » ed iniziò l'insegnamento della grammatica. A Norcia, insegnò belle lettere e retorica per dieci mesi; a Ravenna, dal 1779 al 1784, filosofia; al collegio Nazareno di Roma, filosofia, matematica e teologia.

Seguì le orme dei confratelli P. P. Canovai e Ricco e per primo introdusse lo studio delle matematiche per mezzo delle analisi, riuscendo ad appassionare ed entusiasmare molti allievi e suscitando molta ammirazione nel celebre prof. Gioacchino Pessuti, pubblico professore di scienze fisico-matematiche nel Romano Archiginnasio della Sapienza e in altri eruditissimi cultori italiani ed europei.

Successe al celebre prof. P. Fonda, parimenti delle scuole Pie, nella cattedra di fisica sperimentale della Università suddetta ed ivi permase ventidue anni.

Attraverso il suo insegnamento, sempre degno della più grande ammirazione, manifestò le sue alte doti d'intelligenza, di cultura e di bontà. Maestro insuperabile di didattica, profondo conoscitore di coscienze, seppe attrarre intorno a sé una larga schiera di giovani, alcuni dei quali intrapresero alacramente lo studio delle scoperte di Printley, di Bergman e di Lavoisier.

Sebbene non molto eloquente, con la sua parola semplice, chiara ed affettuosa, riusciva a penetrare felicemente nell'animo dei suoi allievi destando in essi vivo interesse, passione e grande impegno. Diffuse per primo le conoscenze di una numerosa classe di corpi aeriformi (aria, ecc.),

affatto ignoti agli antichi, e di tanti altri corpi semplici e composti, soffermandosi in particolare sulla combustione e sulla calcitazione dei metalli. Fu anche il primo a far conoscere le ingegnose ricerche del Conte Rumford sul calorico e le felici applicazioni delle sue dottrine alla buona costruzione di ogni sorta di fornaci, fornelli e focolari. Questi principi scientifici furono applicati con successo in molti stabilimenti pubblici e privati. Felicamente a mano a mano e con vivo interesse aggiunse alle sue conoscenze fisiche e chimiche, quelle delle scienze naturali e in particolare quelle dell'agricoltura.

Per la profonda fede cattolica, seppe sempre armonizzare tutte le conoscenze scientifiche in una sola visione del creato e conquistare i suoi giovani allievi ai principi di evoluzione, di fede e di morale.

Le norme inderogabili del suo ordine monastico, che egli rispettava con la più assoluta convinzione e devozione, costituivano la base indiscussa per un buon carattere e per la normale condotta di qualsiasi educazione. Ecco perché fu profondamente intransigente verso quegli allievi che in qualche modo trasgredivano i suoi consigli e suggerimenti. La vivacità dell'intelligenza dei suoi allievi non costituiva per lui un pregio, ammettendo egli suprema importanza allo sforzo di volontà e, più ancora, alla costanza dello studio. Ammirava in loro la semplicità, seguiva la loro ingenuità con grande attenzione e sapeva infondere in loro via via maggiori cognizioni e spigliatezza con intelligenti suggerimenti per educarli nei loro diritti, ma più ancora nei loro doveri.

Dedicò il tempo libero allo studio, all'osservazione, alla sperimentazione e alla stesura dei lavori che appresso sono elencati. Fra questi risulta appunto *Saggio teorico-pratico sopra gli ulivi, l'olio e i saponi*, dedicato alla Santità di nostro Signore Papa Pio Sesto, che costituì la causa della controversia in esame e del quale « tutti i giornali letterari di quel tempo dettero un giudizio favorevole » (Morichini).

I suoi viaggi in Lombardia, nel Napoletano, nel Genovesato, in Provenza, in Marsiglia, eseguiti nei periodi di vacanza, furono molto utili per la redazione del suo trattato.

« Sebbene fosse tacciato di rozzezza », ebbe molti amici fra i quali è d'uopo citare: l'avv. Paolo Borsari da Frascati, il Marchese Patrizi, il Duca di Gesso da Napoli, il cav. Alessandro Amici da Rieti, il Conte Luigi Torre, il Conte Gasparo Gaetano Battaglini, il Canonico Reali da Tivoli, il Conte Paolo Ludovico Garzoni, il Marchese Bourbon di Sorbello, il Marchese Suamanna da Terni, il Marchese Eruli di Narni, il Sig. Angelo Stampa da Ferentino di Campagna, Don Orazio Falconieri da Frascati ed, inoltre, numerosi Padri delle Scuole Pie, ai quali era particolarmente legato, quali Padre Abate Decupis, Padre Cellerario Cavallo, Padre Romano Carocci, ecc. Risultò particolarmente legato da vincoli di amicizia con il Principe Don Andrea Doria Panfilì e la sua famiglia. Per questi nutrì una profonda gratitudine e il massimo rispetto per aver goduto della sua benevolenza e della sua confidenza. Ne istruì anche i figli Luigi, primogenito, Carlo e quattro sorelle, in ben lunghi sedici anni. Ebbe modo perciò di frequentare spesso gli oliveti e l'oleificio di Albano, ove seguì molte osservazioni ed esperienze.

Molti presuli, eminenti Cardinali lo consultavano, il Padre Vicario Generale dell'Ordine Jacopo Baldovinetti, nel 1814, lo chiamò fra i suoi assistenti generali per servirsi della sua opera e del suo consiglio nelle circostanze più difficili. Era molto gradito da famosi Pontefici, come Pio VI, al quale dedicò, come già detto, una sua opera, e da Pio VII dal quale fu affettuosamente ricevuto diverse volte.

Fu lettore di sapienza. Pronunziò vari Panegirici in molte località. Non depose mai l'abito, benché avesse forti inviti. Morichini, Pessuti, Giamondi, e tanti altri, in camera di Gandolfi, si riunivano ogni sabato in cordiale conversazione su argomenti di lettere, di scienze e di politica.

Morì nel collegio del Nazareno di Roma, il 10 maggio 1824.

**Elenco delle pubblicazioni del P. Bartolomeo Gandolfi, esistenti presso la biblioteca della Casa Generalizia dei Padri Scolopi.  
Piazza dei Massimi, 4 (S. Pantaleo) - Roma**

- 1) *Principi di Geometria*, Ravenna, Roveri, pp. 14, 1782 (una tavola).
- 2) *Theses aerometricae*, Ravenna, Roveri, 1782, pp. 12.
- 3) *Specimen psychologicum*, Bologna, 1784, 8°, pp. 38.
- 4) *Sulle cagioni del tremuoto*, Memoria, Roma, Zempel, 1787, 16°, pp. 54.
- 5) *Lettera al Principe D. Andrea Doria*, Roma, Zempel, 1789, 16°, pp. 32.
- 6) *Saggio teorico-pratico sopra gli ulivi olio e saponi*, Roma, Zempel, 1793, 8°, pp. 484.
- 7) *Memoria sulla maniera di costruire camini* (sic), *stufe, cucine, ecc.* Roma, Poggioli, 1807, 8°, pp. 80 con tavole.
- 8) *Appendice alla memoria sulla maniera di costruire camini, stufe, cucine, fornacelle ecc.* Roma, 16°, pp. 16 (s.d.).
- 9) *Acque termali del bagno del Sig. Senatore Luciano Bonaparte e Fumaiolo nelle vicinanze di Canino con qualche osservazione minerologica.* Roma, Poggioli, 1810, 16°, pp. 54.

**Bibliografia sulla vita di P. Bartolomeo Gandolfi**

- DE TIPALDO E., *P. Bartolomeo Gandolfi*, in *Biografie d'Italiani illustri*, Vol. I, Venezia, 1834, pag. 135.
- MORICHINI, *Necrologia di Padre Bartolomeo Gandolfi*, *Giornale Araldico*, Roma, 1825.
- PICANYOL L., *Opere e giudizi di contemporanei sul Gandolfi*. (Raccolta ricavata da un manoscritto del P. G. B. Rosani). *Bollettino di Bibliografia Scolopica*, fasc. X, 1934, pp. 23-24.
- PICANYOL L., *La biblioteca Scolopica di S. Pantaleo di Roma*. Roma, 1962.
- TROIRA G., *In risposta al saggio sul verderame pubblicato dal Sig. Pietro Supi Romano*, Tip. Poggioli, Roma, 1797, pagg. 52. (Troira G. fu scolaro ed amico di P. Bartolomeo Gandolfi).

VIÑAS THOMAS A. P. S. ALOYSIO, *Index Bio-Bibliographicus CC.RR.PP. Matris Dei Scholarum Piarum*, Vol. I, Roma, Tip. Vaticana, 1908, pag. 76.

## NOTE

- (1) GANDOLFI B., *Saggio teorico-pratico sopra gli ulivi, l'olio e i saponi*. Stamperia Giovanni Zempel, Roma, 1793, pag. VIII.
  - (2) GANDOLFI B., loc. cit. pag. IX.
  - (3) GANDOLFI B., loc. cit. pag. XI-XII.
  - (4) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 8.
  - (5) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 10.
  - (6) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 11.
  - (7) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 15.
  - (8) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 153.
  - (9) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 177.
  - (10) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 178.
  - (11) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 256-257.
  - (12) PRESTA G., *Degli ulivi, delle olive e della maniera di cavar l'olio*, Ediz. III, Tip. Editrice Salentina, 1871, pag. 442.
  - (13) PRESTA G., loc. cit. pag. 415.
  - (14) PRESTA G., loc. cit. pag. 415.
  - (15) PRESTA G., loc. cit. pag. 416.
  - (16) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 14-15.
  - (17) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 14-15.
  - (18) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 15.
  - (19) PRESTA G., loc. cit. pag. 417.
  - (20) PRESTA G., loc. cit. pag. 417.
  - (21) PRESTA G., loc. cit. pag. 418.
  - (22) PRESTA G., loc. cit. pag. 418-419.
  - (23) MOSCHETTINI C., *Della coltivazione degli ulivi e della manifattura dell'olio*, Presso Aniello Nobile, 1796, pag. 240-241.
  - (24) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 254.
  - (25) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 149.
  - (26) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 149.
  - (27) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 149.
  - (28) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 151 (nota).
  - (29) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 156-157-158.
  - (30) PRESTA G., loc. cit. pag. 420.
  - (31) PRESTA G., loc. cit. pag. 420.
  - (32) PRESTA G., loc. cit. pag. 421.
  - (33) PRESTA G., loc. cit. pag. 9.
  - (34) PRESTA G., loc. cit. pag. 425.
  - (35) PRESTA G., loc. cit. pag. 425.
  - (36) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 177.
  - (37) PRESTA G., loc. cit. pag. 426.
  - (38) PRESTA G., loc. cit. pag. 426.
  - (39) PRESTA G., loc. cit. pag. 428.
  - (40) PRESTA G., loc. cit. pag. 429.
  - (41) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 195-196.
  - (42) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 194.
  - (43) PRESTA G., loc. cit. pag. 430.
  - (44) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 218-219.
  - (45) PRESTA G., loc. cit. pag. 433.
  - (46) PRESTA G., loc. cit. pag. 435.
  - (47) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 183.
  - (48) GANDOLFI B., loc. cit. pag. 267.
- MOSCHETTINI C., *Osservazioni intorno agli ostacoli de' trappeti feudali alla prosperità della olearia economia*, Stamp. Aniello De Dominicis, Napoli, 1792.

## FONTI E MEMORIE

### La carestia del 1346-47 nell'inventario dei beni di un monastero del contado aretino

*La badia di San Veriano era un piccolo (1) monastero camaldolese situato — a quasi ottocento metri di altezza — sul versante orientale dei monti che dividono Arezzo dalla Valtiberina. Salendo su pendii brulli battuti dal vento è ancora possibile ammirare le tre absidi romaniche della chiesa e i resti di una torre cilindrica divisa da lesene, di presumibile derivazione ravenenate. Il prato verde che circonda la chiesa si affaccia sull'ampia vallata del Tevere (2).*

*L'8 giugno 1347 frate Simone, priore del vicino monastero camaldolese di Pianettole, delegato dal priore generale dell'ordine, insediò a San Veriano un nuovo abate, Giovanni da Bibbiena, in sostituzione del monaco Giunta, che era stato revocato dal priore d'accordo col suo capitolo (3). Esamineremo qui l'inventario dei beni dell'abbazia, che Giunta stese al momento di lasciare la carica (4).*

*Il documento s'inizia con un breve elenco dei paramenti e dei libri presenti nel monastero: un calice con patena di peltro, un paramento per l'altare, « unum passionarium cum aliquibus homeliis », un messale, un antifonario diurno, un antifonario notturno, una grande bibbia, « unum omiliare quadragesimale », « unum manuale » con altri piccoli libri, « unus liber beati Agustini invocatus Quinquaginta », la regola di San Benedetto. Oggetti preziosi, due di questi libri, come avveniva abbastanza frequentemente per chiese e monasteri, erano stati impegnati per contrarre dei mutui. In particolare la grande bibbia era servita da garanzia per i prestiti di due diversi creditori.*

*L'inventario prosegue nominando due scrigni, una grande cassa, una madia per fare il pane, un tino, una botte grande e tre piccole, la campana della chiesa, una scrofa.*

*Il documento fornisce anche alcuni nomi di fittuari e di contadini dell'abbazia e la prima constatazione che se ne trae è la complessiva arretratezza dei rapporti contrattuali rispetto alle più evolute zone toscane ed in particolare alle proprietà laiche. Prima del 1346-47 sembra che nessuno dei contadini avesse terre a mezzadria e i redditi dell'abbazia consistevano esclusivamente in « affitti ». Di questi il documento non chiarisce con sicurezza assoluta quali fossero « fitti perpetui » e quali fitti a tempo breve, quali cioè provenissero da terre di vera proprietà della abbazia e quali, viceversa, costituissero una semplice rendita annua fissa. Nel caso di due piccoli fitti pare si trattasse, almeno a partire dal 1347, di affitti a nove anni; in un altro caso, invece, di un fitto perpetuo: « quatuor starios grani. Item unum starium grani pro primitia, in perpe-*



**Le absidi romaniche dell'abbazia di San Veriano.**  
Per gentile concessione della Casa Editrice G.C. Sansoni



*tuum* ». Di questa primitia, collegata forse sempre a fitti perpetui, almeno prima del 1346-47 si parla altre quattro volte: Viriano da San Veriano deve dare uno staio di grano « *pro primitia consueta* »; lo stesso, Bandino da Camenata; tre staia e mezzo, « *pro afflictu et primitia* », Donato dal Castelluccio; una certa quantità di denaro, « *pro primitiis* », Ghelfo dal Castelluccio.

Dall'elenco dei fittuari e dei contadini dell'abbazia non si possono però ricavare dati sicuri sui redditi del monastero, perché la lista — ritorneremo più avanti sull'argomento — non è completa e non riproduce perfettamente la situazione antecedente all'annata 1346-47. In ogni caso da questa risulta che nel giugno del '47 l'ex abate Giunta prevedeva dai fittuari e dai contadini elencati un reddito di almeno 138 staia di grano.

Un lungo elenco di creditori dà poi un'idea abbastanza precisa di quali fossero i fornitori dell'abate e come questi si distribuissero nonostante la modestia del monastero, su un territorio abbastanza vasto. A Siena avevano fornito prodotti della loro bottega uno speciale, uno scaggiolarius, un orefice. Ad Arezzo Giunta aveva comprato del panno da Manno di Chiaro e « *guarnelli* » per sé e per la sua famiglia da Francesco di Ghinerbo; a Borgo San Sepolcro, sempre del panno, da Giglio di Benci. Carne avevano fornito al monastero macellai di Arezzo e di Anghiari. Ad Arezzo l'abbazia aveva fatto acquisti anche presso uno speciale e, forse, presso un pellicciaio e un « *bicchieraio* », in quest'ultimo caso per comprare un paiolo. Da Giovanni di Berardo, speciale in Anghiari, l'abate aveva acquistato una vanga con altri « *ferri* »; nel paesetto di Ranco del vino da un tavernaio.

Ma più che per tutte queste notizie l'inventario va segnalato per i dati che fornisce sulla carestia del 1346-47, il cui interesse, per gli studiosi, è accresciuto dal fatto di aver essa immediatamente preceduto la terribile epidemia di peste che, tra la fine del '47 e il '50, percorse, dalla Sicilia alla Svezia, tutto il continente.

La minaccia della fame o la fame pura e semplice erano, com'è noto, compagne inseparabili dell'uomo del Medioevo. I capricci della natura — siccità o inondazioni — provocando un cattivo raccolto generavano una catastrofe alimentare. Ogni tre, quattro, cinque anni una penuria frumentaria provocava effetti più limitati e meno drammatici, ma spesso gravissimi. L'ossessione della fame era, soprattutto ai livelli più bassi della società, una presenza continua. Nel folklore contadino il mito della bisboccia e del paese di cuccagna avevano una seduzione particolare; nelle vite dei santi ritorna frequentemente il miracolo della moltiplicazione dei pani. Quando nella seconda metà del Duecento l'ispirazione cortese del Minnesang lasciò il posto ad una vena contadinesca di realismo, si affermarono i temi culinari e apparve un genere di « *poemi di gozzoviglia* ». Il Roman de Renart può apparire, se osservato sotto questa angolatura, una specie di « *epopea della fame* »: Renart, la sua famiglia, i compagni sono sempre mossi dai morsi del loro ventre vuoto. Già le canzoni di gesta avevano fatto posto, del resto, a giganti dall'appetito sconfinato, come il Renouart di Aliscans. Perfino alcune favolose genealogie reali tra-



discono questa ossessione alimentare col darsi come capostipite un contadino « fornitore di cibo » o degli eroi « dispensatori del nutrimento ». Per contrasto l'ossessione ricompare presso i ricchi, « per i quali il lusso alimentare, l'ostentazione del nutrimento, esprime — a questo livello fondamentale — un comportamento di classe » (5).

Dalle ricerche fatte fino ad ora pare ormai certo — non ci fermeremo qui sulle cause — che la situazione peggiorasse nella prima metà del Trecento. Tralasciando le carestie locali provocate da un accidente atmosferico e aggravate spesso dall'arretrato sistema di circolazione delle granaglie, e tralasciando anche quelle puramente regionali, è stato possibile identificare, grosso modo, negli anni 1315-17, 1340-50, 1374-75 delle crisi che coinvolsero tutto il continente, delle carestie generali che passarono sopra alle differenze di densità demografica, di clima, di coltivazioni fra le diverse regioni d'Europa (6).

L'eccellenza dell'annata 1346-47 — sia per l'estensione geografica della carestia che per la sua gravità (7) — colpì anche Giovanni Villani, che ci ha lasciato sull'argomento delle pagine di straordinaria densità ed esattezza. « Avvegna che per gli tempi passati alcuno anno fosse caro, pure si trovava della vittuaglia in alcune contrade; ma in questo anno quasi non se ne trovava »; « già cento anni passati non fu sì pessima ricolta [...] di grano e di biada e di vino e d'olio e di tutte cose come fu in questo anno ». Piogge eccessive al tempo della semina, nel novembre del 1345, e nuove continue precipitazioni unite a temporali tra l'aprile e il giugno seguenti avevano guastato il seme e impedito la maturazione delle spighe. Alcune terre resero al raccolto del 1346 solo la quarta parte, altre addirittura solo la sesta parte di ciò che rendevano normalmente.

I prezzi crebbero vertiginosamente. A Firenze il vino comune, alla vendemmia, fu pagato da 6 ad 8 fiorini il cagno, l'olio raggiunse le 8 lire ad orcio. Anche di frutta si ebbe una gravissima penuria. Mancando il nutrimento necessario, quasi scomparvero dalla circolazione colombi, polli, capponi. In conseguenza, il prezzo della carne di castrone, di bue grosso, di porco passò da 1 soldo e 8 denari la libbra a 11 soldi, la carne di vitella da 2 soldi e mezzo a 13 soldi. Alla raccolta il grano fu pagato quasi 30 soldi lo staio e, « montando ogni dì », raggiunse il fiorino nel maggio 1347 — i dati del Villani risultano confermati da altre fonti — toccando livelli mai raggiunti negli ultimi cinquant'anni (8).

Ad Orvieto la carestia provocò un brusco aumento nel numero dei debitori, costretti talvolta a fuggire dalla città. Nel marzo il comune fu perciò indotto a stabilire che nessuno avrebbe potuto essere arrestato e incarcerato per debiti fino all'inizio di agosto, cioè fin dopo il nuovo raccolto (9). Ad Arezzo, all'inizio di ottobre del '47 un usuraio fiorentino che abitava e lavorava nella città (10), chiese al tribunale cittadino di poter procedere alla vendita dei pegni — accumulatisi sicuramente in gran numero durante la carestia — che gli abitanti della città e del contado avevano depositato presso di lui. Il tribunale, prima di esaudire la sua richiesta, fece bandire per tre volte, il 3 il 5 e il 27 novembre, dal banditore del comune, nei luoghi consueti della città, che chiunque aveva da riscattare pegni presso l'usuraio, lo facesse entro pochi giorni. Ma fra

*i debitori quasi nessuno riuscì a riprendere la sua roba: « immo nullus quasi venit ».*

A Firenze il comune liberò i prigionieri per non avere di che nutrirli (11), mentre permise il ritorno a condannati e sbanditi purché versassero alle casse della repubblica un settimo della somma per cui erano stati condannati. Qualche fornaio giunse, nelle sue frodi, ad impastare pane con gesso e rena. Le condanne contro gli incettatori superarono, in qualche caso, i centocinquanta fiorini. L'odio popolare, soatenatosi contro i tentativi di accaparramento del grano da parte dei fornai, condusse alla fine di giugno del '47 all'arresto di molti di loro e all'impiccagione del loro capo (12).

A Siena il 13 agosto del '46 il popolo minuto, affamato, insorse al grido di « viva el populo, e muoia chi ci afama » (13). La mortalità — soprattutto infantile — fu grave. Così a Bologna, dove regnò la più gran fame che si fosse mai vista. Così a Milano, Brescia, Roma, Firenze. In quest'ultima città sarebbero morte, nel corso del 1347, quattromila persone, un ventesimo di tutta la popolazione. A Pisa non rimase più « erba viva » e si mangiarono perfino le ortiche (14).

Dell'incidenza e degli effetti delle carestie sulle popolazioni rurali sappiamo molto meno che sulle città. I cronisti, quando ne parlano, lo fanno soprattutto in rapporto agli effetti che la fame dei contadini poteva avere sugli interessi o sulla tranquillità dei cittadini e più in particolare dei ceti dirigenti. Si potrebbe pensare che anche nelle annate peggiori le campagne fossero meno vulnerabili delle città e che alla maggior parte dei contadini fosse più facile che ai ceti più umili dei centri urbani non morire di fame (15). L'inventario del monastero di San Veriano prova però, in modo diretto, che la carestia del 1346-47 colpì brutalmente tutto il territorio montano immediatamente a nord-est di Arezzo, nel quale la piccola abbazia riscuoteva i suoi fitti o aveva le sue terre. Per il territorio fiorentino si è, di recente, affermato che la città soffrì meno della campagna, perché fu la principale beneficiaria delle massicce importazioni di grano siciliano, sardo, pugliese, africano decise dal governo (16).

I fittuari di San Veriano ci appaiono, all'inizio del giugno 1347, gravemente indebitati nei riguardi del monastero, non potendo versare il fitto dovuto. Accomodamenti tra le parti erano certo possibili, ma, come vedremo, la rinuncia del monastero al suo credito o ad una parte del suo credito comportava compensi d'altro genere.

Per fissare l'ammontare dei debiti, la riduzione in moneta delle stiaia di grano per fitti arretrati, l'eventuale porzione da versarsi in natura, monastero e debitori si mettevano d'accordo alla presenza di testimoni, come risulta qua e là nell'inventario da registrazioni di questo tipo: « *Gerius de Catilliano tenetur dare dicte abbacie duodecim libras, XII solidos extimationis VIII steriorum grani afflictus retenti, de comuni concordia, presentibus testibus ser Angelo et Viriano* ».

Nonostante i possibili accomodamenti, la possibile buona disposizione dell'abate, i fitti arretrati pesavano duramente sui concessionari,

perché il prezzo del grano veniva fissato sui livelli raggiunti nel corso della carestia, con la conseguenza che il debito contratto in una cattiva annata avrebbe continuato a pesare sui contadini anche per un certo numero di annate migliori, quando raccolti più abbondanti avrebbero fatto calare il prezzo dei cereali. I fittuari perpetui, proprietari di fatto delle terre gravate dai fitti, finivano perciò per trovarsi, da questo punto di vista, in condizioni peggiori dei mezzadri proletarizzati, per i quali era in definitiva più facile — il fenomeno si verificò largamente nelle campagne fiorentine (17) — prendere l'estrema e disperata decisione di abbandonare una terra non loro e che non offriva più nutrimento.

Le conseguenze del cattivo raccolto del 1346 furono ancora più gravi perché forse precedute — almeno nel territorio intorno a San Veriano — da un non eccellente raccolto nell'estate precedente. Un censuario infatti, Marcone « de villa Collis », che abitava a Montagutello, viene elencato fra i debitori con la chiara indicazione che egli deve 2 staia e 1/4 di grano per l'affitto delle terre di Centena « pro duobus annis proxime preteritis », cioè per i raccolti del 1345 e del 1346. Qualche perplessità fa invece nascere l'espressione « pro ficto retento », che ritorna con frequenza, senza alcuna precisazione temporale, nell'inventario, ad indicare il fitto non versato dai contadini e conseguentemente loro addebitato. Si tratta del fitto per il raccolto del '47 o del fitto per il raccolto del '46? Nel primo caso si tratterebbe di un accordo preventivo perché è impossibile ammettere che il fitto venisse di regola versato all'inizio di giugno (data dell'inventario), quando, per l'altezza del territorio, il grano era forse non ancora maturo. Qualunque sia l'interpretazione esatta del documento è in ogni modo probabile che un fitto non versato nel '47 fosse in primo luogo conseguenza della pessima annata precedente, dei debiti allora contratti, della mancanza di qualsiasi riserva per la semina.

Immediato contraccolpo del mancato versamento dei fitti da parte dei contadini fu, nel corso della carestia, l'indebitamento del monastero, che si vide costretto ad acquistare qua e là, agli altissimi prezzi correnti, o a prendere in prestito, il frumento necessario. L'abbazia a Roti doveva riavere, all'inizio di giugno del 1347, 30 o 40 staia, 23 staia l'abbazia di San Bartolomeo di Anghiari. Di 22 lire e 10 soldi era creditore il nobile Tarlato dei Tarlati da Pietramala, che aveva venduto all'abate Giunta 9 staia di grano, « tempore carestie preterite », all'altissimo prezzo di 50 soldi lo staio. Per i signori del contado come Tarlato da Pietramala, percettori di numerosi « fitti perpetui » dai loro « uomini », proprietari di appezzamenti più o meno estesi di terre sfruttate direttamente (antica pars dominica), titolari del monopolio del mulino che assicura loro altri redditi in grano, il parziale versamento dei censi da parte dei concessionari e la povertà del raccolto non impediscono del tutto di accumulare grano per la vendita. Gli alti prezzi del mercato finiscono per compensare la più scarsa quantità vendibile, quando non permettono addirittura di esitare nel modo più conveniente le scorte accumulate in anni migliori.

Alla carestia la popolazione contadina risponde in vario modo. Il furto è una delle reazioni più spicce e più frequenti. Fu sicuramente nel corso della terribile annata 1346-47 o in quella immediatamente precedente che Paolo da San Veriano rubò al monastero — non saprei dire come, dato che egli non versava una quota parte del raccolto ma un fitto — le 6 staia di grano, che poi promise di restituire insieme al fitto arretrato: «sex staria grani quod furatus fuit et restituere promisit dompno Iuncte». Nelle campagne, in effetti — lo nota ancora il Villani, con l'animo scandalizzato del proprietario ricco — i furti si moltiplicarono: «E fu sì grande la necessità, che le più delle famiglie de' contadini [...] rubavano per la fame l'uno all'altro ciò che trovavano».

Sotto l'urgenza della fame la fuga, l'afflusso verso i centri urbani, meglio approvvigionati, appare spesso l'unica via da tentare. L'arrivo di questi sbandati, in una situazione già di per sé disperata, rende più difficile la distribuzione del grano, fomenta i disordini, riduce la quota di pane su cui può singolarmente contare ogni cittadino (18). I proprietari che vogliono trattenere sulle terre i mezzadri affamati devono provvedere loro il nutrimento e consegnare il grano per la semina (19).

La carestia deve aver sconvolto come un turbine anche su un piano diverso dall'indebitamento puro e semplice i piccoli villaggi della montagna di San Veriano. Nel giugno del '47 la situazione appare dall'inventario dell'abbazia profondamente irregolare. Mentre i fittuari indebitati con il monastero sono 24, quelli elencati dall'ex abate Giunta come affittatores et laboratores per le annate future risultano soltanto 14. Di questi 14, tre non compaiono fra i debitori e questo potrebbe anche significare che essi riuscirono a saldare il loro debito o che, cosa molto improbabile, non avevano contratto debiti con il monastero durante la carestia. Molto più significativo è però il fatto che addirittura 13 contadini figurino solamente nella lista dei debitori.

Che proprio nel momento in cui Giunta aveva il compito di lasciare al successore dati il più possibile completi e precisi per una buona amministrazione, tradisse questa norma elementare non informandolo su tutti gli affittatores et laboratores del monastero, deve essere comunque dipeso da motivi gravi.

La spiegazione più semplice potrebbe consistere nell'ipotesi che, non essendosi ancora messo d'accordo con molti dei contadini sul valore in moneta dei loro fitti arretrati, Giunta avesse deciso di non trascrivere nell'inventario neppure il fitto da loro annualmente dovuto all'abbazia. Ma la spiegazione è in realtà più complessa ed una attenta lettura del documento permette di intravedere qualche altro segno lasciato dalla carestia. Intanto è possibile che qualcuno almeno dei contadini si fosse allontanato dal territorio nel momento di più grave penuria, come abbiamo visto avvenire altrove, e che per tal ragione egli non figurasse nell'elenco degli affittatores et laboratores. Va però sottolineato anche che la carestia provocò, almeno in una certa misura un «riordinamento» dei fitti dell'abbazia, forse anche in conseguenza della fuga di qualche contadino e, certamente, in alcuni casi, dell'imposizione

da parte dell'abate di un fitto maggiore al concessionario grazie alla rinuncia ad esigere il fitto arretrato:

Di Filippo da Carciano, uno dei tre contadini presenti nell'elenco degli affictatores et laboratores, ma assenti da quello dei debitori, l'inventario dice ch'egli doveva all'abbazia un fitto di tre staia di grano, « sed ab anno presenti in antea VII starios ». Di un altro, Cardo di Ondedeo da San Lorenzo, si dice invece che tiene « ad laborandum... al dimidiam fructuum bladi, stramis, panicalis » il podere di Catilliano, con la precisazione che per il detto podere « solvebatur » — evidentemente in precedenza — un affitto di 20 staia di grano. La spiegazione della mancanza dei due contadini fra i debitori del monastero per fitto arretrato sta probabilmente tutta qui: rinunciando ad esigere il suo credito Giunta riuscì a modificare il loro rapporto con l'abbazia, trasformando un fitto di 3 staia in un fitto di 7, e un fitto di 20 staia in un reddito mezzadrile, presumibilmente, nelle annate normali, più redditizio (per parlare di una vera mezzadria bisognerebbe essere sicuri che la terra non fosse tenuta « in perpetuo » dal contadino, cosa che del resto parrebbe escludere la formula ad laborandum. Ma non è peregrina l'ipotesi che un vecchio « fitto perpetuo » sia stato, attraverso questa operazione, trasformato in un contratto mezzadrile a breve termine).

Che questa « ristrutturazione » dei rapporti con i fittuari fosse la direttiva seguita da Giunta risulta dalle registrazioni riguardanti altri due contadini. Di Goro dal Poggio, che era l'ultimo dei tre concessionari non compresi nella lista dei debitori, si dice solamente ch'egli lavorava la terra della Bagnaia; per Tato di Venuto l'indicazione è ancora più incompleta (« Tati Venuti laborat... »). Dal momento che non è ammissibile supporre che Giunta non sapesse che cosa i due gli versavano di regola, l'unica spiegazione valida per questa incompletezza delle registrazioni può consistere nel fatto che l'abate pretendeva di modificare il rapporto che legava i due contadini all'abbazia e che a tale modifica essi opponevano qualche resistenza. Per Tato di Venuto, del resto, nell'elenco dei debitori c'è un chiaro e significativo trattamento di favore, con un preciso avvertimento di Giunta per il suo successore. Il debito di Tato viene così specificato: « duos starios grani retenti. Item XLI solidos pis. extimationis grani debiti pro affictu ». Ma Giunta aggiungeva che se il contadino avesse rifiutato di versare ciò che gli veniva domandato, gli si sarebbero dovuti chiedere 19 staia di grano « nomine affictus anni proxime preteriti », il cui prezzo superava di molto — come risulta da tutto l'inventario — ciò che Giunta gli aveva addebitato. Da Tato dunque il monastero esigeva con tutta probabilità una contropartita, la quale, secondo mostrano gli altri casi esaminati, riguardava la sua posizione contrattuale verso l'abbazia.

Concludendo possiamo dunque dire che la carestia colpì molto duramente i fittuari di San Veriano, caricandoli, per fitti di poche staia di grano non versati, di debiti rilevanti verso l'abbazia; che l'« egualitarismo » del flagello — l'abate è costretto a comprare a prezzi altissimi il grano necessario che non gli versano i suoi fittuari — fu solo apparente,

*perché la carestia peggiorò in realtà la posizione dei fittuari e migliorò quella dell'abbazia nei loro riguardi. Non si esagera perciò a dire che il nostro modesto inventario suggerisce la conclusione che la carestia agì in direzione di un riordinamento delle strutture agrarie e di un aggravamento delle differenze di classe.*

*Altre testimonianze in questo senso saltano del resto fuori numerose, pur che si spigoli fra le carte del tempo. E' il caso di quel contadino di Marciano, in Valdichiana, che in conseguenza del cattivo raccolto del '46 non aveva potuto versare ai proprietari cittadini le quarantacinque staia di grano loro dovute per l'affitto di alcuni appezzamenti. L'8 agosto i proprietari sporsero querela presso il tribunale aretino. Il contadino fu condannato per inadempienza di contratto e, dato che non era evidentemente in grado di pagare, i querelanti ottennero come compenso di impadronirsi di un suo bel pezzo di terra ricoperto di viti, di olivi e di altri alberi, che, guarda caso, confinava proprio con le loro terre: piccolo, ma illuminante esempio di « riconcentrazione » fondiaria e di differenziazione sociale attraverso la fame dei contadini (20)!*

*Oppure possiamo citare il caso di quei contadini di Vignale, un villaggio quasi alle porte di Arezzo, che il 5 febbraio del '47, « pro fame, penuria et carestia evitandis », « in satisfactionem debitorum eorum et propter famem evitandam, nec aliunde peccuniam habere non poterant pro ipsis debitis persolvendis et famis evitandis » — il documento è quasi un ritornello sul tema — si decisero a vendere le loro cose per 24 fiorini d'oro al setaiolo cittadino Berardino di Cecco di Piero (21).*

Giovanni Cherubini  
Università di Firenze

## IL DOCUMENTO

### INVENTARIUM ABBATIE SANCTI VIRIANI

1347, 11 giugno. Ad Anghiari, nella chiesa delle monache. Presenti come testimoni don Giovanni da Fano abate di San Bartolomeo di Anghiari, don Angelo di Giglio da Perugia e ser Pietro di Cesco da Anghiari.

Existens religiosus vir dompnus Iuncta olim abbas Sancti Viriani comitatus Aretii coram reverendo viro domino dompno Symone, priore monasterii Sancti Petri de Planettulo camaldulensis ordinis, et presente domino dompno Iohanne de Biblena nunc abbate dicte abbacie Sancti Viriani, in forma inventarii consignavit eidem dompno Symoni infra-scriptas res, massaritias, thesauros, bona, iura, credita et debita dicte abbacie.

Imprimis videlicet:

unum calicem cum patena de peltro; unum paramentum altaris fornitum; unum passionarium cum aliquibus homeliis; unum missale magnum



completum; unum antifanare noturnum; unum antifanare diurnum; una bibia magna, que tamen est sub pignore; unum omiliare quadragesimale, quod est sub pignore; unum manuale cum aliis libris parvis; unus liber beati Agustini invocatus Quinquaginta; liber regularum beati Benedicti; duo scrinea; una capsula magna; una mattera ad faciendum panem; una veges magna; tres vegetes parve; unum tinum; una campana; una troia.

Infra describuntur debitores dicte abbacie:

Ventura Brunaccii et heredes Muccii Brunaccii | de Catilliano tenentur dare dicte abbacie XXVII lib. XII s. pro estimatione XVIII st. grani affictus retenti, facta de ipsorum voluntate, presentibus ser Angelo Tinaccii de Citeria, Viriano et Gerio. Item tenentur dare dicte abbacie novem star. grani et tres libras XVIII s. estimationis sex stariorum millii, de ipsorum voluntate.

Paulus et Ranerius | fratres de Sancto Viriano tenentur dare dicto monasterio decemotto libras pretii et estimationis tredecim stariorum grani pro affictu retento, de eorum voluntate, presentibus testibus ser Angelo Tinaccii et Veriano et Gerio antedictis. Item tenentur dare eidem monasterio nomine affictus retenti staria quinque grani.

Paulus predictus tenetur dare monasterio supradicto novem staria grani de summa XVIII stariorum grani quod nomine affictusolvere tenebatur annuatim ipse et dictus Ranerius eius frater pro anno proximo preterito, de qua quantitate solverat partem suam dictus Ranerius. Item sex staria grani quod furatus fuit et restituere promisit dompno Iuncte.

Ranerius predictus tenetur dare dicte abbacie quadragina soldos pretii et estimationis duorum stariorum grani, comuni concordia.

Angelus Vannis Grande de Samarco districtus Ranchi tenetur dare tres libras den. pis. estimationis, comuni concordia, III star. grani.

Cecchus vocatus Trescha pro affictu retento tenetur dare eidem monasterio quinquaginta septem starios grani. Item duodecim florenos auri sibi prestitos per dictum dompnum Iunctam in estimatione unius paris boum eidem dati in guardiam. Item XIII solidos cortonens. estimationis duorum stariorum panici. Item XXVIII solidos imprestitos eidem per dictum dompnum Iunctam. De quibus quantitibus dedit et restituit dicto dompno Iuncte XIII solidos in estimatione porcellorum.

Virianus de Sancto Viriano tenetur dare dicto monasterio viginti septem libras et XII solidos estimationis, comuni concordia, XVIII stariorum grani affictus retenti, presentibus testibus ser Angelo et Gerio predictis. Item XI starios grani pro affictu anni proximo preteriti pro residuo etc. Item unum starium grani pro primitia consueta. Item XLIII solidos prestitos eidem, de quibus debet recipere dictus Virianus pro copertura domus poderis et pro una salma vini dati per eum eidem dompno Iuncte solidos XVIII.



Gerius de Catilliano tenetur dare dicte abbacie duodecim libras XII solidos extimationis VIII steriorum grani affictus retenti, de comuni concordia, presentibus testibus ser Angelo et Viriano predictis. Item quinquaginta sex solidos extimationis affictus. Item XIII storios grani de summa viginti steriorum grani in pro affictu anni proxime preteriti.

Feus Ghirardi de Catilliano et fratres eius tenentur dare dicte abbacie sex storios grani pro affictu retento.

Bartolus et olim Baldocchi de Sancto Laurenzio curie Anglaris dare Ondedeus tenentur dicto monasterio undecim libras et solidos XVIII cortonens. extimationis grani retenti, carta manu ser Angeli Ciani de Burgo Sancti Sepulcri.

Tati Venuti de Cielle duos storios grani retenti. Item XLI solidos pis. extimationis grani debiti pro affictu. Et si negaret petatur sibi XVIII storios grani nomine affictus anni proxime preteriti.

Giannuccus de Carciano septem libras pis. pro extimatione porcorum et pro extimatione grani nomine affictus.

Ceccharellus de Carciano octo libras den. pis. extimationis affictus grani retenti de poderi de Murlo. Item medium starium grani pro affictu retento.

Marcone de villa Collis habitator in Montagutello pro affictu terre de Centena pro duobus annis proxime preteritis duos storios et unum quartum grani.

Tuccius de Bagnaia et filii eius tenentur pro affictu retento duos storios grani.

Feus dal Puoggio tres quartos grani et medium pro affictu retento.

Bandinus de Camenata tenetur dare dicte abbacie XLVI solidos extimationis unius starii grani primitie anni proxime preteriti, de quibus habuit dompnus Iuncta VIII solidos in uno barili vini.

Donatus de Castelluccio tre storios et dimidium grani pro affictu et primitia retentis.

Ghelfus dal Castelluccio tres libras pro extimatione grani retenti et primitiis. Cuius tinum habet Cecchus de Carciano.

Guido da le Caselle XIII solidos extimationis grani. Item quatuor storios grani affictus retenti in MIII<sup>o</sup>XLV.

Martinus de Strignano XXXIII solidos pretii unius dogati quod facere promisit.

Abbaia Silvamunde dare tenetur dicto dompno Iuncte pro salario suo quando fuit ibi vicarius IIII<sup>o</sup> libras, XV solidos.

Cinus da Castagnoli sex libras pis. Item unum starium grani affictus poderis de Turri et debebat de ipso poderi solvere datium.

Maffeus da la Valle pro affictu retento XXXIIII starios grani.

Hic describuntur creditores debentes recipere a dicto dompno Iuncta abbate, videlicet:

Dominus abbas de Rota debet recipere treginta grani, XL vel XXX\*. Item tres libras den. pis.

Prior Sancti Michaelis de Aretio XV starios grani pro coltis legati. Item XXXIII solidos pis.

Dominus abbas de Anglari XXIII starios grani. Item octo florenos auri et soldos XLVI cortonens.

Abbas Camald. Florent. quatuor florenos auri, pro eius vestimento, scilicet dompni Iuncte.

Prior de Mucchio duos florenos auri.

Iacopus dal Peglo sex florenos pretii unius vacce et duorum vitellorum pro dicto dompno Iuncta.

Dominus Tarlatus de Petramala viginti duas libras et decem solidos extimationis novem steriorum grani ad rationem L solidorum pro stario tempore carestie preterite.

Ambrosius scaggiolarius de Senis quadragintaquinque solidos pro rebus sue apotece.

Bindus spetialis de Senis quadragintaduos solidos ut supra.

Pierus setaiolus de Senis solidos XXXII ut supra.

. . . . .<sup>(a)</sup> aurifex de Senis solidos XXIIII pro rebus ut supra.

Mannus Chiari de Aretio pro panno pro eo libras sex, qui habet sub pignore dimidiam bibbie.

Franciscus Ghinerbi de Aretio pro guarnellis pro dompno Iuncta et eius familia libras quinque solidos XIIII, habet sub pignore homiliare abbatie.

Paulus carnifex de Aretio pro carne solidos XXVIII.

Megloratus carnifex de Aretio solidos XLII.

Duccius Guidi Pieri de Aretio unum florenum prestitum eidem pro datio domini pape.

Magister Chellus Astuldi unum florenum pro grano prestito per

(a) Spazio lasciato in bianco.

dompnum Iunctam. Item tregintaduos starios grani eidem venditi per dompnum Iunctam ad sostam ad rationem VIII solidorum pro stario.

Guido de Mignano VIII starios grani venditi ad sostam ut supra.

Marchus bicchirarius solidos XXXV pro uno paiolo.

Restorus pilliparius quinquagintaquinque solidos pro uno fodero.

Ser Pierus de Anglari octo solidos pis. prest. eidem.

Catarina de Ranco octo solidos prestitos.

Gorus domine Pine de Ranco tres starios grani venditi ad sostam etc.

Martinus tabernarius de Ranco solidos VI pro vino eidem dato.

Petrus barberius de Ranco solidos XXII prestit.

Iohannes Berardi spexialis de Anglari pro una vanga et aliis ferris pro abbatia s. XLII.

Iohannes carnifex de Anglari III solidos corton. pro carne.

Ser Fuccius de Colle duos florenos auri, habet sub pignore aliam dimidiam bibbie: duos florenos.

Bianchuccius de Burgo Sancti Sepulcri quatuor angonitanos.

Gilius Benci de Burgo pro panno pro eo unum florenum auri.

Iohannes sellarius pro parte pretii unius paris boum I flor. et s. LVIII corton.

Dominus Christofanus iudex de Burgo, pro consilio, duos angonitanos.

Iohannes spetialis de Aretio, pro rebus apotece, IIII<sup>or</sup> libras XIII solidos.

Hic describuntur nomina afflictatorum et laboratorum dicti monasterii Sancti Viriani et quantitates, scilicet:

Ventura Brunaccii		de Catilliano reddunt annuatim nomine
heredes Mucii Brunaccii		affictus dicte abbacie XXVII starios grani
fornit.		

Ranerius et		fratres de San Viriano viginti septem starios grani
Paulus		fornit.

Feus Ghirardi de Catilliano et fratres vigintiduos starios grani fornit.

Gerius de dicto loco viginti starios grani ad rasum.

Phylippus de Carciano tres starios grani fornit., sed ab anno presenti in antea VII starios grani fornit.

Tuccius de Bagnaia et filii unum starium et unum quartum grani, manu ser Iacopi de Ripole, in novem annis.

Marcone de Colle unum starium et medium quartum grani in novem annis, manu ser Galcerii de Montagutello.

Angelus Vannis de San Viriano octo starios grani fornit.

Guido da le Case quatuor starios grani fornit. Item unum starium grani pro primitia in perpetuum.

Cardus Ondedei de Sancto Laurentio curie Anglaris tenet ad laborandum potere de Catilliano ad dimidiam fructuum bladi, stramis et panicalis; ex predicto et de quo poderi solvebatur XX starios grani nomine afflictus.

Gorus dal Poggio laborat terram de la Bagnaia.

Tati Venuti laborat . . . . . (b).

(b) Spazio lasciato in bianco.

## NOTE

(1) Non si va probabilmente molto lontani dal vero ad immaginarlo abitato, tra la fine del XIII e la metà del XIV secolo, da non più di due o tre monaci. La sua modestia risulta chiaramente dall'ammontare delle decime versate alla Santa Sede tra il 1274 e il 1304 (Cfr. GUIDI P., GIUSTI M., *Rationes Decimarum Italiae. Tuscia*, Città del Vaticano, 1932-1942, vol. I, pp. 66, 78, 81, vol. II, p. 92). Nel giugno del 1347 a prestare obbedienza al nuovo abate che prendeva possesso del monastero (vedi nel testo) pare ci fosse solo una coppia di coniugi, conversi nella piccola abbazia.

(2) Cfr. REPETTI E., *Dizionario geografico fisico storico della Toscana*, vol. I, Firenze, 1833, p. 201; *Tuttitalia. Enciclopedia dell'Italia antica e moderna*, Toscana, vol. II, 2ª parte, pp. 916-17 (ROSINI C.), p. 938 (DE LUCA F.).

(3) ARCHIVIO DI STATO DI FIRENZE, *Notarile*, M. 250: *Martino di Bettino da Poppi*, cc. 95v-96.

(4) *Martino di Bettino da Poppi*, cc. 96v-100.

(5) Cfr. per tutto quello che precede le belle pagine di LE GOFF J., *La civiltà dell'Occidente medievale*, Firenze, 1969, pp. 283-286.

(6) CARPENTIER E., *Autour de la Peste Noire: Famines et épidémies dans l'histoire du XIV siècle*, « Annales, Economies Sociétés Civilisations », XVII (1962), pp. 1074-1078.

(7) VILLANI G., *Cronica*, XII, 73: « in più parti di Toscana e d'Italia, e in Proenza, e in Borgogna, e in Francia [...] nacque grande fame e caro [...] e a Genova e a Vignone e in Proenza, ov'era il papa colla corte di Roma [...]. Avvenne che già cento anni passati non fu sì pessima ricolta in questo paese di grano e di biada e di vino e d'olio e di tutte cose, come fu in questo anno ».

(8) Cfr. PINTO G., *Le carestie a Firenze (1280-1347)*, Tesi di laurea discussa nella Facoltà di Lettere e Filosofia dell'Università di Firenze (Relatore Ernesto Sestan) nell'anno accad. 1966-67, pp. 139-140.

(9) *Discorso storico con molti accidenti occorsi in Orvieto et in altre parti*, a cura di FUMI L., in *Rerum Italicarum Scriptores*, 2ª ediz., Tomo XV, parte 5ª, vol. 1, p. 22 nota 2. Cfr. CARPENTIER E., *Une ville devant la peste. Orvieto et la Peste Noire de 1348*, Paris, 1962, pp. 81 sgg.

(10) « ... Rençii olim Bonsii de Florençia feneratoris, habitatoris in civitate Aretii, in porta Fori et contrata Montistini, in domo Bartholomei Gnaldi de Aretio, qui Rençius stetit et stat in dicta domo ad mutuandum et fenerandum sub pignoribus pecuniam... » (ARCHIVIO DI STATO DI FIRENZE, *Diplomatico, Olivetani d'Arezzo*, 3 ottobre 1347).

(11) CARPENTIER E., *Une ville*, cit., p. 82.

(12) PINTO G., *Le carestie*, cit., pp. 98, 106, 109, 112.

(13) *Cronaca Senese* di AGNOLLO DI TURA DEL GRASSO, in *Rerum Italicarum Scriptores*, 2ª ediz., Tomo XV, parte 6ª, p. 549.

(14) CARPENTIER E., *Une ville*, cit., p. 82. VILLANI G., *Cronica*, XII, 84, osserva che in città e nel contado morivano soprattutto donne e bambini, appartenenti per lo più ai ceti più umili.

(15) Cfr. DUBY G., *L'economia rurale nell'Europa medievale. Francia, Inghilterra, Impero (secoli IX-XV)*, Bari, 1966, p. 453.

(16) PINTO G., *Le carestie*, cit., pp. 83, 101-103.

(17) VILLANI G., *Cronica*, XII, 73.

(18) PINTO G., *Le carestie*, cit., p. 104; e più in generale ROMANO R., TENENTI A., *Alle origini del mondo moderno* (vol. 12º della *Storia Universale Feltrinelli*), Milano, 1967, p. 12.

(19) VILLANI G., *Cronica*, XII, 73.

(20) ARCHIVIO DI STATO DI FIRENZE, *Diplomatico, Olivetani d'Arezzo*, 8 agosto 1346.

(21) Essi vendettero la loro povera casa, con la metà della capanna e dell'aia che si trovava dietro la capanna, con l'orto dietro la casa, con la piazzetta, il «mandriolo», il forno «ante ipsam domum et capannam». E vendettero anche la «chiusura» di quattro staiori confinante con la casa e punteggiata di ficaie, di olivi, di altri alberi da frutto; un appezzamento di terra lavorativa con un ciuffo di quercioili; un appezzamento di terra lavorativa con olivi, quercioili, ficaie; un appezzamento di terra vignata. Par quasi che il notaio — Paganello di ser Michele di Greppia — abbia saputo interpretare, attraverso questa precisione descrittiva, la disperazione di questi contadini mentre elencano le cose che non saranno più loro (ARCHIVIO DI STATO DI FIRENZE, *Diplomatico, Olivetani d'Arezzo*, 5 febbraio 1347).

Una conferma dell'incidenza della carestia nella trasformazione della struttura e della distribuzione della proprietà pare venire dai documenti di un monastero del contado fiorentino, quello di Passignano, per le precedenti carestie del 1310-11, del 1323, del 1329-30. Di queste, molto grave fu la terza, mentre quella del 1323 (come del resto, pare, più ancora quella «europea» del 1315-16) interessò solo di riflesso il territorio, essendo venuto a mancare il raccolto della Puglia, donde si traevano importazioni di grano. Elio Conti ha raccolto una abbondante documentazione che, organizzata in 104 successivi paragrafi, mostra come, tra il 1281 e il 1356, il monastero di Passignano riuscì a spogliare i livellari di Poggialvento dei loro possessi riducendo le terre sua piena proprietà (per una prospettiva generale del problema della riconcentrazione di «dominio diretto» e «dominio utile» mi permetto di rimandare al mio articolo *Qualche considerazione sulle campagne dell'Italia centro-settentrionale tra l'XI e il XV secolo* (*In margine alle ricerche di Elio Conti*), «*Rivista Storica Italiana*», 1967, pp. 120-27). Dividendo il numero complessivo dei paragrafi costruiti dal Conti per il numero degli anni (76) nel corso dei quali Passignano portò a termine questa spoliatura dei concessionari si ottiene una media annua di paragrafi 1,4. Orbene le annate di carestia fanno alzare sensibilmente questa media, dimostrando chiaramente come la penuria di cereali renda più spedito questo generale processo storico. Negli anni 1310-12 la media sale a 4,7; negli

anni 1323-25 si ferma a 3,7; negli anni 1330-31 balza addirittura a 12,5. Anche se, con metodo discutibile, facciamo una media fra i soli dei 76 anni in cui compaiono documenti (42 anni in tutto), otteniamo un risultato di 2,5 paragrafi ad anno, ugualmente inferiore a quelli degli anni di carestia. La carestia del 1346-47 non poteva invece lasciar traccia sui livelli del monastero perché a tale data il programma dei monaci era già stato condotto a termine, salvo che per pochissimi appezzamenti di terra. Gravi conseguenze sembra invece avere avuto la precedente grave carestia del 1339-40, che costrinse il monastero ad indebitarsi o forse semplicemente aggravò una situazione precedente. E' un fatto che nel 1340 Passignano, per far fronte a « multa, ardua, gravia et honerosa usuraria debita » affittò per cinque anni per complessivi 1956 fiorini tutti i beni del monastero a dei banchieri fiorentini. Il contratto fu interrotto nel luglio 1344, con un conguaglio che prevedeva, fra l'altro, la cessione di un podere del valore di 1000 fiorini ai creditori e la rinuncia da parte dei medesimi ai beni che essi avevano comprato, dal 1340 in poi, da contadini di Passignano e di Poggialvento e che furono valutati la bella somma di 700 fiorini (tali vendite si situano tra il 13 agosto 1343 e l'8 maggio 1344, il che dimostra che i colpi della carestia « europea » del 1343 o comunque l'inizio del « decennio della fame » 1340-1350 si fecero sentire anche a Poggialvento. Proprio il 25 giugno 1344 del resto un debitore del monastero per l'affitto di un podere non livellario fu condannato da un tribunale cittadino a cedere i propri beni al creditore, beni costituiti da una casa, una vigna e svariati altri pezzi di terra). I dati qui esposti e discussi sono stati pubblicati dal Conti in *La formazione della struttura agraria moderna nel contado fiorentino*, vol. I, Roma, 1965, pp. 297-305, 313-19. Sulle carestie del 1310-11, 1315-16, 1323, 1329-30 vedi VILLANI G., *Cronica*, IX, 12, 80, 186, X, 118 e PINTO G., *Le carestie*, cit.; su quella del 1343 CARPENTIER E., *Autour de la Peste Noire*, cit., p. 1075.

## RASSEGNE

### L'agricoltura bolognese nel Settecento e nella prima metà dell'Ottocento (\*)

Concludendo due anni fa un rendiconto su *Sedici anni di ricerche nell'Istituto di Storia economica e sociale dell'Università degli Studi di Bologna*, Luigi Dal Pane scriveva: « Un bilancio degli studi di storia economica bolognese nell'età del Risorgimento fu da me compiuto nel Convegno storico che si tenne in Bologna nel febbraio 1960, nel quale cercai di impostare i principali problemi e di chiamare a raccolta gli studiosi dei vari aspetti della storia risorgimentale riguardanti Bologna e l'Emilia. Dai tre volumi di Relazioni e di Comunicazioni emerge lo sforzo di tentare un sondaggio in tutti i campi della storia. A otto anni di distanza da quel convegno ho fissato le linee fondamentali dei risultati delle mie ricerche e di quelle della mia scuola in un volume che vedrà presto la luce presso l'editore Zanichelli » (1). Il volume, *Economia e società a Bologna nell'età del Risorgimento*, è ora dinanzi a noi: cospicuo per la mole, per i risultati delle molte indagini direttamente condotte o sagacemente guidate dall'illustre e caro Maestro, per l'originalità delle osservazioni metodologiche, per l'importanza e la stessa ampiezza del periodo preso in esame. Avverte infatti il Dal Pane di assumere « come punto iniziale i primi anni del secolo XVIII e come punto finale la costituzione del Regno d'Italia » (pag. 19): un secolo e mezzo nel quale nasce l'Italia moderna e si pongono le premesse dei problemi e degli sviluppi dell'Italia contemporanea.

Il volume reca come sottotitolo *Introduzione alla ricerca*. Spiega il Dal Pane: « Non bisogna mai cullarsi nella illusione dei risultati definitivi, perché qui non si tratta di accertare una data o di precisare un nome, ma bensì di indagini per totalità, che tendono ad inserirsi in complessi sempre più vasti. Perciò ritengo che il mio libro abbia il carattere di un punto nodale nella via della ricostruzione della storia dell'economia bolognese. Una strada nella quale non è lecito addormentarsi soddisfatti, come chi possiede intera la verità, ma nella quale l'esigenza di nuove ricerche sia immedesimata e postulata da quanto è stato fatto fin qui, da quanto è chiarito nella problematica che presumo emerga limpida dai miei studi » (pagg. IX-X). Viene naturale il ricordo delle pagine introduttive di Marc Bloch ai suoi *Caractères originaux de l'hi-*

(\*) Lettura tenuta all'Accademia Nazionale di Agricoltura di Bologna il 14 febbraio 1970 presentando il libro di LUIGI DAL PANE, *Economia e società a Bologna nell'età del Risorgimento. Introduzione alla ricerca*, Bologna, Zanichelli Editore, 1969.



*stoire rurale française* — un libro che segna un'epoca nuova nel campo dei nostri studi — laddove il grande storico francese definisce la sua opera « ipotesi di lavoro », « sintesi provvisoria », « indirizzo di ricerche », « suggerimenti ». Come Marc Bloch, il nostro Dal Pane ha una fede entusiasta nel suo « mestiere di storico », una passione inesauribile della storia intesa come incessante ricerca della verità, spiegazione del presente nella comprensione del passato. E voglio qui rileggere un passo in cui Dal Pane scopre la sua biografia più intima: di studioso e di maestro, poiché le due qualifiche sono andate sempre congiunte in Dal Pane, e maestro è stato ed è dalla cattedra, nella paterna sollecitudine verso i molti giovani che hanno sentita l'attrazione del suo temperamento e del suo insegnamento, ed anche maestro di quanti non avendo avuta la ventura di essergli scolari, gli sono pure — come chi vi parla — idealmente scolari attraverso il magistero dei suoi libri. Il passo è questo: « Tutti nella mia casa, da mio nonno a mio padre, spregiavano l'ozio, i fannulloni, la gente socialmente inutile... l'ideale morale del lavoro mi si inculcava così nell'animo e diveniva per me un elemento discriminante fra eletti e reprobati. Col crescere degli anni e dell'esperienza questo ideale si convertì nella concezione di un dovere sociale. Per l'adempimento di questo dovere ho sacrificato la mia salute con piena coscienza e con freddezza indomabile. Questo sacrificio è per me la cosa di cui sono veramente fiero » (2).

Veniamo alla nuova opera di Dal Pane, arricchita da numerose tavole fuori testo, da un centinaio di pagine di appendici documentarie e da copiosi indici per persone, luoghi e materie. L'indagine parte dai consumi perché « ogni forma di organizzazione economica è stata tentata e realizzata in vista di fini determinati, che hanno per comune denominatore la soddisfazione dei bisogni di un determinato aggregato sociale » (pag. 17): naturalmente il calcolo dei consumi deve basarsi, quando non esistano statistiche, su dati indiretti, spesso solo parziali e di non facile interpretazione.

Sulla popolazione bolognese ha svolto ricerche il Bellettini: nei due estremi dell'arco di tempo considerato la popolazione della città di Bologna aumenta all'incirca del 42%, passando da 63.346 anime (1701) a 89.850 (1861). Tra i consumi sono anzitutto considerati gli alimentari: notisi che nel periodo si ebbero numerose carestie (almeno tredici) e molti anni di prodotti scarsi e quindi di alti prezzi. Del resto nei primi anni dell'Ottocento Filippo Re giudicava che il Bolognese mancasse di circa un terzo del fabbisogno di frumento. Ciò spiega la lunga ricerca di cereali panificabili alternativi al grano (i vari *marzatelli*: cereali minori e legumi) e l'importanza che due nuove piante alimentari di origine americana — la patata e il granturco — vennero ad assumere nell'agricoltura bolognese. Nell'Appennino le castagne rappresentavano forse la base dell'alimentazione (latte, polenta, castagnacci ed « acqua freschissima in abbondanza »: ecco — secondo il Calindri — il vitto dei pastori di Boschi di Granagione sullo scorcio del Settecento), ma le castagne si

richiedevano anche in città per integrare la scarsità di altri cibi.

La tendenza era all'autonomia alimentare (proprietari terrieri e contadini consumavano quasi esclusivamente i prodotti dei fondi): per gli stessi tessuti e per la rozza utensileria di casa si faceva, specie nelle campagne, largo ricorso alla produzione domestica. Vari dati sottolineano l'importanza del consumo di insaccati porcini nella città di Bologna: sulla fine del Cinquecento venivano introdotti in Bologna circa 16.000 maiali (dei cui insaccati doveva farsi anche largo spaccio fuori città), mentre nella prima metà dell'Ottocento il consumo risulta calato sotto i 10.000, aumentando invece la vendita di altre carni e di pesci salati.

Scarse sono le indagini sui prezzi a Bologna. Da una tesi di laurea che ha considerato produzioni agricole e prezzi in una azienda Ranuzzi nel periodo 1771-1808 si ricava una curva dei prezzi in aumento che ha il suo massimo nel periodo della prima invasione francese, poi i prezzi tendono a discendere nei primi anni del nuovo secolo. Tra il 1824 e il 1859 il prezzo del grano per rubbio salì da 5 scudi e 42 baiocchi a 8 scudi e 99 baiocchi, il prezzo del granturco da 4 scudi e 58 baiocchi a 6 scudi e 20 baiocchi: i prezzi sono peraltro notevolmente variabili di anno in anno onde la linea ascendente appare discontinua.

Stazionario lo sviluppo della tecnica: « nel settore della tecnica agricola il corredo strumentale rimane in gran parte quello tradizionale » (pag. 71). Ma alcuni fatti assumono rilievo nella vita dei campi: anzitutto le bonifiche e le sistemazioni idrauliche, tanto importanti nel Bolognese, dove i fiumi spagliavano rovinosamente nelle bassure e le controversie sulla regolazione del Reno avevano assunto toni di drammatica polemica tra Bologna e Ferrara. V'è poi da considerare l'introduzione di nuove colture, e specialmente del granturco che si inserì di prepotenza (sia pur tardi rispetto ad altre regioni) nelle rotazioni locali e conquistò il favore delle masse contadine. Sulla fine del Settecento si diffonde la risicoltura, « che dà luogo a grossi guadagni ed è strettamente connessa con gli investimenti capitalistici » (pag. 77). L'evoluzione delle tecniche aratorie, che ha formato oggetto di accurate ricerche da parte di Carlo Poni, fu considerevole ed è stata giustamente messa in rapporto col variabile contrappeso degli oneri e degli utili nella mezzadria. In sostanza « l'economia bolognese durante il secolo XVIII perde l'equilibrio, sul quale si era imperniata nei secoli precedenti. La decadenza delle industrie esportatrici della seta e della canapa apre il problema di cercare in altre attività il saldo della bilancia commerciale. Di qui la svolta decisiva verso un potenziamento dell'agricoltura. Ma tale potenziamento implica un regime giuridico più adatto alle intraprese dell'iniziativa individuale e di qui i vantaggi che si traggono dal nuovo clima, che si è aperto con le riforme di Pio VI e Pio VII e con quelle del regime napoleonico. Ma in questo nuovo clima di opinioni e di leggi si attua anche una radicale trasformazione nel quadro della distribuzione della proprietà. Il periodo napoleonico mobilita una parte molto vistosa del possesso ecclesiastico ed apre la strada ad una alienazione di beni demaniali, che continuerà anche durante la Re-

staurazione. Questi fatti agiranno sul ricambio sociale, aumentando il potere della borghesia e *imborghesendo*, per così dire, la stessa nobiltà » (pag. 88).

Un'ampia disamina il Dal Pane dedica alle singole colture. « Il frumento teneva il primo posto fra i cereali e le *biade*. Dagli inizi del Settecento fino ai primi decenni del secolo XIX questa posizione rimane quasi stazionaria. Quello che muta invece è il rapporto dei cereali inferiori e delle leguminose da seme fra di loro » (pag. 93). Cresce infatti l'importanza del mais: una indagine del Rotelli relativa a una azienda imolese segna la marcia trionfale del granturco, che passa da circa un ventesimo rispetto alla produzione granaria (anni 1703-28) a circa un quinto (anni 1739-52) e addirittura alla metà (anni 1772-92). In detta azienda le rese medie del grano si aggirano sulle 5,7 sementi con sensibili variazioni annuali riferibili all'andamento stagionale. Sulle rese del grano sappiamo dal Santini che nel Quattrocento le quattro sementi erano considerate una buona produzione, mentre il secentista Tanara giudica che le terre fertili di pianura possano rendere tra otto e dieci sementi. Secondo il Guidicini la produttività media fu nel 1822 di sette sementi in pianura, sei sementi in collina, circa quattro sementi in montagna (3). Ma le nostre ricerche sul Calindri indicano per la montagna rese inferiori sulla fine del Settecento: tre sementi a Gaggio Montano, solo due sementi a Granaglione (4).

La produzione di canapa (« eterna ed universal gloria » degli agricoltori bolognesi, secondo il Tanara) raddoppia e più nel Cinquecento: da 5 milioni a 10-12 milioni di libbre. Fasi di riduzione e di riespansione si alternarono nel Seicento e nel Settecento, mentre « nel corso del secolo XIX, dietro la sollecitazione di un favorevole andamento del mercato, l'estensione dell'area a canapa aumentò considerevolmente » (pag. 100).

La bachicoltura era fiorente dal Trecento e ancora Filippo Re scriveva: « La seta è uno dei prodotti di maggior rilievo del territorio bolognese ». Mediocre invece la zootecnia e scarsi i foraggi (è nell'Ottocento che cominciano a diffondersi i medicaî in regolare rotazione): si curavano soprattutto i buoi aratori, trascurando le vacche di cui « solo intorno a Bologna si notava una maggiore abbondanza per la produzione del latte » (pag. 112). Il paesaggio agrario era caratterizzato — e tale resterà fin quasi ai nostri giorni, in cui la coltura promiscua recede — dalle *piantate* di viti maritate a tutore vivo: un sistema di allevamento dei cui sviluppi Emilio Sereni ha abbozzato la storia.

In conclusione il Dal Pane ritiene che nella prima metà dell'Ottocento l'agricoltura bolognese ha realizzato progressi « sia in ordine alla tecnica agricola sia in ordine alla produzione e alla produttività. Ma questi fatti non assumono proporzioni tali da indicare un processo rivoluzionario in atto, sibbene da denunziare dei sintomi d'un promettente inizio » (pag. 154).

Non daremo un'indagine particolareggiata del successivo capitolo (*Le forme della produzione e la distribuzione della proprietà*) né delle parti riferite all'agricoltura nel capitolo sulle *classi sociali* e nel con-

clusivo profilo di un processo secolare: quanto abbiamo sin qui notato è sufficiente testimonianza della portata di uno studio che fa assai utile il punto dell'intensa attività storiografica sull'economia sette-ottocentesca di Bologna e del suo territorio.

\* \* \*

Sullo stato dell'agricoltura bolognese al tramonto del governo pontificio il Dal Pane dà precise notizie sulla fede di una relazione del 1861 della locale Camera di Commercio (pag. 574-9) e di un articolo pubblicato dal Cuppari nel *Giornale Agrario Toscano* del 1864 (pagg. 579-86). Conforteremo queste notizie citando due rapporti stesi dall'ing. Luigi Franceschini (5) e pubblicati nel *Bollettino del Comizio Agrario di Bologna*, vol. I, anni 1867-69: *Sunto delle risposte dei corrispondenti del Comizio Agrario, in riscontro alle domande loro fatte dallo stesso Comizio, concernenti lo stato delle campagne durante il primo, il secondo e il terzo quadrimestre dell'anno 1868* (pagg. 137-54 del *Bollettino*) e *Riasunto finale delle notizie delle campagne del circondario di Bologna per l'anno 1869* (pagg. 185-202). Dirò subito che in realtà non tutti i corrispondenti interpellati avevano risposto onde l'ing. Franceschini dovette avvalersi sia della diretta conoscenza dell'ambiente sia di « private ricerche » per completare il quadro.

I Comizi Agrari, istituiti con R. Decreto 23 dicembre 1866, svolsero un ruolo notevole promuovendo utili iniziative per il progresso agrario nell'Italia unificata sia pure con sensibile discontinuità sia nel tempo sia da luogo a luogo (6). Il Comizio Agrario di Bologna fu fondato nel 1867 con 112 soci e venne eretto in ente morale il 9 febbraio del seguente anno. Ne furono successivamente presidenti il marchese Giuseppe Mazzacurati, il senatore Luigi Tanari, il conte Filippo Bianconcini, l'ing. Cesare Tubertini, il prof. Francesco Marconi, il dott. Antonio Bernardi e l'on. Enrico Pini. « Nessuna delle buone iniziative per l'agricoltura locale lo trovò mai indifferente, e così — sia solo, sia in unione di altre istituzioni — lo vediamo compilare un capitolato per la conduzione dei fondi a mezzadria (1871 e 1905); istituire un laboratorio di chimica agraria (1872); compilare la *Monografia del podere bolognese* (1873); promuovere un osservatorio bacologico e le camere gratuite di incubazione seme bachi (1876); istituire in Corticella un podere modello (1884); promuovere la Cattedra ambulante (1890); compilare un capitolato di affitto dei fondi rustici (1895); dare opera all'introduzione delle barbabietole da zucchero ed al sorgere di uno zuccherificio; iniziare il libro genealogico del bestiame (1906); costituire un consorzio cooperativo fra coltivatori di tabacco e favorire l'istituzione di un laboratorio per l'analisi delle sementi (1908); concorrere alla effettuazione dei corsi di economia domestica (1911); promuovere in ogni tempo concorsi, esposizioni, conferenze; contribuire anche a proprie spese a saggi di statistica agraria »: così troviamo riepilogata l'attività del Comizio di Bologna nel *Primo Annuario dei Comizi Agrari italiani*, Mondovì, 1912, pag. 16.

Veniamo ora ai due rapporti stesi dall'ing. Luigi Franceschini sullo stato dell'agricoltura bolognese nel biennio 1868-69. Buona risultava me-

diamente la sistemazione dei terreni: « In generale si compiono le sistemazioni dei campi là dove si rinnovano i filari degli alberi ed anche senza che siavi il bisogno delle novelle piantagioni, si eseguiscano spontaneamente, e compatibilmente ai mezzi dei proprietari... L'adozione e l'uso dei nuovi aratri vanno portando sensibili miglioramenti ovunque, ed al monte è sensibile il progresso nell'impianto di nuovi vigneti » (pag. 139). « Le sistemazioni dei campi in generale può dirsi che sieno in progresso, e così gli impianti di nuove vigne, di novelli boschi di acacie per uso di pali onde sorreggere le viti » (pag. 189).

Passiamo alle condizioni dei ceti rurali: « La condizione morale della popolazione montana è più soddisfacente di quella della pianura; l'igienica riscontrasi all'opposto » (pag. 139). In effetti nelle bassure vallive era presente la malaria, mentre in montagna si riscontravano casi di pellagra e di gozzo. « Discrete » sono definite le condizioni economiche in pianura e collina, men che mediocri in montagna. I salari giornalieri dei braccianti (la cui « posizione trovasi più incerta e poco lusinghiera forse per mancanza di organizzazione del lavoro ») hanno oscillato al piano fra novanta centesimi e L. 1,50 (primo quadrimestre 1869) e L. 1-1,50 (secondo e terzo quadrimestre). Per la coltura umida la paga giornaliera è stata di L. 2-3,50 per gli uomini e di L. 1,25 per le donne. Alla paga si aggiungeva il vino d'uso; in montagna i salari erano inferiori di un 15-20%.

Circa le colture annoteremo che prevalevano ormai dovunque le rotazioni continue (« i maggesi vanno scomparendo », pag. 141; « i pochi e stanchi prati naturali vannosi rompendo onde sostituirvi i medicaì, le lupinelle ed i cereali », pag. 190). Non si danno ragguagli sulle rese del grano (« il prodotto del frumento varia al variare della qualità dei terreni », pag. 141; « il frumento riesci bene nei terreni che produssere la canapa nell'anno precedente », pag. 199): per il solo comune di Monghidoro si indica una produzione media di cinque sementi. Il prezzo oscillò fra L. 20 e L. 27,50 l'ettolitro nel 1868, tra L. 19 e L. 21 nel 1869. Assai estesa la coltura del granturco che in Ozzano occupa una superficie pari a 3/5 di quella del frumento, mentre in genere si aggira su non oltre un quarto della coltura granaria nei comuni dove prevale la canapicoltura (pag. 141). Poco diffusa la bieticoltura (« La barbabietola si coltiva in scala quasi trascurabile », pag. 142) e in difficoltà l'allevamento dei bachi (« In generale i gelsi sonosi poco curati dopo la comparsa dell'atrofia del baco da seta », pag. 142).

Il Franceschini calcola la produzione complessiva provinciale del grano in ettolitri 725.000 più 266.000 ettolitri di granturco (1869): una produzione insufficiente rispetto al presumibile consumo degli abitanti (in numero di 429.925), ma « occorre tener conto dei prodotti dei marroni, delle castagne » nonché dei cereali minori (nel 1869 si raccolsero leguminose e *marzatelli* per 120.000 ettolitri). La produzione 1869 della canapa vien calcolata sui 126 mila quintali più le stoppe e gli scarti, con un prezzo del taglio fra le 80 e le 100 lire il quintale. « E' naturale che finché si manterranno elevati i prezzi del taglio della canapa, questa coltura avrà la prevalenza sulle altre, specialmente da quella classe di pos-

sidenti, che ritiene essere il bestiame un male necessario » (pag. 199). Evidentemente non era di quest'ultima opinione il Franceschini che osserva: « Seguitandosi a fare dell'agricoltura intensiva in favore della canapa nella nostra mezzadria, ne deriva perciò che non si producono nè foraggi né concimi necessari a che ogni podere basti a se stesso » (pag. 198).

Spigliamo ancora qualche notizia. « Le trebbiatrici a vapore vannosi introducendo dai più distinti proprietari in questa provincia, però più a rilento che non si riscontra nelle limitrofe consorelle provincie » (pag. 201). Ormai trascurabile la produzione bolognese di olio d'oliva (« Dal 1600 in poi, da quanto sembra in base alla variazione del clima, la coltura dell'olivo si è dovuta abbandonare ed il prodotto dicesi di chilogrammi 690 », pag. 201); estese invece le risaie (« Il riso è coltivato in 13 comuni della bassa pianura sull'estensione di ettari 7 mila », pag. 202) con una produzione 1869 valutata sugli ettolitri 200.000 più 44.000 ettolitri prodotti nell'Imolese. Di grande interesse questa annotazione sul credito: « I grandi e mezzani proprietari seguitano a trovare capitali fruttiferi il di cui saggio varia dal sei al nove per cento e forse più, e così pure dicasi dei piccoli, ma questi in tale stato di cose saranno forzati a vendere più presto dei facoltosi, non rendendo in generale la terra più del 4 o 5 per cento » (pag. 155).

Altre notizie si potrebbero ricavare dai rapporti del Franceschini, ma facciamo punto qui, constatando che da questa sommaria, ma diligente inchiesta escono in sostanza confermati sia il quadro d'insieme sia le linee di tendenza indicate dal nostro Dal Pane a conclusione delle sue felici ricerche.

Agostino Bignardi  
Università di Bologna

## NOTE

- (1) DAL PANE L. - *La storia come storia del lavoro*, Bologna, 1968, pagg. 254-5.
- (2) DAL PANE L. - *La storia come storia del lavoro* cit., pagg. 6-7.
- (3) BIGNARDI A. - *Nuovi appunti tanariani* in *Rivista di Storia dell'Agricoltura*, a. IV, n. 2, giugno 1964, pagg. 112-20.
- (4) BIGNARDI A. - *Settecento agrario bolognese*, Bologna, 1969, pagg. 35 segg.
- (5) Luigi Franceschini (n. a Bologna 1822 - m. 1910) fu « ingegnere governativo e della nostra provincia, alla quale principalmente diede opera attiva ed intelligente come preposto ai lavori delle strade » (*Resto del Carlino*, 16 febbraio 1910). Socio della Società Agraria di Bologna — corrispondente dal 1854, effettivo dal 1858 — scrisse di vari argomenti di agricoltura e viabilità.
- (6) Sui Comizi Agrari vedi *ad vocem* in *Enciclopedia Agraria Italiana*, vol. II, Roma, 1954. Lo scioglimento dei Comizi Agrari venne decretato nel 1923, devolvendosene i patrimoni ai Consorzi Agrari e alle Cattedre Ambulanti di Agricoltura. Vedi anche D'ALTEMPS A. - *Specchio dell'operato dei Comizii Agrarii Italiani dalla loro istituzione nel 1866 a tutto l'anno 1874*, Cesena, 1877.



## LIBRI E RIVISTE

- B. FAROLFI, *Strumenti e pratiche agrarie in Toscana dall'età napoleonica all'unità*, Milano, Giuffrè, 1969, pp. 143, tav. XVII, L. 1.800.

La Toscana ha avuto, in quest'ultimi tempi, un richiamo veramente interessante. Così in « Studi storici » C. Pazzaglia ha trattato ampiamente sulle « Tecniche agrarie e mezzadria in Toscana 1830-1848: sviluppo delle forze produttive e rapporti sociali ». Effettivamente la presenza di una vastissima documentazione presso l'Accademia economica-agraria dei Geografi offre la possibilità agli studiosi di poter disporre di materiale di notevole importanza.

Ora il Farolfi ha utilizzato anche quello esistente presso gli Archivi Nazionali di Parigi, relativo all'inchiesta sull'agricoltura toscana promossa dall'Amministrazione napoleonica, nel breve periodo della dominazione francese.

Non è che si sia colmata la lacuna segnalata dallo Zangheri in « Studi storici » del 1967, relativamente a « Gli studi di storia dell'agricoltura nell'ultimo ventennio », d'altra parte non è del tutto esatto che manchino studi italiani di storia delle tecniche e pratiche agricole, almeno per gli ultimi secoli, ma con moltissima espansione nell'ottocento. Soltanto è che per quanto ferrati in ricerche storiche, molti studiosi non possono avere profonda conoscenza delle tecniche e delle pratiche agricole perché, per la loro formazione e per la loro preparazione, ne sono rimasti lontani e quindi ne ignorano la specifica estrinsecazione. In definitiva l'appello lanciato dallo Zangheri al Convegno di Perugia non è stato certamente tale da far colmare le denunciate lacune.

Ma torniamo al nostro Autore, le cui ricerche, anche se non nuove, rimangono interessanti.

Piuttosto dobbiamo rilevare subito una deficienza che in tutti questi ultimi studi sugli strumenti aratori, a cominciare da quelli del Poni: « Gli aratri e l'economia agraria nel bolognese », manca l'elemento di fondamentale importanza qual'è quello del tiro del bestiame bovino, che era l'energia determinante per l'impiego dell'aratro in terreni di diversa costituzione fisica, passando dalla prevalente componente silicea (sciolti) a quella argillosa (compatti). Mentre sta proprio qui l'origine della differenza sostanziale nell'impiego dell'aratro nelle aziende agricole, poiché la forza animale di cui si poteva disporre era, allora, più che mai legata alle caratteristiche delle varie parti costituenti l'aratro stesso. Molto utili ci sembrano, in questo senso, i disegni allegati nelle ricerche del Farolfi, da cui si evince come l'aratro toscano fosse inizialmente un aratro discissore



quindi simmetrico e soltanto più tardi nell'ottocento per i cosiddetti lavori di *rinnovo* si sia potuto disporre di un aratro asimmetrico, la coltrina, però solo imperfettamente rovesciatore della fetta di terreno tagliata dai corpi dell'aratro stesso.

Ecco perché in provincia di Ferrara, dove i terreni sono compatti, prevalentemente argillosi, l'aratro asimmetrico lo troviamo, fin dal secolo XIII, nei documenti medioevali, come « Versorum », quindi rovesciatore, importato non si sa da dove e da quando, ma certamente dall'Europa centro-settentrionale dove doveva essere largamente diffuso per i lavori di dissodamento dei terreni ricavati da un vasto processo di deforestazione, che all'estero è stato largamente studiato, mentre da noi vi sono appena accenni nei lavori del Torelli, del Luzzatto, di pochi altri e recentemente del Fumagalli.

Per poter studiare il lavoro dell'aratro nelle pratiche è perciò necessario conoscere anche la potenza del tiro del bestiame, poiché è da questa energia animale che se ne condiziona l'impiego. Ecco quello che ci si dovrebbe attendere da giovani studiosi avviati a questa problematica, certo valendosi sempre dell'aiuto delle ricerche di studiosi specializzati, come il Carena, il Vitali ed il Nerli, che hanno tutti portato un notevole contributo negli studi, anche storici, della meccanica agraria del nostro Paese.

Tutto questo non deve togliere nulla all'importanza di studi come quelli compiuti dal Farolfi in Toscana, anzi ci auguriamo che siano condotti anche per altre Regioni italiane dove, purtroppo, non esistono Accademie agrarie e gli Archivi pubblici e privati sono rimasti finora inesplorati o poco conosciuti.

E' questo quanto si può chiedere di più utile ai giovani studiosi, che potranno così portare un notevole contributo alla conoscenza dei mezzi strumentali di cui il coltivatore ha potuto servirsi attraverso i secoli, poiché non è affatto vero che progressi non si siano ottenuti, dai romani fino alle soglie dell'ottocento. E' stato, indubbiamente, un processo lento a carattere artigianale, con lunghe soste e non senza forti contrasti, ma sempre progressivo, specialmente nelle terre nuove di pianura di natura alluvionale.

Effettivamente i grandi progressi si sono verificati soltanto dopo le grandi scoperte dell'ottocento, prima con l'energia sprigionata dal vapore e poi dall'elettricità ed infine dai motori a scoppio con i carburanti, che ci hanno portato ben più avanti dal medioevale mulino idraulico e da quello a vento.

Alla fine del suo lavoro il Farolfi affronta la questione del contratto mezzadrile ed accenna alle cosiddette rotazioni agrarie. Per il primo non esce dalle già ripetute critiche riferendosi ai giudizi di Cosimo Ridolfi e di altri che vedevano in quel contratto una remora ai loro sforzi di rottura delle tradizionali lavorazioni, con un miglioramento delle pratiche agricole che però erano ancora legate strettamente alla capacità di lavoro della famiglia mezzadrile ed alla modesta capacità lavorativa di un debole tiro di bestiame bovino. E per quest'ultimo mancano del tutto, negli studi compiuti, i riferimenti al bestiame esistente nel podere.

Per le rotazioni non viene avvertito che il tallone di Achille dell'agricoltura toscana era l'estrema deficienza delle coltivazioni da rinnovo, conseguenza diretta dell'inefficienza della forza disponibile per le arature profonde che esse richiedevano. E questa rimarrà la deficienza di tutta la zona collinare toscana, meno sentita nelle limitate pianure alluvionali. Così che gli sforzi compiuti da valenti agronomi per migliorare le condizioni dell'agricoltura toscana non avranno certamente i risultati ottenuti altrove, specialmente nella valle padana.

Ed è per questo che le parole del Paccinetti, riportate dal Farolfi, in contrasto con le previsioni del Cambray-Digny circa l'avvenire dell'agricoltura toscana, sono rimaste lettera morta, poiché non era possibile rimuovere i veri ostacoli di un rinnovamento che non aveva sicure basi tecniche, ma si poggiava prevalentemente su di un diverso assetto della proprietà e dei rapporti di produzione nelle campagne.

In definitiva non esisteva la spinta tecnologica decisiva per poter modificare le condizioni economiche e sociali esistenti da secoli e perciò difficili da rimuovere.

m. z.

V. FUMAGALLI, *Coloni e Signori nell'Italia superiore dall'VIII al X secolo*, Spoleto, 1968.

E' un altro contributo a ricerche che, purtroppo, come segnalava la Caroselli, nelle Rassegne del primo numero del 1970 di « Rivista di Storia dell'Agricoltura » sono piuttosto rare e spesso di scarso valore storiografico.

L'argomento è del massimo interesse perché riguarda i rapporti fra Signori e coloni, nella dominazione longobarda, bizantina e carolingia. Il materiale di cui disponeva l'Autore non è certamente tale da poter portare a delle conclusioni definitive, poiché si tratta di pochi documenti non sempre ben trascritti o regestati, per cui è stato necessario spesso ricorrere ai documenti originali.

Pur tuttavia il Fumagalli può affermare che « pur condizionata nel suo sorgere da un aggravarsi della situazione dei coloni, legati ad obblighi durissimi, che resteranno per secoli quasi inalterati, la Società medievale assistette, soprattutto in epoca carolingia, ad un indubbio miglioramento dei patti di lavoro, fino a quando, nel corso del secolo X, nuovi angosciosi problemi, col crescere della popolazione ed il frammentarsi dei poderi, attenderanno nuove soluzioni nella colonizzazione delle plaghe incolte e nella ricerca di più avanzate tecniche culturali ».

Ed a questo punto l'Autore fa riferimento ad uno studioso medievalista che, purtroppo per noi, non è italiano, il Duby. Ed allora ci domandiamo perché non si studia anche tutto il prezioso materiale che si trova in originale, magnificamente custodito nell'Archivio rinnovato dell'Abbazia di Montecassino, che riguarda l'Abbazia di Pomposa, a partire dal secolo X? Il prezioso Regesto pubblicato dal Samaritani, benemerito studioso di Pomposa, non sempre può fornirci le notizie che si possono ricavare soltanto dall'esame delle pergamene. Ne è stata data la prova altrove, vedi il nostro « Di un documento pomposiano sulla laboreria », apparso nel

primo numero della « Rivista di Storia dell'Agricoltura » del 1965. Ma è materia a cui devono dedicarsi giovani ben preparati come il Fumagalli, che ha oramai acquistato molti meriti per la storia dell'agricoltura medievale, come ha giustamente rilevato, recentemente, il Tabacco nella « Rivista storica italiana », riferendosi ad un notevole contributo: « Note per una storia agraria altomedievale », in *Studi medievali*, IX, 1968.

m. z.

G. PORISINI, *Condizioni monetarie e investimenti nel bolognese. La banca delle quattro legazioni*, Bologna - Zanichelli, 1969 (Istituto per la storia di Bologna. Collana diretta da L. Dal Pane), pp. XI-400.

Partendo dallo studio dell'attività svolta da un istituto di credito sorto a Bologna intorno al 1855 (la Banca Pontificia delle Quattro Legazioni), il Porisini riesce a filtrare, attraverso l'esame di una notevole quantità di documenti della banca e di altre economie ad essa collegate, la realtà monetaria dello Stato pontificio e a far luce sul ruolo svolto, all'interno della società bolognese del tempo, da un ristretto gruppo di abili e spregiudicati operatori economici emiliani.

Prima di esporre le linee di gestione della « Banca delle Quattro Legazioni » l'A., in un'ampia premessa, esamina i presupposti che portarono alla creazione dell'istituto di credito bolognese. Esame che è tanto più necessario in quanto, solo attraverso queste premesse, è possibile spiegare l'azione svolta dalla azienda in questione. L'A. prende le mosse dalla nascita della Banca Romana (costituita a Parigi nel 1834 con capitali prevalentemente francesi). Ottenuto da Gregorio XVI il privilegio di esercitare attività bancaria in territorio pontificio, il nuovo istituto di credito inizia le sue operazioni a Roma e nelle maggiori città dello Stato. La scarsa esperienza francese delle cose italiane mette però, ben presto, in difficoltà i dirigenti transalpini della banca, al punto tale che i suoi fondatori non vedono altra alternativa che quella di cedere ad alcuni nobili romani il pacchetto azionario di maggioranza per rifarsi almeno in parte delle perdite subite. Da questo momento in poi l'attività dell'istituto sarà soprattutto rivolta al finanziamento delle operazioni compiute dai suoi maggiori azionisti e la banca stessa sarà utilizzata dal governo dello Stato della Chiesa come una vera e propria fabbrica di carta-moneta.

Al pari della casa madre anche la filiale bolognese della banca Romana viene gestita con criteri poco ortodossi. Illuminanti mi sembrano, a questo proposito, gli esempi che l'A. porta a sostegno di questa tesi: il fatto che le riserve monetarie della banca siano conservate nella cassaforte privata del direttore; che si utilizzi il credito per finanziare « avvocati, curiali, impiegati, notai » invece che imprenditori commerciali e industriali; che si speculi sulla moneta e che, solo nel 1854, il commissario di governo, nominato nel 1851, riesca a prendere visione dei bilanci e ad accertare l'esistenza in portafoglio di effetti con firme false per un totale di 40.000 scudi e di cambiali inesigibili per 20.000 scudi.

Coscienti che solo la completa autonomia dell'istituto bancario da

Roma permetterà completa libertà di azione, permetterà cioè il completo asservimento del patrimonio bancario alle loro necessità, alcuni capitalisti bolognesi (Luigi Pizzardi, Marco Minghetti, Carlo Marsili, Vincenzo Amorini-Bolognini) riescono, « dopo nove anni di tentativi e di sforzi » a svincolarsi dalla tutela romana e ad istituire la « banca Pontificia delle Quattro Legazioni ».

Già all'inizio del loro mandato gli amministratori agiscono con maggior spregiudicatezza dei loro colleghi romani. Anzitutto si preoccupano di tacitare « in pratica ricattandoli, sia i nobili della capitale, soci e amministratori della banca Romana e dello Stato pontificio, che il ministero delle finanze » (p. 52). In seguito approfittano abbondantemente delle opportunità loro offerte per attingere a piene mani nelle casse dell'istituto e finanziare così i loro investimenti agricoli e industriali.

Per poter moltiplicare i segni monetari a disposizione della banca essi non esitano a superare di ben 300.000 scudi il limite massimo loro concesso per la emissione di biglietti di banca pagabili a vista. Così facendo essi concorrono ad accelerare il processo di svilimento della moneta cartacea che, mentre favorisce i loro interessi, col causare un forte aumento dei prezzi, provoca notevoli danni alla maggior parte della popolazione bolognese.

Per precisare meglio la portata degli impegni assunti dalla « banca di Bologna » a favore dei suoi maggiori azionisti, il Porisini compie un attento esame della politica creditizia attuata dall'Istituto. Da questa analisi risulta che la quasi totalità (80-90%) dei finanziamenti concessi all'agricoltura e buona parte dei capitali destinati all'industria (40-45%) sono assorbiti dalle aziende dei soci-clienti.

Passando dagli archivi della banca a quelli di alcuni dei maggiori azionisti-clienti l'A. dimostra come i capitali, presi a prestito dalla banca e investiti nelle proprietà di questi ultimi, riescano, in pochi anni, ad elevare la produzione di alcune importanti colture (come quelle della canapa e del riso) e come il loro impiego favorisca la trasformazione, in senso capitalistico, delle aziende sovvenzionate.

In campo industriale l'azione condotta dalla banca si rivela invece del tutto negativa. L'ambiente bolognese non è ancora maturo per accogliere le istanze di rinnovamento dimostrate dai fondatori-clienti della banca. Il tentativo di porre le basi per una pur modesta industrializzazione non dà risultati apprezzabili nonostante gli sforzi compiuti e i capitali impiegati.

Quanto ai risultati conseguiti dall'istituto di credito, il Porisini fa notare come essi siano stati completamente negativi. Costretta a concedere prestiti a un numero eccessivamente esiguo di clienti, a rinnovare continuamente gli effetti in scadenza, a mantenere per lungo tempo elevati scoperti di conto, la banca di Bologna non sarà mai in grado di conservare un soddisfacente grado di liquidità e non riuscirà mai « a raggiungere quella snellezza ed efficacia dell'attività creditizia che si sarebbero potute ottenere da amministratori indipendenti dai mutuatari e da esperti conoscitori dei mercati » (p. 241).

Alla banca Nazionale Sarda, e quindi al contribuente italiano, spetterà l'onere d'accollarsi le perdite (pari a circa 3.000.000) della banca delle quattro legazioni. I protagonisti di questi sconcertanti episodi non solo non subiranno alcun danno in conseguenza del loro irregolare comportamento, ma, dalla cessione delle azioni della banca bolognese, riusciranno a conseguire discreti guadagni.

Marzio Romani

A. ROMANI, *La gente, le occupazioni e i redditi del Piacentino. Da un estimato della fine del secolo XVI*. Parma, Ist. di Storia Economica G. Luzzatto, 1969.

Il fortunato reperimento, presso l'Archivio di Stato di Parma, di un completo « ristretto » nel quale sono riassunti i dati analitici dell'estimo piacentino del 1596, ha consentito al Romani di abbozzare un quadro sociale ed economico di Piacenza nella seconda metà del Cinquecento.

I dati contenuti nel « ristretto », opportunamente elaborati dall'Autore, rendono possibili interessanti considerazioni sulla ripartizione della ricchezza all'interno della città e nella campagna.

L'Autore prende dapprima in considerazione le denunce cittadine suddividendole in due grandi categorie: quelle dei « possidenti » e quelle degli « imprenditori e prestatori d'opera ». Nell'ambito della prima categoria vengono individuate quattro classi reddituali: la prima comprende coloro che percepiscono redditi immobiliari insufficienti a garantire il minimo di sussistenza (da 0 a 50 lire); la seconda raccoglie i reddituari poveri (da 51 a 125 lire); la terza (da 126 a 750 lire) e la quarta classe (oltre le 750 lire) comprendono, rispettivamente, i possidenti fondiari benestanti e quelli ricchi. Nel complesso, il 35,54% degli estimati rientra nella prima classe, il 15,81% nella seconda, il 35% nella terza e il 13,65% nella classe da 750 lire in su. I redditi, invece, ammontano, per ogni classe, ai seguenti valori: 16.421.15 (1,68%) per la prima; 30.953 (3,17%) per la seconda; 282.125.10 (28,93%) per la terza; 645.674.5 (66,22%) per la quarta. Da ciò risulta evidente la notevole concentrazione della proprietà nelle mani di pochi e altresì l'incapacità di molti di trarre dalle loro proprietà immobiliari il reddito necessario per vivere.

Nell'ambito della seconda categoria dei cittadini, vale a dire quella degli « imprenditori e prestatori d'opera », il Romani inserisce tutti i contribuenti soggetti al tributo « per il solo fatto di esercitare un'attività economica ». Fra costoro, i « mercanti » detengono la maggior parte della ricchezza immobiliare cittadina, anche se la loro capacità reddituale è notevolmente inferiore a quella dei « possidenti ». Dopo i « mercanti », gli « artisti », appartenenti alle diverse categorie professionali piacentine, costituivano la sottoclasse cittadina più numerosa e anche più povera.

Sulla base dell'esame della distribuzione dei redditi della città, l'Autore ripartisce la società urbana piacentina in tre grandi classi. Al vertice colloca la nobiltà e l'alta borghesia, che godevano dei maggiori redditi immobiliari; in posizione intermedia, fra i « privilegiati » e i « diseredati », comprende i « proprietari fondiari » e i mercanti che godevano di

redditi non molto elevati, ma sufficienti ad assicurare un discreto tenore di vita»; alla base della piramide sociale, infine, il proletariato urbano che, come si è detto, costituisce il gruppo più numeroso. Per quanto concerne il contado, dopo aver tracciato un profilo della circoscrizione provinciale di Piacenza, l'Autore esamina i redditi imponibili rilevati nelle diverse zone del territorio piacentino. Dal confronto degli imponibili medi, rilevati nei singoli territori in cui era diviso il piacentino, il R. trae alcune suggestive considerazioni. I redditi agrari più elevati sono conseguiti nelle zone meno fertili, di collina e di montagna, mentre tutte le attività para-agrarie appaiono molto più sviluppate nelle zone pianeggianti e di bassa collina. Il fenomeno, secondo l'Autore, non è paradossale, poiché le grandi e grandissime proprietà dei cittadini si concentrano soprattutto nelle zone più fertili e più vicine alla città. Il che rende evidente, fra l'altro, la completa subordinazione del contado di pianura alla città.

Per concludere, il lavoro del R. risulta di notevole interesse in quanto riesce a delineare in modo soddisfacente la struttura economico-sociale della Piacenza Cinque e Seicentesca e a porre chiaramente in luce il sostanziale asservimento della campagna agli interessi cittadini.

GianLuigi Basini

M. ROMANI, *Storia Economica d'Italia nel secolo XIX, 1815-1914, Con una scelta di testi e documenti*, I, Milano, Giuffrè, 1968.

In una breve introduzione l'A. sottolinea i caratteri generali dell'economia settecentesca, allo scopo di coglierne meglio le tendenze innovative che si manifestano, specie nella II metà del secolo, anche nella nostra penisola.

La società e l'economia del Settecento sono caratterizzate dalla assenza di un intenso moto espansivo della popolazione, dalla supremazia del « mondo rurale » su quello manifatturiero e commerciale, dalla predominanza assoluta di una agricoltura povera e ancora molto arretrata. Ma, tra la metà del Settecento e la metà dell'Ottocento avvengono alcuni importanti mutamenti nel quadro economico mondiale; mutamenti che sviluppano importanti conseguenze anche nel nostro paese, segnando le prime « tappe » della economia contemporanea.

E' innanzitutto un nuovo dinamismo demografico che si manifesta e che è accompagnato — per usare le parole stesse del Romani — da un nuovo dinamismo nell'ottenimento delle risorse. Prendono piede i miglioramenti nell'agricoltura, per cui, ad una decisa evoluzione agronomica si accompagna una profonda trasformazione dell'organizzazione giuridica e sociale del « mondo rurale ». Nel campo industriale si compie intanto la nota « rivoluzione » che porterà all'affermazione completa del sistema della fabbrica.

Col rompersi del vecchio equilibrio agricolo-commerciale si fanno sempre più acute le tensioni sociali e si complicano i problemi connessi alla produzione e al consumo.

Tra Sette e Ottocento l'Italia subisce la dominazione francese, le cui



conseguenze sono state variamente considerate dalla storiografia economica, dall'Ottocento ai giorni nostri.

Il Romani valuta il periodo francese soprattutto nelle sue conseguenze agricolo-commerciali, nel senso che la dominazione napoleonica avrebbe portato uno sviluppo delle concezioni borghesi, fondate sul regime di libertà dei possessi e dei contratti e dominate da « una statica visione dei grandi vantaggi civili di una società rurale, basata su una proprietà prospera e giuridicamente garantita » (pag. 23).

Con la fine delle guerre napoleoniche si apre per l'agricoltura europea, e specie per la cerealicoltura, un periodo di forte depressione, che si accompagna ad un tendenziale movimento di generale discesa dei prezzi.

La carestia del 1816-1817 dimostra l'inefficienza dei tentativi posti in atto dai vari governi per risolvere la crisi economica. In Italia, soltanto la coltura del gelso e del baco da seta sono in aumento, ed anche i prezzi, in questo settore, mostrano una tendenza all'ascesa, che è in netto contrasto con la tendenza depressiva generale.

Per quanto concerne il settore manifatturiero l'Autore coglie sapientemente i più importanti e significativi momenti d'insieme delle attività non agricole: dal setificio, sempre fedele al suo carattere di produzione su commessa, organizzato da mercanti che fanno battere telai distribuiti in singoli gruppi familiari; al cotonificio che si sta affermando nel Milanese, con la diffusione della filatura meccanica; alla siderurgia, che progredisce nell'Italia Settentrionale, sostenuta da una politica di protezione doganale.

Sulle condizioni di vita dei ceti popolari e sull'atteggiamento degli operatori economici si sofferma in particolare l'attenzione del Romani. La nutrizione carente e poco equilibrata dei lavoratori nelle campagne è all'origine del diffondersi di vere e proprie malattie sociali che, come la pellagra, determinano un aumento della curva di mortalità e, di conseguenza, una diminuzione della popolazione. Il grave disagio delle popolazioni rurali è documentato, inoltre, da sempre più frequenti casi di violenza collettiva accompagnati dalla diffusione del brigantaggio.

Questi fatti svelano la « coesistenza di innegabili successi produttivi e mercantili, coll'insuccesso più completo nell'ordine della distribuzione del reddito prodotto » (pag. 59).

Gli anni che vanno dal 1826 al 1849 segnano la « maturità dell'equilibrio agricolo-commerciale ». Con la fine della fase più acuta della discesa dei prezzi si indebolisce il primato del frumento mentre si fa ancor più evidente l'espansione della gelsibachicoltura, soprattutto in conseguenza del rafforzarsi della domanda estera di tali prodotti. Ma i successi sul piano agricolo e mercantile inducono i proprietari ad ancorarsi sempre di più alle tradizioni. I redditi agrari e fondiari tendono a concentrarsi ancor più, mentre aumenta la miseria contadina. Pur nella diversità di situazioni che il panorama economico e sociale italiano offre, il dato di fondo, che il Romani non manca di cogliere, è sempre rappresentato dalla arretratezza delle condizioni di vita dei lavoratori dei campi.

I primi, timidi compromessi tra vecchio e nuovo, il problema del libero scambio, delle unioni doganali, del credito, si pongono e vengono



posti sempre più al centro della vita di ogni stato, non già nel tentativo di mutare l'equilibrio sociale in essere, ma perché ci si rende conto che, in un ambiente economico in fase di generale evoluzione, i vecchi impedimenti, le vecchie politiche protezionistiche sono ormai più dannose che utili.

Il sesto decennio del secolo decimonono segna il periodo dei grandi mutamenti politici ed, insieme, l'affermarsi delle nuove tendenze economiche generali. Sull'onda dell'ascesa dei prezzi l'agricoltura italiana sembra in ripresa ma la malattia della vite (oidio) e la pebrina del baco da seta, determinano una crisi nelle esportazioni dall'Italia verso l'estero. Perciò, malgrado gli alti prezzi, la rendita fondiaria tende a ridursi e, di conseguenza, la situazione della proprietà diviene alquanto critica. Si manifesta uno spostamento dei capitali disponibili dall'attività agricola verso altri impieghi, sempre, però, nell'ambito della tradizione: aumentano, infatti, i depositi nelle casse di Risparmio e gli investimenti in titoli di Stato. Nel campo manifatturiero il settore tessile attraversa un periodo delicato: il setificio è in fase di critica revisione tecnico-organizzativa ed anche il cotonificio in Piemonte conosce qualche progresso tecnico nella filatura e nella cardatura. La siderurgia deve affrontare una scelta di fondo: o la specializzazione in prodotti ferrosi, ottenuti adottando nuovi procedimenti, o la vita stentata ai margini di un mercato in continua espansione, restando legata a pochi prodotti di qualità.

Questi ultimi anni preunitari restano anni difficili, anche se l'economia italiana conosce qualche successo mercantile, col diffondersi delle idee liberistiche. La tendenza in atto verso un aumento nel volume degli scambi favorisce ed è favorita dall'incremento della consistenza della flotta mercantile, soprattutto nel Regno sardo, dove, col Cavour, anche le ferrovie conoscono la loro prima espansione. Con l'analisi della politica e dell'economia piemontese nel decennio Cavouriano — durante il quale si intrecciano i problemi del libero scambio, delle ferrovie, del bilancio pubblico, del credito — si conclude la prima, interessante parte del volume del Romani.

A questa prima parte segue una ricca appendice di testi e documenti veramente utili per chi voglia approfondire lo studio economico e sociale dell'Italia durante il periodo risorgimentale.

Si rimane in attesa del 2° volume di quest'opera di grande utilità anche sotto il profilo didattico.

GianLuigi Basini

## RIASSUNTI, RÉSUMÉS, SUMMARIES, ZUSAMMENFASSUNG

### H. DESPLANQUES - LA FORMATION DU METAYAGE DANS LES CAMPAGNES OMBRIENNES.

Per l'autore, il contratto mezzadrile poderale, classico, che anche nell'Umbria divenne fenomeno di massa a partire dal secolo XV — nato per volontà di investimento cittadino nella campagna e per utilità di sistemare su terreno bonificato, in casa gratuita e con lavoro continuo, la famiglia lavoratrice — organizzò un modo di coltivazione promiscua utile alla sussistenza della famiglia singola e vantaggiosa al commercio dei prodotti da parte della grande proprietà.

D'après l'A., le contrat de métayage du « *podere* », classique, qui en Ombrie aussi est devenu un phénomène de masse à partir du XVe siècle — né de la volonté d'investissement de capitaux urbains dans la campagne et de l'utilité d'installer la famille travailleuse sur un terrain bonifié, dans une maison gratuite et avec un travail continu — organisa un type d'exploitation mixte utile à la subsistence de la famille particulière et avantageuse pour le commerce des produits de la part des grands propriétaires.

According to the author, the classic share-cropping contract concerning the « *podere* », which in Umbria too became a mass-phenomenon beginning from the XV Century — arised because of the will of investing urban capital into land and because of the usefulness of settling the worker family on reclaimed land, in a free house and with a continuous labour — organized a kind of mixed exploitation useful for the single family's subsistence and profitable to the trade of produce of the land by the big landlords.

Nach Meinung des Verfassers bildete der klassische Halbpachtvertrag, — entstanden aus dem Wunsch, städtisches Kapital auf dem Land zu investieren und der Nützlichkeit, auf urbar gemachten Boden bei Stellung der Wohnung und kontinuierlicher Arbeit die arbeitende Familie anzusiedeln — der auch in Umbrien seit dem 15. Jahrhundert zu einem Massenphänomen wurde, eine gemischte Anbauart heraus, welche sowohl für den Unterhalt der einzelnen Familie als auch für den Handel der Produkte von Seinten der grossen Grundbesitzer von Nutzen war.

G. DONNO - SU UNA CONTROVERSIA OLIVICOLA-OLEARIA DELLA FINE DEL SETTECENTO.

L'autore mette in luce il significato di una controversia fra studiosi di olivicoltura ed elaiotecnica in un momento storico di particolare importanza sia per il diffondersi dell'olivo sia per la quantità, qualità ed uso dell'olio di oliva.

L'A. met en lumière la signification d'une controverse entre des spécialistes d'oléiculture et technique de l'huilerie dans un moment historique d'importance particulière soit parce que la culture de l'olivier devenait plus étendue soit à cause de la quantité, qualité et utilisation de l'huile d'olive.

The author points out the meaning of a dispute by students of olive-growing and oil-manufacturing technics in an historic time of particular importance both because olive-tree was spreading and because of the quantity, quality and use of olive-oil.

Der Verfasser unterstreicht die Bedeutung einer Kontroverse zwischen den Kennern des Olivenanbaus und der Oelproduktion in einem historischen Augenblick von besonderer Bedeutung sowohl für die Verbeitung des Olivenbaums als auch für die Quantität, Qualität und den Gebrauch des Olivenöls.

G. CHERUBINI - LA CARESTIA DEL 1346-47 NELL'INVENTARIO DEI BENI DI UN MONASTERO DEL CONTADO ARETINO.

L'autore analizza ed interpreta l'inventario di un monastero che, durante la gravissima carestia precedente la peste del 1348, indica motivi di novità economica, finanziaria e sociale delle campagne.

L'A. analyse et interprète l'inventaire d'un monastère qui, pendant la très grave famine qui précéda la peste de 1348, montre des éléments de nouveauté économique financière et sociale de la campagne.

The author analyses and interprets the inventory of a monastery which, during the very serious famine preceding the Black Death of 1348, gives indication of economic financial and social novelty of the country-side.

Der Verfasser analysiert und interpretiert das Güterverzeichnis eines Klosters, das während des grossen Hungerjahres 1346-47, welches der Pest von 1348 vorausging, Anzeichen von wirtschaftlicher, finanzieller und sozialer Neuerung auf dem Land durchscheinen lässt.

A. BIGNARDI - L'AGRICOLTURA BOLOGNESE NEL '700 E NELLA PRIMA META' DELL'800.

L'autore, presentando il libro di Luigi Dal Pane, mette in luce i risultati delle ricerche e delle interpretazioni, l'originalità del metodo e l'impegno morale dell'insigne studioso bolognese.

L'A., tout en présentant le livre par Luigi Dal Pane, met en lumière les résultats des recherches et des interprétations, l'originalité de la méthode et l'engagement moral de l'éminent savant bolonais.

The author, while introducing the book by Luigi Dal Pane, points out the results of the researches and interpretations, the originality of the method and the moral engagement of the outstanding Bolognese scholar.

In seiner Besprechung des Buches von Luigi Dal Pane hebt der Verfasser die Ergebnisse der Forschungen und Interpretationen, die Originalität der Methode und die moralische Verpflichtung des bedeutenden Bologneser Gelehrten hervor.

# ISTITUTO FEDERALE DI CREDITO AGRARIO PER L'ITALIA CENTRALE

ENTE DI DIRITTO PUBBLICO COSTITUITO CON LEGGE 16-6-1939, n. 968

ROMA VIA ZUCCHELLI 16

*Opera nelle province del Lazio, Marche e Umbria attraverso tutti gli sportelli delle Casse di Risparmio di Ancona, Ascoli Piceno, Città di Castello, Civitavecchia, Fabriano e Cupramontana, Fano, Fermo, Foligno, Jesi, Loreto, Macerata, Narni, Orvieto, Perugia, Pesaro, Rieti, Roma, Spoleto, Terni e Viterbo.*

Tutte le operazioni di credito agrario di esercizio  
e di miglioramento

Mutui per la ricostruzione di aziende agrarie  
distrutte o danneggiate dalla guerra

Mutui per la formazione della piccola proprietà  
contadina

Mutui speciali per il Mezzogiorno

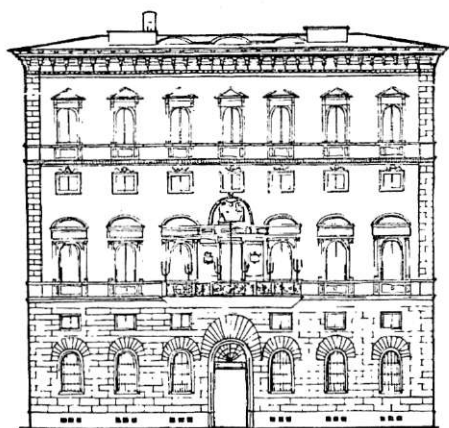
Prestiti e Mutui ai sensi della legge 25-7-1962, n. 949  
(piano decennale per lo sviluppo dell'agricoltura  
italiana)

Mutui ai sensi della legge 25-7-1952, n. 991  
(provvedimenti a favore dei territori montani)

Tutte le operazioni ai sensi della legge 2-6-1961  
n. 454 (Piano di sviluppo)

# CASSA DI RISPARMIO DI ROMA

*FONDATA NEL 1836*



TUTTI I SERVIZI E LE OPERAZIONI DI BANCA

# **C**REATA DAI PRODUTTORI AGRICOLI PER SERVIRE L'AGRICOLTURA

- diffonde le nuove tecniche colturali
- fornisce i mezzi moderni di produzione
- difende il lavoro dei produttori agricoli provvedendo, con efficienti attrezzature e con tecnici qualificati, a conservare, trasformare e commercializzare i prodotti del suolo e degli allevamenti
- è forza propulsiva del progresso agricolo



**FEDERAZIONE ITALIANA dei CONSORZI AGRARI**



# BANCO DI NAPOLI

ISTITUTO DI CREDITO DI DIRITTO PUBBLICO

Fondato nel 1539

Fondi patrimoniali e riserve: L. 58.748.896.528

Fondi di riserva speciale a copertura rischi: L. 35.545.754.018

DIREZIONE GENERALE - NAPOLI

*La Sezione di Credito Agrario del BANCO DI NAPOLI, istituto speciale per il Mezzogiorno continentale, presta agli agricoltori ed alle loro associazioni ogni forma di assistenza creditizia*

- **Prestiti di esercizio**
  - **Prestiti e mutui per miglioramenti fondiari**
  - **Mutui per la formazione e l'arrotondamento della proprietà coltivatrice**
  - **Mutui a favore di Consorzi di Bonifica**
- con tutte le agevolazioni previste dalle leggi in vigore**

\* \* \*

Il Banco di Napoli è autorizzato al credito agrario di esercizio anche in tutte le provincie dell'Italia Centro-Settentrionale e della Sardegna.

# **CASSA PER LA FORMAZIONE DELLA PICCOLA PROPRIETA' CONTADINA**

**Sede presso il Ministero dell'Agricoltura e delle Foreste  
Istituita con D.L. 5-3-1941, n. 121**

**Effettua operazioni per  
la formazione di proprietà  
contadina mediante acqui-  
sto, lottizzazione e riven-  
dita di terreni a coltiva-  
tori diretti.**

**Il prezzo dei terreni vie-  
ne pagato dai contadini  
acquirenti in trenta an-  
nualità costanti al tasso  
dell'1%.**

***Per informazioni gli interessati possono rivolgersi  
agli Ispettorati Provinciali della Agricoltura***



materiale  
d'impianto  
selezionato:

**PIOPELLE  
EUCALITTI  
CONIFERE**

**SERVIZI  
AGRICOLI  
FORESTALI**

# ENCC

**ENTE NAZIONALE PER LA CELLULOSA E PER LA CARTA**

**Roma - Viale Regina Margherita, 262 - Tel. 866.857**

#### **ISTITUTI SCIENTIFICI AGRARI DELL'E.N.C.C.**

ALESSANDRIA - Istituto di Sperimentazione per la Pioppicoltura - 15033 Casale Monferrato - Casella Postale 24 - tel. 46.54

ROMA - Centro di Sperimentazione Agricola e Forestale - 00166 Roma - Casella postale 9079 - tel. 6960241

#### **AZIENDE AGRICOLE**

ROMA - Azienda « Ovile » - 00166 Roma - Via Valle della Quistione 21 - Casalotti Nuovi - tel. 6960608

ALESSANDRIA - Azienda « Mezzi » - 15033 Casale Monferrato - tel. 46.54

MANTOVA - Azienda « Olmazzo-Drasso » - 46047 Porto Mantovano - tel. 39.164

PIACENZA - Azienda « Scottine » - 29010 Sarmato - tel. 67262

UDINE - Azienda « Voipares » - 33056 Palazzolo dello Stella - tel. 58.012

FERRARA - Azienda « Fante » - 44020 Migliaro - tel. 54.134

GROSSETO - Azienda « Il Terzo » - 58040 Bagno Roselle - tel. Grosseto 21.108

PERUGIA - Azienda « Il Castellaccio » - 06038 Spello - tel. 65.161

CAMPOBASSO - Azienda « Pantano » - 86039 Termoli - Casella post. 24 - tel. 2514

SALERNO - Azienda « Improsta » - 84091 Battipaglia - Casella postale chiusa 43 - tel. 22054

CATANZARO - Azienda « Condoleo » - 88070 Botriello - tel. 63106

CAGLIARI - Azienda « Campulongu » - 09025 Oristano - Casella postale 79 - tel. 3011

#### **AZIENDE FORESTALI**

FIRENZE - Azienda « Rincine » - 50060 Londa - tel. Rincine 83144

CATANZARO - Azienda « Acqua del Signore » - 88049 Soveria Mannelli - Casella postale aperta - tel. Serrastretta 81055

